

tribune socialiste

municipales :
interview de M. Mousel

n° 725 — 4 F
du 13 au 19 JANV. 1977

nouvelle édition

HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ

PSU



ces princes si républicains

Directeurs politiques :
Christian Guerche — Alain Tiemcen

Rédacteur en chef :
José Sanchez

Rubriques :

- **Où va la France ?** Léo Golberg,
- **Injustice :** Michel Etienne
- **Briser la chaîne :** Jean-Yves Sparfel
- **Luttes en classes :** Stéphan Lyllan
- **Les choses de la ville :** Jean-François Thoraval
- **Pourtant, elle tourne :** Bernard Ravenel
- **Les exclus de l'intérieur :** Dominique Lambert, Michel Camouis
- **Garde-à-vous-même :** Georges Yverres
- **Les armes de la critique :** Marion Lay
- **C'est aussi politique :** Michel Acidant

Collaborateurs permanents :

G. Akoun - Y. Craipeau - C. Deslhiat - Evelyne Ertel - V. Fay - C.M. Vadrot - G. Hercet - J. Jullien - R. Lanarche - F. Laurent - V. Leduc - Ph. Marielle - M. Mousel - M. Najman - A. Noël - D. Nores - M. Touan - F. Turquan -

Dessinateurs :

J.-F. Batellier - Cagnat - Desmoulin - Mathé.

Maquette :

Max Pagis

Collaboration technique :

J.-L. Craipeau

Secrétariat - Documentation :

Marie-Françoise Chailleux
Elizabeth Vignati

Promotion :

S. Ros - H. Le Toquin

Dir. publ. : H. Le Toquin

9, rue Borromée, 75015 Paris

Rédaction : 566-45-64

Administration et publicité :
566-45-37

Commission paritaire : 50360.

Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Photocomposition :

Informat Press. Tél. : 254-71-18,
Saint-Ouen.

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F. Pour tout changement d'adresse : joindre 3 F en timbres et l'ancienne bande adresse.

Où va la France ?

- Lutte contre le plan Barre et perspectives économiques pour 1977. **P. 4/5**
B. Billaudot
- Limbrogio. **P. 6**
C. B.
- Pétrole : le mystère des prix. **P. 7**
J.F. Bredoux
- Interview de Michel Mousel **P. 8/9**
- Le parti socialiste vers l'armée de métier. **P. 10**
A. Joxe
- Le « gross Kanal ». **P. 11**
G. Debezac

Injustice

- Indépendance... et magistrature. **P. 12/13**
Michel Etienne

Entre nous et pour vous

- Précisions **P. 15**
- Bien centrer le débat **P. 16**
- Non à la politique des petits pas **P. 17**
- Appel au parti pour une avancée collective **P. 18**

Briser la chaîne

- La politique clandestine. **P. 19**
Y. Sparfel
- Firmin-Didot : contre les licenciements Beullac ! **P. 20**
- Fermeture aux Lilas ? **P. 21**
M. Chaussou, S. Gaumère
- Les manipulations génétiques : future arme dangereuse. **P. 22**
Ch. Zelwer

Les exclus de l'intérieur

- Sexualité, avortement, contraception 77. **P. 23**
G. Chamson

Et pourtant elle tourne

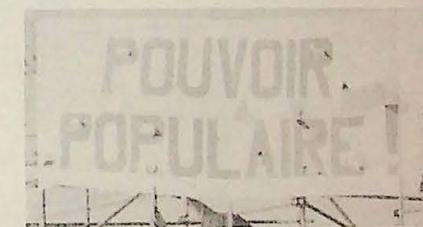
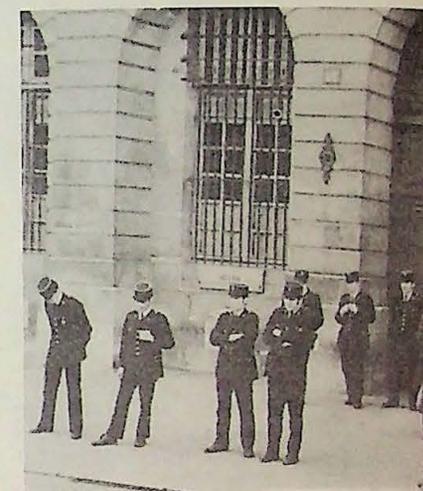
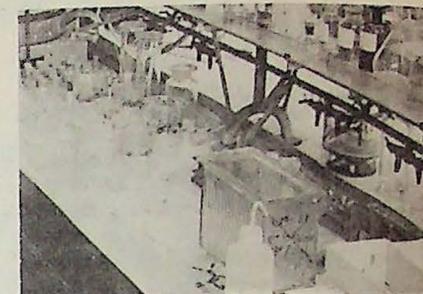
- Pour une démocratie libanaise avancée. **P. 24**
Propos recueillis par B. Ravenel et J. Jullien
- Derniers tangos à Madrid. **P. 26**
Cl. Deslhiat
- RFA : l'étouffement progressif des libertés. **P. 27**
A. Chataignier

Les armes de la critique

- L'aveu du sexe. **P. 28**
M. Lay

C'est aussi politique

- A propos du film *Le juge Fayard, dit le Shériff*. **P. 29/30**
F. Gastellier
- La télé : points de vue. **P. 31**
R. Lanarche
- Grève des comédiens. **P. 32**
F. Claire



courrier des lecteurs

● **Suggestions utiles...**

Si cela ne coûte pas plus cher, ne pourrait-on pas, comme font d'autres journaux, mettre les indications « TS n°... », daté... » en bas de chaque page (ou moins au début du dossier quatre pages central).

Cela faciliterait pour les lecteurs qui découpent TS pour se constituer des dossiers.

D'autre part, TS ne pourrait-il pas éditer des affiches « cette semaine dans TS » dans un espace vierge à remplir pour indiquer les articles qui peuvent particulièrement intéresser le public qui lira l'affiche. Ces affiches seraient valables plusieurs années.

Bonne remarque, dont nous tiendrons compte dès la semaine prochaine.

● **Et les commerçants ?**

Y. Larbiou, Montpellier.
C. Morelle, qui s'abonne à TS, est commerçant ; très préoccupé par les problèmes des classes moyennes ; il a toujours regretté

que le parti ne réfléchisse pas assez à ces questions. C'est un camarade très engagé dans son secteur professionnel ; il fait partie de l'équipe nationale de l'Action catholique des milieux indépendants. Il serait prêt à faire un article pour TS, éventuellement pour engager une réflexion sur le rôle du petit commerce dans une société socialiste autogestionnaire. Qu'en pensez-vous ?

Toutes les contributions seront accueillies par nous avec gratitude. Le dialogue avec les lecteurs doit aller dans le double sens.

● **Réveil...**

C. Guislot, 93200 St-Denis :
Depuis un ou deux mois, mon attention pour TS se relâchait : articles trop longs, titres peu accrocheurs, sous-titres peu nombreux, peu d'interviews, style lourd. Or le n° 724 est venu réveiller mon intérêt : politique fiction : année folle — la parole à... - Qu'est-ce qu'une grève à l'EDF ? - CFDT : les pots cassés - le PSU en douze pro-

positions - la radioscopie du PSU - les exclus de l'intérieur, présentent en particulier des centres d'intérêt et un style accrochant. Veuillez bien à l'aération qui a manqué terriblement ces temps-ci. Passons à autre chose : le maintien de la parution de TS. A titre personnel, je n'ai fait faire qu'un abonnement et un lecteur occasionnel que j'espère convertir en lecteur assidu, car je me suis heurté au prix de l'abonnement. Mais si chaque adhérent faisait abonner une seule personne et trouvait un lecteur, nous n'en serions pas à nous poser la question de notre survie. Or cela est possible.

Nous n'en demandons pas plus, mais nous le demandons à tout le monde. Et si effectivement tout le monde le fait, alors c'est un nouveau départ, avec de nouveaux moyens qui se prépare. Et du coup les nouveaux lecteurs seront bien plus faciles à gagner.

● **Scepticisme...**

Je tiens à vous faire part de mes critiques au sujet de deux « papiers » parus dans TS 724 :
Au sujet de l'article de Pascal Gollet « Radioscopie du PSU », la classification par couches sociales

est très discutable, notamment les « prolétaires » où l'on fourre, pêle-mêle, techniciens et agriculteurs... sans aucune explication. Peut-être aurait-il mieux valu conserver la classification de l'INSEE, très contestable, mais qui permet au moins la comparaison.

Au sujet du « courrier des lecteurs » la lettre du Bureau fédéral des Yvelines sur *Politique Hebdo* dont le caractère polémique inutile a peut-être réjoui ses rédacteurs mais n'a rien changé et n'a permis aucun progrès. C'est à mon avis l'exemple type de ce qu'il ne faut pas écrire à un moment où les révolutionnaires sont plutôt affaiblis.

● **Enthousiasme...**

Jean Révérrault, 49800 Trélazé :
Bravo. TS passe de mieux en mieux au moment de la digestion, mais également à tout moment. Un peu plus d'air directement importé de province par les sections et TS pourra être vu par toute la France au fond des yeux. La fin d'année, c'est la fête, alors il faut s'abonner pendant que la soupe est grasse.

On ne saurait mieux dire... exemple à suivre !



de la politique dans l'entreprise

Le libéralisme ne cesse d'avancer et la vie politique de se décriper. Giscard d'Estaing, non content de bloquer leurs salaires, interdit désormais aux travailleurs de faire de la politique. Dans les entreprises, bien sûr, c'est-à-dire là où les travailleurs passent la majeure partie de leur vie et où ils rencontrent les véritables problèmes politiques, ceux qui les concernent directement et que l'on évoque rarement à l'Élysée ou au Palais Bourbon : le pouvoir d'achat, la durée et les conditions de travail, l'emploi, etc.

Ce qui frappe le plus dans cette prise de position aussi solennelle qu'arbitraire, c'est qu'elle répond à l'offensive menée sur ce thème par le patronat depuis plusieurs mois. Giscard exauce donc avec ardeur et célérité la volonté pesamment affirmée par le CNPF d'interdire aux organisations politiques de la classe ouvrière toute possibilité d'expression dans les entreprises, même en dehors des heures de travail, c'est-à-dire au mépris de la loi. L'intérêt suscité auprès de nombreux patrons par l'offensive musclée de Chirac explique sans doute en partie cette démonstration vigoureuse de soutien à l'ordre patronal. Giscard avait besoin de réaffirmer son image d'homme d'ordre : voilà qui est fait, voilà sans doute ce qui peut permettre à la coalition qu'il dirige de bénéficier en priorité des subsides patronaux.

Les besoins financiers de la majorité présidentielle — ou de ce qui en reste — en prévision des prochaines échéances électorales ont dû peser lourd en faveur de cette prise de position hautement doctrinale. Il est vrai que la liquidation par l'inspecteur Simoné et ses comparses de la fructueuse « filière de Broglie » doit poser des problèmes matériels délicats au parti du président de la République.

Les partis ouvriers ne peuvent rester inactifs devant cette menace contre l'action qu'ils mènent au cœur même de la classe ouvrière, c'est-à-dire contre leur raison d'être. Le PSU poursuivra et développera son intervention dans les entreprises, pour la défense des travailleurs et la lutte pour la révolution socialiste. ■

éditorial

la police partout

LES régimes en décomposition dégagent une forte odeur de police. C'est bien ce qui arrive au nôtre. Les exemples se multiplient où l'intervention policière, d'une façon ou d'une autre, apparaît comme la manifestation la plus concrète de l'existence du pouvoir.

Dans la ténébreuse affaire de Broglie, la police est à tous les carrefours. C'est un policier véreux qui revendique l'organisation de l'assassinat, ce sont des indicateurs qui sont censés l'avoir inspiré, c'est la police judiciaire qui cautionne la violation du secret de l'instruction à laquelle se livre en toute hâte, quelles que soient ses dénégations, le ministre de l'Intérieur lui-même.

Cette affaire est à peine engagée qu'un autre scandale policier éclate. Cette fois-ci, c'est une police secrète qui se trouve sur la sellette. Les conditions dans lesquelles est intervenue l'arrestation d'un responsable palestinien ont encore été l'occasion pour M. Poniowski de manifester son total mépris de la légalité et de la vérité. La DST, instrument de cet exploit, avait déjà abondamment montré de quoi elle était capable, de l'affaire Ben Barka où elle avait été sérieusement compromise à celle des micros du *Canard enchaîné* que le jésuitique « non-lieu » du 29 décembre ne saurait faire oublier.

CE n'est pas un hasard si, dans le même temps se multiplient les interventions policières contre les travailleurs immigrés, comme celle qui vient d'aboutir à l'expulsion de vingt-deux travailleurs à Saint-Flour ou l'interdiction qui vient d'être prise contre l'Organisation des communistes africains. La répression contre le droit de grève, les attaques policières contre les ouvriers défendant leur emploi sont plus que jamais à l'ordre du jour. C'est le moment que choisit le Président de la République pour s'élever

contre « la politisation de l'entreprise ». La déclaration de Giscard d'Estaing s'insère dans un contexte politique que *TS* analyse par ailleurs. Mais ses propos dépassent la circonstance et s'inscrivent dans la philosophie générale du système.

Cette philosophie est celle de la coupure entre le social et le politique, de la séparation entre l'homme en tant que travailleur et en tant que « citoyen ». Selon cette vue de choses, la liberté politique se résume à l'exercice épisodique d'un certain nombre de droits civiques. Mais tous les lieux où se déroule l'existence réelle de l'individu, l'entreprise, l'école, l'habitat, etc., sont tenus pour politiquement neutres.

IL est, en effet, indispensable de maintenir cette fiction pour que puisse fonctionner une société qui dissimule l'exploitation et la domination sous le masque de l'idéologie libérale. Si la politique s'introduit à l'entreprise, à l'école, sur le terrain de la vie quotidienne, les conflits de classe vont être clairement perçus à l'endroit-même où ils produisent leurs effets et non plus seulement dans une généralisation plus ou moins abstraite. Les luttes seront menées avec d'autant plus d'efficacité.

Dans la mesure où la crise de la société efface le mythe de la neutralité, la distinction fallacieuse du domaine privé et du politique, la nécessité grandit, pour un pouvoir qui se sent menacé dans toutes les sphères de la vie sociale, d'une intervention massive pour tenter de colmater les brèches. D'où l'interdiction de faire de la politique ailleurs que dans les lieux et les limites assignées par l'État. D'où l'omniprésence de la police appelée coûte que coûte à refouler l'explosion d'une lutte politique qui met partout le régime en question. Mais voici que la purulence policière ajoute encore à la fragilité du pouvoir.

Victor LEDUC ■

humeur: salades de saison

Les salades, les radis et les poireaux, pour ne citer qu'eux, ont augmenté de 20 à 50 % en quelques jours. Les mandataires et les commerçants ont poussé devant les micros quelques agriculteurs qui ont docilement expliqué que c'était la faute de la sécheresse. Depuis que je sais cette nouvelle je croque avec infiniment de respect des radis qui ont peut-être six mois d'âge et déguste avec émerveillement une mâche vénérable qui n'a pas été imprudemment, comme la mienne, semée sous les pluies diluviennes de septembre et d'octobre.

Et les patates d'Amérique, et celles de Pologne mandées de toute urgence par le plus grand économiste français, clame le client, c'est la sécheresse qui les fait augmenter ? Remarque qui fleure son incompétence notoire en matière de mécanismes conjonctuels : elles subissent, nous explique-t-on, « un effet d'entraînement ». Autrement dit, soyons un peu plus clair, ces pommes de terre, si elles restaient à un prix abordable, auraient honte, se sentiraient dépréciées. Et puis, de toute façon, nous glisse-t-on dans le tuyau de l'oreille, c'est la faute aux cantines d'entreprises qui ont brusquement repris leurs achats début janvier. Élémentaire.

Continuons de démonter le mécanisme subtil : il est évident que du 23 décembre au 3 janvier les Français n'ont pas travaillé, qu'ils se sont goinfrés de caviar et de foie gras, délaissant les pommes de terre. Le 5 janvier (le 4 ne compte pas, il y avait encore des restes de dinde pour le soir), ils se sont donc jetés sur ces pommes de terre, la salade, les poireaux et les carottes.

Et la sécheresse dans tout cela ? C'est vrai, j'oubliais... Mais j'ai des excuses : dans la plupart des régions de France, et notamment dans le sud, il est tombé jusqu'à 50 % d'eau en plus par rapport à l'année dernière. D'ailleurs on a expliqué gentiment aux maraîchers du Var, des Alpes-Maritimes,

des Bouches-du-Rhône et de l'Hérault qui voulaient attirer l'attention du public sur les problèmes posés par les excès d'eau que... ce n'était pas le moment de réclamer des indemnités.

Les spécialistes agricoles qui ont du cœur et se penchent sur la psychologie des plantes avancent une autre explication : peut-être bien que les salades, qui comme chacun sait possèdent une mémoire collective, ont perdu l'habitude de boire pendant les temps secs.

Oui, mais, insiste le client, et les tomates d'Espagne, et celles du Maroc ? Réponse facile : entre fruits rouges il s'agit tout simplement de solidarité. Les Marocains ne sont pas à blâmer : ils ne savent même pas que leurs tomates se vendent si cher.

D'ailleurs la sécheresse de juillet n'explique pas tout : si les légumes secs augmentent un peu, c'est, au contraire, qu'ils n'ont pas été sec au bon moment et qu'ils ont été cueillis sous la pluie. Vous suivez toujours ?

Il paraîtrait même, abomination des abominations, que la rarefaction de nos légumes serait également due au fait que la terre était trop dure pour les arracher, à cause du gel.

Mais... dit le client incorrigible, si c'était sec, le sol n'a pas beaucoup gelé ? Et puis s'il a trop plu... Haussement d'épaules du mandataire : dans ce pays la mauvaise foi finira par perturber les circuits de distribution.

Quant au directeur des prix, juché sur sa dunette du ministère des Finances, il dit qu'il n'aperçoit rien d'anormal, que le cas échéant il nous fera signe.

A tout hasard je vais louer un coffre à la Société générale pour y entasser des salades : je les revendrai quand on me demandera l'impôt inondation.

C.-M. VADROT ■

où va la France?

lutte contre le plan Barre et perspectives économiques pour 1977

L'année qui s'engage est marquée, en France, par le nouveau cours de la politique économique progressivement affirmé par le Premier ministre. La fermeté du langage qu'il a tenu aux patrons, refusant tout soutien étatique factice, ne l'avait pas été depuis A. Pinay. Il se retrouve au niveau des entreprises : les travailleurs sont confrontés à une attitude tout à fait rigide des directions face aux revendications avancées, comme le personnel des Caisses d'épargne a pu le constater.

L'épreuve de force est donc engagée par le gouvernement et le grand patronat : son issue déterminera en partie l'évolution économique en 1977.

Or les arguments avancés par R. Barre pour justifier sa politique tendent à enfermer les travailleurs dans un « impossible dilemme » : « si vous vous montrez raisonnables, la croissance pourra se poursuivre, sinon l'économie française ne réussira pas son nécessaire redressement et ce sera de nouveau la crise et le sous-emploi ». Force est d'ailleurs de constater que ces arguments portent auprès d'une partie des salariés et qu'un certain attentisme à s'engager dans des luttes ouvertes se manifeste dans le secteur public comme dans le secteur privé.

La contestation de ces arguments constitue dès lors un des aspects de la lutte contre le Plan Barre. Et ces arguments s'appuient sur les prévisions officielles.

les prévisions officielles

L'évolution économique pour l'année 1977 décrite par les prévisions officielles est une poursuite de la reprise engagée en 1976 ; le moteur en serait une progression sensible des exportations liée à une conjoncture favorable, tant en RFA qu'aux USA et au Japon ; dans le même temps la décélération des prix et des salaires nominaux — et l'absence de toute hausse du pouvoir d'achat négocié — autoriserait une progression limitée des importations ; ainsi serait rétabli l'équilibre des échanges extérieurs sans aggravation sensible du sous-emploi global.

Une telle prévision a, bien évidemment, pour fonction d'illustrer les effets bénéfiques de la politique économique engagée. Elle signifierait en effet :

— que la politique de « redéploiement » déboucherait de façon positive pour la bourgeoisie française, en ce sens que le déficit provoqué par les coûts des importations de pétrole serait finalement équilibré par une progression sensible du solde des échanges de biens d'équipement (à titre principal).

— que les profits seraient rétablis sans hausse beaucoup plus rapide du

prix français (la stagnation du pouvoir d'achat signifiant que les gains de productivité et d'intensité qui seront dégagés avec la croissance industrielle prévue alimenteront les seuls profits).

Il s'agit bien pour la grande bourgeoisie d'une évolution positive face aux enjeux de la période longue de crise ouverte au début des années 1970, alors même que sur ces deux terrains elle avait jusqu'à ce jour enregistré un semi-échec ; en effet : — la reprise amorcée à la fin de 1975 s'était accompagnée d'un retour progressif à un déficit des exportations sur les importations (plafonnement du solde des échanges de biens d'équipement après une forte progression en 1974-1975),

— les travailleurs français, ayant conservé un emploi, avaient, en moyenne, réussi à maintenir une progression plus rapide des salaires

nominaux que des prix (sur la base de l'indice officiel du prix à la consommation). (1)

le mirage des perspectives officielles

Contester les arguments avancés par le gouvernement et le patronat revient d'abord à montrer que les perspectives économiques officielles relèvent largement de la « poudre aux yeux » : c'est en quelque sorte la transposition au niveau national de l'air que les travailleurs connaissent bien au niveau de leur entreprise : « montrez-vous raisonnables pour que l'emploi puisse être garanti ».

Admettons donc un instant que sur le front des salaires et des restructurations tout se passe comme le voudrait le Premier ministre. Faut-il prévoir une progression suffisante des exportations pour éviter une nouvelle montée globale du sous-emploi ?

Une chose est certaine d'abord : la reprise amorcée au niveau mondial se poursuivra encore un temps sur sa lancée ; le retour à des négociations salariales à des niveaux très limités entraînant une stagnation du pouvoir d'achat ouvrier a été acquis aux dépens de leurs classes ouvrières respectives dès 1976 par les diverses bourgeoisies (en RFA, au Japon, aux USA) en sorte que les profits, ont été un peu reconstitués (2).

Mais justement la dynamique d'extension des débouchés ouverte par une certaine industrialisation dans des régions du tiers monde n'est pas suffisante pour compenser celle qui a

été cassée, à savoir l'élargissement de la consommation de masse au niveau des nations impérialistes. La reprise actuelle a donc toutes les chances de s'essouffler progressivement ; elle signifie que les données de fond de la crise globale demeurent.

Cependant, à supposer même que cet essoufflement ne se manifeste que tard dans l'année 1977, le « parti » du gouvernement sur le dynamisme donné par les marchés extérieurs semble ignorer la faiblesse relative de nombreux secteurs industriels (3) et les anticipations patronales à une possible victoire électorale de la gauche en 1978. Le caractère fondamentalement libéral de la politique de R. Barre, dans le contexte actuel des rapports de force économiques internationaux, signifie en fait le choix suivant : accepter une montée importante du chômage comme prix d'une restructuration de l'appareil industriel français autour des seules firmes et secteurs compétitifs. Les travailleurs n'ont donc rien à attendre d'une telle « réussite » du Plan Barre.

les conditions d'une lutte efficace contre le Plan Barre

Mais une question se pose alors : si les travailleurs réussissent à imposer des hausses nominales de salaires plus fortes (que celle prévue officiellement) et à bloquer efficacement certaines restructurations (notamment dans la sidérurgie, le textile, la mécanique) cela ne risque-t-il pas de conduire à une situation encore plus difficile à terme ?



Photo Christian Weiss

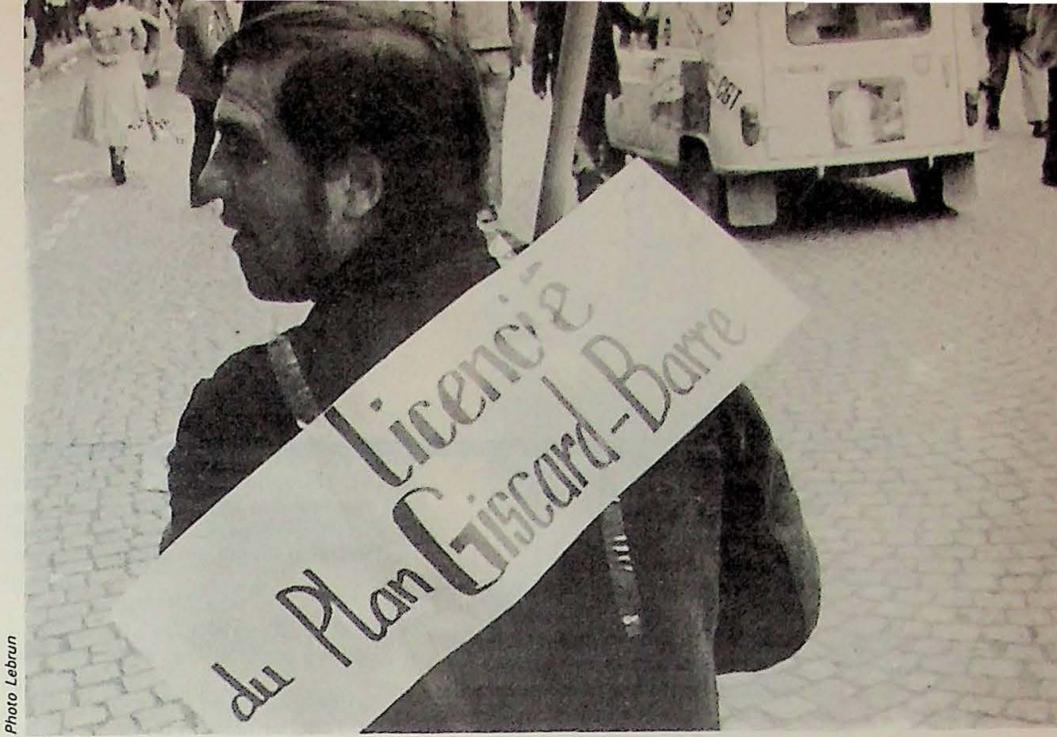


Photo Lebrun

En effet, si la défense de l'emploi prévue aujourd'hui, et globalement, par une progression de la production intérieure — et donc par un élargissement de la consommation populaire — cela a comme conséquence *inéluçtable* le maintien du déficit actuel de la balance commerciale. (Il n'est bien sûr *inéluçtable* que dans le cadre actuel de l'insertion de l'économie française dans le marché mondial capitaliste, et en l'absence de toute remise en cause de la structure actuelle des revenus et des dépenses.)

Cette perspective d'une évolution « à l'italienne » n'est-elle pas celle qui préside aujourd'hui aux réflexions de la direction du Parti socialiste? On comprend mieux alors pourquoi celui-ci ne pousse pas à une lutte frontale contre le Plan Barre et appelle plutôt une certaine réussite de celui-ci pour ne pas hériter en 1978 d'une situation dégradée: cette perspective ne pèse-t-elle pas aussi sur le dynamisme de la CFDT?

Nier tout ceci serait refuser de regarder la réalité en face. Mais alors une *conclusion essentielle s'impose: la lutte aujourd'hui contre l'austérité est indissolublement liée à l'après 1978, ou encore: les enjeux de cette lutte actuelle sont déjà ceux de la période ouverte par une éventuelle victoire électorale des forces de gauche en 1978.*

Attentisme aujourd'hui signifie attentisme pour demain... car les mêmes « contraintes internationales » pèseront... si aucune dynamique de rupture n'est envisagée à ce niveau: or tel semble bien être le cas au niveau du Parti socialiste malgré les tentatives du CERES d'en poser les termes.

Encore ne faut-il pas nourrir trop d'illusions sur la possibilité de rompre rapidement, sur la base d'une certaine fracture avec le Marché commun européen et d'une nouvelle politique industrielle fondée sur des relations privilégiées avec un bloc anti-impérialiste dans le tiers monde.

stratégie erronée et contestable

On est donc nécessairement renvoyé à l'autre aspect qui rend *inéluçtable* aujourd'hui — et par là même demain si l'on ne s'y affronte pas — la perspective d'une crise des finances extérieures dans le cas où les travailleurs obtiendraient quelque peu satisfaction au niveau de leur pouvoir d'achat et de leurs conditions de travail et d'emploi: nous voulons

parler de la structure actuelle des revenus et des dépenses.

Car il est possible de répondre aux revendications ouvrières sans détérioration des comptes extérieurs si dans le même temps sont atteintes les dépenses de luxe de larges couches de la bourgeoisie et réorientées celles de l'Etat (sans parler du gaspillage social que représente l'effort pour vendre, etc.). Une dimension de ceci renvoie au problème de la hiérarchie actuelle des salaires. Ainsi la lutte aujourd'hui contre l'austérité ne peut recouvrir qu'une dimension anti-hiérarchique, et ne peut s'accommoder avec la constitution d'un vaste rassemblement « antimonopoliste ».

En se refusant à engager la bataille sur ce terrain, le Parti communiste et la CGT (rappelons-nous le contenu des débats entre la CGT et la CFDT en septembre dernier à propos de l'« impôt sécheresse ») renforcent objectivement les arguments du Premier ministre et freinent le ressort de la combativité ouvrière alors même qu'ils entendent être à la tête de la lutte contre le Plan Barre.

Ont-il raison de répondre: la victoire électorale passe par l'élargissement des positions de la gauche dans les couches d'encadrement et le petit capitalisme? Il faut donc éviter à tout prix toute action qui pourrait aller à l'encontre d'un tel objectif.

Nous pensons au PSU qu'il s'agit d'une stratégie erronée et contestable: erronée, car c'est bien le refus de répondre aux revendications populaires en garantissant les avantages acquis de toutes les couches bourgeoises que le gouvernemental actuel, comme J. Chirac d'ailleurs, entendent souder leurs intérêts et en recueillir les fruits sur le plan électoral en 1978. Contestable, parce qu'elle conduit à lier d'avance les mains d'un gouvernement de gauche s'engageant par ailleurs à répondre positivement à ces revendications.

Ainsi il ne peut y avoir de lutte efficace contre le Plan Barre et ses effets que si s'ouvre largement, au niveau même des travailleurs, le débat sur les enjeux d'une victoire politique. Aux militants du courant autogestionnaire de faire en sorte qu'il ait lieu.

B. BILLAUDOT ■

(1) Pouvoir d'achat du salaire moyen par personne employée: 1975/1974: + 3,1% - 1976-1975: + 4,9% - 1977/1976: + 1,1% (prévision officielle): celle-ci signifie une quasi-stagnation du début à la fin de l'année 1977.

(2) Au Japon par exemple les négociations collectives se sont établies à 8% contre 14% en 1975 et plus de 30% en 1974.

(3) Celle-ci doit être notamment mise en rapport avec la pénétration des capitaux étrangers.

pour que *Politique-Hebdo* vive

Le PSU et sa politique ont fait souvent l'objet de vives critiques dans les colonnes de *Politique-Hebdo*. La réponse à la lettre du Bureau fédéral des Yvelines de Hervé Hamon que nous publions dans ce numéro en témoigne.

Mais aujourd'hui *Politique-Hebdo* risque de disparaître, si dans les jours qui suivent il ne recueille pas un million de nouveaux francs. Par la voix des trois de ses secrétaires nationaux et d'autres militants qui ont signé l'appel en faveur de PH, le PSU en tant que tel appelle à soutenir l'action engagée et à le manifester concrètement (1).

Tribune socialiste est également en danger, nous l'avons suffisamment écrit. En vérité, toute la presse politique périodique connaît de très graves difficultés, sous les coups que lui porte le pouvoir.

Il s'agit de savoir si une presse pluraliste peut vivre et se développer dans ce pays. Pour ce qui est de la presse de gauche et d'extrême gauche le patronat et le gouvernement savent parfaitement comment l'étouffer. En lui appliquant la TVA, en augmentant le prix du papier, en lui refusant toute publicité, notre presse ne peut vivre qu'avec le concours de ses lecteurs.

Or, pour atteindre ceux-ci et pour élargir son audience nous devrions recourir, nous-mêmes, à la publicité.

Or, celle-ci coûte cher. *Politique-Hebdo* en a fait l'amère expérience.

Restent les campagnes d'abonnements et les ventes militantes. Disons le clairement pour ce qui concerne TS nous sommes loin d'avoir atteint les objectifs. Il est indispensable qu'une plus large mobilisation se produise.

Mais pour l'heure c'est de *Politique-Hebdo* qu'il s'agit. Nous souhaitons de toutes nos forces que son appel soit entendu.

Christian GUERCHE,
José SANCHEZ ■

(1) Les chèques pour la souscription ou les prêts doivent être adressés à l'ordre de la Société civile des amis de *Politique-Hebdo*, 14-16, rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris.

nous craignons pour le potentiel militant...

Hervé Hamon, de « PH » nous écrit :

Trois remarques pour répondre à ce qui me paraît être une mise en cause passionnelle.

1) Ne pourrions-nous échanger des arguments sur un autre ton que celui de la vertu outragée? Lorsque nous écrivons que « le PSU se rallie — de fait — à l'union de la gauche dans un rapport de forces dérisoirement inégal », où est la calomnie et où est l'injure? Nous considérons, ce qui est, en régime de liberté (surveillée) de la presse, notre droit, que le PSU jouit d'un rapport des forces à ce point inégal avec ses partenaires qu'une alliance tactique ou conflictuelle se ramène à un ralliement. Et loin de développer « allègrement » cette analyse, nous exprimons notre inquiétude que le potentiel militant du PSU — dont nous connaissons la valeur — se trouve stérilisé.

2) Au demeurant, nous ne considérons pas l'union de la gauche comme un mauvais lieu. Si l'on estime qu'il n'existe pas, ou qu'il n'existe plus de dynamique alternative à celle qu'ont lancée les signataires du Programme commun, qu'on le dise et qu'on en tire les conséquences. C'est un débat capital, qui affecte la totalité de la gauche révolutionnaire européenne. C'est un débat qui serait plus avancé si les confrontations unitaires que PH a, depuis 1974, tenté d'impulser, avaient rencontré de la part du PSU plus d'intérêt. (Quant à prétendre que PH a voulu jouer le rôle d'un parti, soyons sérieux: un parti qui s'assignerait pour tâche d'inciter les autres formations à discuter entre-elles, voilà une définition inédite de l'organisation politique...)

3) Nos camarades des Yvelines semblent croire que « l'ouverture » de notre nouvelle formule s'est réalisée malgré quelques journalistes « attardés » — devinez lesquels. Pas de chance: ses promoteurs, du moins en ce qui concerne la rubrique politique, ce sont précisément eux. L'un des rôles du journaliste consiste à questionner les organisations sur les moyens de leur politique. C'est ce que nous faisons, en sachant qu'à notre tour, nous nous exposons à la critique. L'essentiel est d'échanger des arguments, non des intentions.

Bien fraternellement,

Hervé HAMON ■

L'imbroglie

Si l'on voulait faire le tour de toutes les histoires que les uns et les autres racontent et colportent à travers Paris à propos de la mort de Jean de Broglie, un numéro entier de *TS* suffirait à peine. Dans ce *maelström* de révélations, de demi-confidences, de fausses preuves, d'histoires rocambolesques, d'affabulations, de rendez-vous mystérieux, de règlements de comptes, de politique fiction et de vérités surprenantes, il est bien difficile de faire son choix, de retrouver le fil conducteur. La tentation est trop grande, dans cette affaire où la seule chose qui ne manque pas sont les informateurs empressés, d'ajouter sa petite pierre au roman.

Le monde de la politique et du journalisme fourmille, depuis quelques jours, de gens qui savent tout sur l'affaire. Et pourtant, en dehors du ministre de l'Intérieur, trop pressé de trouver des coupables pour être honnête, personne ne semble en mesure d'expliquer *pourquoi* le prince de Broglie a été assassiné, rue des Dardanelles. On connaît les coupables, on les connaissait peut-être bien avant le meurtre, et pourtant la rumeur politique n'offre que des brassées de mobiles dans lesquelles le lecteur est prié de choisir.

le culot de Ponia

Car il faut avoir le culot de Ponia-towski pour considérer que le député républicain indépendant a été occis pour permettre à deux affairistes de s'approprier, sans coup férir, un restaurant parisien. Le long passé de faillite et d'affairisme douteux des deux personnages permet de penser qu'ils avaient à leur disposition bien d'autres moyens de régler un tel marché à leur avantage.

Ce fait divers de la politique permet au public de plonger dans un monde parfaitement représentatif du régime au pouvoir. Un vrai zoo humain, version V^e République : barbouzes, parlementaires, avocats douteux, faillis en tous genres, vendeurs d'armes, policiers entrepreneurs pour eux-mêmes

et prudents envers les puissants, indices, journalistes aux ordres, ministres embarrassés et donc maladroits, gengsters et yougoslaves déjà aperçus dans l'affaire Markovic (1).

Ce monde-là vaquait fort tranquillement à ses petites affaires, quand quelqu'un est venu troubler le jeu en assassinant de Broglie. Cela ressemble à un impair. Et cela me fait penser à une grande place de Calcutta où, après une averse, on voit sortir des centaines de rats que les badauds regardent en riant, habitués au spectacle, mais toujours amusés quand même.

Avec un peu de chance la représentation va durer quelques mois sans qu'il soit certain que l'on avance beaucoup vers la vérité. Si tant est, d'ailleurs que celle-ci ait une quelconque importance : de Broglie, dans le fond, on s'en fout, qu'il soit mort ou vivant. Le problème c'est le monde dans lequel il évoluait et dans lequel ses pairs le laissaient circuler.

De Broglie, pilier des RI, travaillait tranquillement avec des escrocs de longue date, aussi bien des bricoleurs comme de Varga, que des spécialistes internationaux. Et cela avec la bénédiction d'une banque nationalisée, la BNP. Car quand cette dernière affirme qu'elle ne connaissait pas de Varga, elle prouve simplement qu'elle peut se permettre d'avoir la mémoire courte à partir du moment où tous les dossiers gênants ont été « ramassés »

rapidement par la direction. En effet, exemple entre beaucoup d'autres, la BNP a participé au « montage » financier qui a permis le rachat du restaurant *La Reine Pédaque*. A tel point qu'au début de 1976 sa direction avait pondu un petit rapport sur la FICODIP, la société utilisée par Pierre de Varga pour ses entourloupettes commerciales. On lisait, dans ce texte qui donnait les trois pseudonymes de Varga (baron Varga, Hirsch et Fischer), le palmarès de quelques-uns de ses collaborateurs et administrateurs. Par exemple, une certaine Alice Wilhem qui avait déjà « liquidé », au sens commercial du terme, quatre affaires depuis 1969. Quant à la dame Delfour que l'on présente comme la (modeste) secrétaire de Mademoiselle de Varga et qui s'est fait faucher des papiers importants (pas de chance...), dans son sac à main, il y a quelques jours, on s'aperçoit dans le texte de la BNP, qu'elle était administrateur du restaurant *La Pérouse* tout comme de la société constituée pour racheter *La Reine Pédaque*.

beaucoup de relations

Il fallait vraiment avoir beaucoup de relations dans la police, y compris à la police économique (2), pour réussir à survivre en traînant une telle batterie de casseroles faite de condamnation, de chèques sans provision (pardon : d'incidents de paiement), de cavalerie et de faillites organisées pour rouler les créanciers. Donc, outre un vieil ami de la famille que de Varga possédait aux renseignements généraux, on bute sur Guy Simoné.

Un vrai traître de comédie, ce flic : chanteur de slows sirupeux, dans la région d'Alès, sous le nom de Serge Dancal, malfrat depuis l'âge de seize ans, escroc à la petite semaine, souteneur... il avait vraiment tout pour devenir inspecteur de police principal ayant l'habilitation d'officier judiciaire. Probablement pour services rendus à la DST, aux RG et à tout ce qui a besoin de besogneux, pas bavard et de chasseurs de photos monnayables. Un flic affecté à Puteaux, mais qui n'accomplissait que des missions spéciales, des filatures n'ayant pas grand-chose à voir avec la routine policière. Un flic qui voyait de drôles de gens et roulait singulièrement les mécaniques lorsqu'il descendait à Alès.

Guy Simoné n'était peut-être pas très loin de la rue des Dardanelles, quand le prince a été occis précipitamment. Probablement était-il, ce qui est encore plus drôle, dans une voiture de service, avec sa radio branchée. Peut-être même qu'il a pu apercevoir d'autres confrères des RG et de la DST qui traînaient eux aussi dans le secteur. Il n'est pas impossible, si l'on en croit une calomnie qui nous a été contée, qu'à l'état-major de la police un personnage important ait eu droit à un reportage en direct de l'assassinat.

Dès que l'on quitte le monde de tous ces minables qui s'agitent, depuis des années, dans le milieu barbouzo-politique de l'extrême droite et des rescapés de l'OAS, on retrouve la solide et respectable droite internationale et, en particulier, l'Opus Dei. Cela ne donne toujours pas les vrais coupables ou les mobiles, mais cela permet de constater peut-être de surprendre cette vieille droite européenne en pleine réorganisation.

La démocratisation approche en Espagne, elle s'obstine au Portugal, tandis que la gauche se rapproche du pouvoir en Italie et surtout en France. Ce qui suppose que bien des gens se préparent à l'action. Voire « à la résistance » explique-t-on dans certains milieux. Ce qui signifie que l'on met beaucoup d'argent de côté. Pour tenter d'empêcher l'inéluctable ou plus souvent pour préparer un retour en force *après*. Toutes ces manipulations de sommes importantes suscitent des convoitises. Pour l'argent et pour le pouvoir qu'implique sa possession.

Pour préparer ces lendemains qui ne chantent pas, rien ne vaut les industriels qui ont l'habitude de faire voyager l'argent, ceux qui n'ont pas de scrupules et les politiciens qui connaissent parfaitement les milieux d'affaires. Ce n'est probablement donc pas, au Koweït, en Algérie, en Afrique du Sud ou dans l'arrière cuisine de *La Reine Pédaque* qu'il faut chercher les ressorts de la mort du prince de Broglie, mais dans les sous-bresauts d'une droite qui se réorganise en utilisant le demi-monde qui est son soutien et ses sources de revenus. Et peut-être que de Broglie qui confondait allègrement ses intérêts personnels et les intérêts de sa clique politique, en a-t-il trop fait. Tout comme ses meurtriers d'ailleurs.

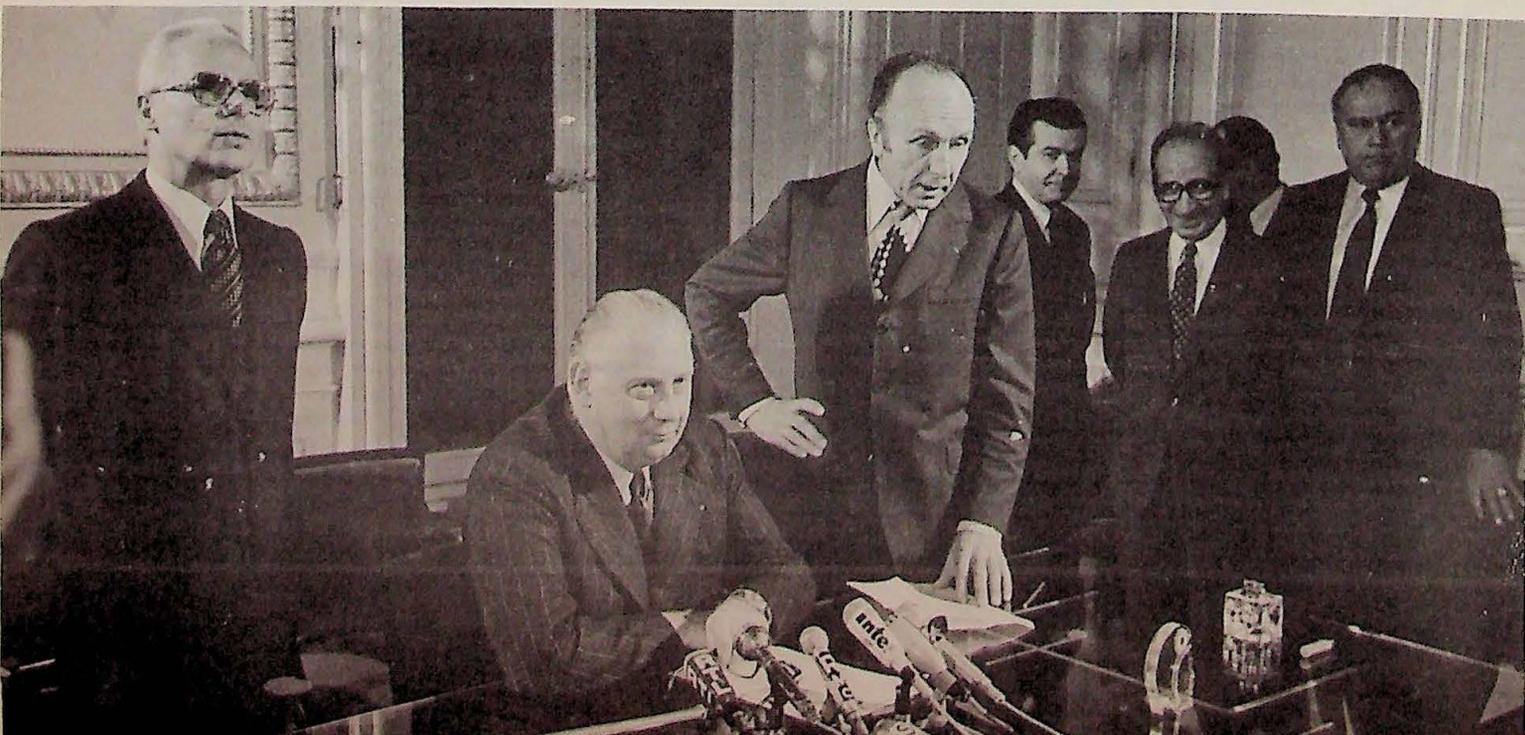
Car, il n'est pas évident du tout que le meurtre de la rue des Dardanelles ait été programmé. Il y a des enlèvements qui tournent mal, alors qu'ils sont prévus pour n'être qu'une mauvaise comédie destinée à faciliter des transferts de fonds.

C.B. ■

(1) Ce pauvre Marcantoni que la malchance a fait déjeûner avec Francis Lopez et le banquier Ferièl avant l'enlèvement... bizarre, de ce dernier et auquel le hasard a permis de rencontrer Jean Kay après la disparition du fric de Dassault, a encore été frappé par le sort ! Quelques minutes avant le meurtre, il sortait, lui aussi, du 2, de la rue des Dardanelles où... il venait de donner des instructions pour repeindre son studio.

(2) Dont le directeur n'est autre (décidément) que le Caille de l'affaire Ben Barka.

Photo Maillac



pétrole : le mystère des prix

« Les questions pétrolières sont, pour le profane, difficiles à saisir, complexes, souvent obscures », c'est ainsi que d'Ornano commençait, le 18 décembre 1974, son intervention lors du débat sur les sociétés pétrolières, introduit par le rapport Schwartz, à l'Assemblée nationale...

On ne peut pas dire que le gouvernement ait fait depuis de gros efforts pour clarifier ces questions et singulièrement celle des prix du pétrole brut...

Le gouvernement n'a même pas incité les compagnies françaises CFP et ELF-Aquitaine à proposer, dans un memorandum remis à la CEE en juillet 1976, la publication des prix d'achat des bruts à côté de la publication des prix des produits finis.

l'ère des nationalisations

Pourtant le but de ce memorandum est de supprimer les « pratiques discriminatoires » (concurrence déloyale, prix de dumping...) que subissent, selon elles, les compagnies européennes : CFP, ELF-Aquitaine, ENI (Italie), Veba (Allemagne), Petrofina (Belgique).

Le PDG de la CFP, Granier de Lilliac, a même été plus loin en expliquant qu'il n'était pas question de publier ces prix !...

Pendant de nombreuses années, le prix de tous les bruts était calculé par référence au prix de vente des bruts sur la côte est des Etats-Unis : le prix, au port de débarquement, d'un brut, quelle que soit son origine, était celui du brut ayant les mêmes caractéristiques et venant d'un port du Texas !...

Mais déjà en 1935, le Mexique crée une société nationale la Pemex et nationalise en 1938 les entreprises pétrolières. Le Venezuela, en 1948, instaure le partage moitié/moitié des bénéfices entre l'Etat et les compagnies.

En 1951, le Docteur Mossadegh, en Iran, nationalise l'Anglo Iranian Oil Company et crée une société nationale, la NIOC. Le gouvernement

britannique décide le blocus pétrolier de l'Iran et Mossadegh est renversé et exécuté en 1953.

L'OPEP, Organisation des pays exportateurs de pétrole (en anglais OPEC), est créée en 1960 et l'OPAEP, Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole, en 1968 (OAPEC en anglais).

L'OPEP par les accords de Téhéran et de Tripoli en 1971, de Genève et de New York en 1972, stoppe l'érosion des revenus des pays membres.

En 1973, le conflit israélo-arabe sert de prétexte à un embargo pétrolier décidé par l'OPAEP et à un relèvement de près de 70 % des revenus de l'OPEP (Koweït 16 octobre 1973). Depuis, chaque réunion de l'OPEP a conforté ces tendances à la hausse des prix des bruts pour arriver à une relative stabilisation de ces prix depuis environ deux ans...

structure des prix

La structure des prix du pétrole repose sur un prix de référence, le prix affiché ou prix posté (de l'anglais « posted price »).

Ce prix de référence est un prix théorique. Il était jusqu'en 1973 « négocié » entre les pays producteurs et les sociétés pétrolières (imposé par les sociétés pétrolières serait plus exact tout au moins jusqu'en 1970-71). Il a été, pour la première fois, fixé unilatéralement par les pays producteurs le 16 octobre 1973 à Koweït. Cette fixation unilatérale ne signifie pas d'ailleurs que la décision ait été prise sans intervention politique extérieure...

Les compagnies ont accès à deux types de brut ; le brut concédé et le brut appartenant aux Etats producteurs par suite de leur prise de participation dans la production et appelé « brut de participation ».

Le prix affiché sert :
— d'assiette pour le calcul de la fiscalité des pays producteurs sur le brut concession,
— de référence pour déterminer le prix d'achat du brut participation.

La fiscalité sur le brut concession est constituée par :

— la redevance (ou royalty) payable en espèces ou en nature (sous forme de pétrole brut),
— l'impôt sur les bénéfices calculé en déduisant du prix affiché le coût de production et la redevance. L'impôt, lui-même, est un certain pourcentage de cette différence.

Ainsi, pour le brut arabe léger (Arabian Light), qui sert traditionnellement d'exemple.

questions sans réponses

Voilà pour la théorie et les chiffres qui servent de base aux sociétés pétrolières pour montrer combien leurs marges bénéficiaires sont réduites...

Mais tout ce calcul soulève plusieurs questions :

1 - L'arabe léger est un brut très utilisé, toutefois il ne représente qu'environ 30 à 35 % des importations de pétrole brut en France. Par ailleurs l'arabe léger, étant un brut moyennement sulfuré et assez riche en coupes légères (essence, gas-oil dont la valorisation est forte) est un brut relativement cher...

2 - Tous les taux de référence au prix affiché sont, dans la pratique, inconnus car ils dépendent des accords particuliers passés avec les états producteurs.

Le Bulletin de l'industrie pétrolière (BIP), bulletin quotidien et l'un des plus chauds défenseurs des compagnies pétrolières, le reconnaît chaque fois qu'il publie une étude sur les prix des bruts.

Or l'incidence de ces taux peut être considérable : si, par exemple, les rapports brut concession/brut participation sont 45/55 au lieu de 40/60, le coût d'accès au brut arabe léger passe de 11,27 \$/bbl à 11,24 \$/bbl, ce qui sur un tonnage de 100 MT (à peu près les importations françaises de brut) représente une économie d'environ 20 millions de dollars (soit près de 100 millions de francs !).

3 - Le BIP publie régulièrement les statistiques établies par la direction générale des douanes et droits indirects relatives aux coûts d'approvisionnement en brut suivant l'origine géographique des bruts. Ce coût ressortait globalement pour l'année 1975 à 388,75 F/T, y compris les frais d'assurance des cargaisons et les frais de transport (coût CAF, par opposition au coût FOB ou coût au port d'embarquement).

Mais, hélas, ces prix ne sont généralement que des prix de transfert entre une société-mère, qui impose le prix de ses bruts, et sa filiale, qui doit les accepter...

Ainsi, la société Esso SAF compense ses « pertes » dans les activités

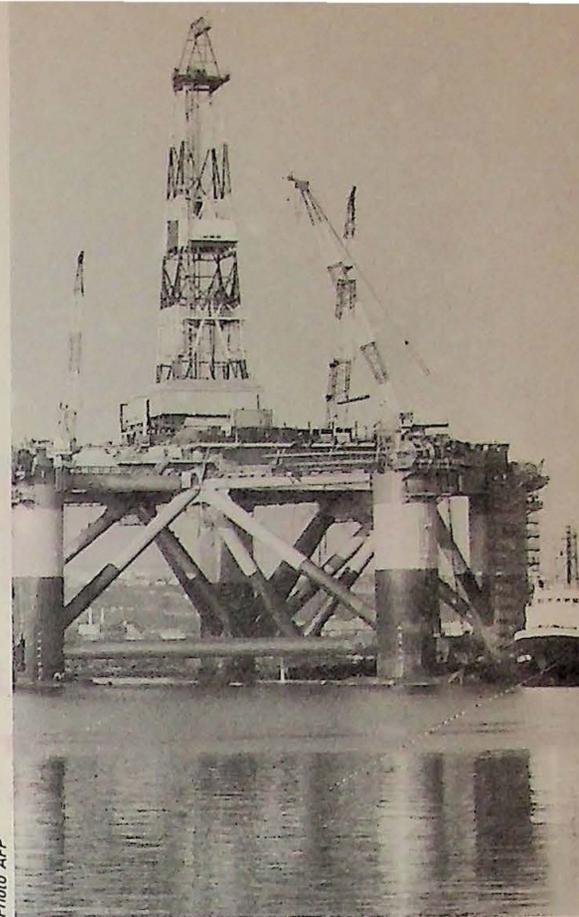


Photo AFP

de raffinage distribution par les dividendes qu'elle touche sur ses participations dans l'exploitation et la production du brut...

4 - Les bruts extraits aux Etats-Unis ou en Europe ne sont pas soumis à des prélèvements fiscaux aussi importants et bénéficient même souvent d'avantages fiscaux... Par suite, les compagnies productrices de pétrole dans ces régions ont très largement bénéficié de la hausse des prix des bruts, s'assurant par là-même de formidables rentes de situation...

5 - D'autres facteurs interviennent aussi :

Par exemple lors des hausses de produits finis consécutives à des hausses des prix du brut, les compagnies achetant le brut avec paiement à 90 jours et vendant les produits finis avec paiement à 45 jours, gagnent ainsi 45 jours de hausse, alors que les hausses des bruts sont immédiatement répercutées sur les prix des produits finis...

Tout ceci est-il inéluctable ? Les prix seraient-ils donc impossibles à connaître, voire même à cerner ?

En fait une coalition objective existe entre les pays producteurs, les compagnies pétrolières et les Etats consommateurs pour que ce problème des prix du brut ne soit pas mieux cerné...

Comment pourrait-on comprendre autrement le fait que d'Ornano, ministre de l'Industrie, Granier de Lilliac, PDG de la CFP et P. Guillaumat, PDG de l'ERAP et d'Elf-Aquitaine, n'insistent pas plus pour que toute la lumière soit faite sur cette affaire ?

Lors du débat Marchais-Fourcade du jeudi 13 janvier, Marchais devrait avoir beau jeu pour démontrer combien l'empressement du gouvernement en la matière est pour le moins limité !...

Que les filiales des majors « truquent » le jeu et fassent obstacle à une meilleure connaissance des coûts réels d'accès au brut ne surprend pas. Mais il est inadmissible que les compagnies françaises CFP (détenue à 35 % par l'Etat) et surtout Elf-Aquitaine groupe étatique (où la participation est de 70 %) fassent le même jeu avec l'accord du gouvernement !...

La gauche doit en tirer les leçons et prendre des mesures en conséquence...

J.F. BREDOUX ■

Prix du brut arabe léger

prix affiché	12,376 \$/bbl (dollars par baril - le baril vaut env. 159 litres)
BRUT CONCESSION	
● redevance	2,475
(20 % du prix affiché)	
● coût de production	0,120
● impôt direct	
(85 % du prix affiché diminué de la redevance et du coût de production)	8,314
● prix de revient du brut concession pour les sociétés	10,909 \$/bbl
BRUT PARTICIPATION	11,510 \$/bbl
(93 % du prix affiché)	
COÛT D'ACCÈS AU BRUT pour les compagnies (40 % brut concession et 60 % brut participation)	11,27 \$/bbl

Michel Mousel secrétaire national du parti socialiste unifié

**unitaires,
que sommes-nous
d'autre ?**

T.S. : Après la publication des réponses de Charles Fiterman et de Gilles Martinet aux questions posées par *Tribune socialiste* comment apprécies-tu les positions respectives du PCF et du PS sur la participation du PSU aux listes communes pour les élections municipales ?

Michel Mousel : Il y a d'abord un point commun à leurs deux réponses. Ni l'un ni l'autre n'assortissent la participation du PSU aux listes communes de conditions politiques autres que l'engagement sur un accord municipal. C'est important à souligner, compte tenu de ce que certains racontent à propos des « fourches caudines » sous lesquelles nous devrions passer, compte tenu aussi

du fait que, à la base, la tonalité n'est pas toujours la même. Certaines sections ou fédérations — surtout du PS — prétendent soumettre la participation du PSU à une acceptation en bloc du Programme commun, manifestant sur ce point à l'égard du PSU une exigence que le PS ne semble pas toujours respecter pour lui-même...

Cela dit, il y a plus qu'une nuance entre inviter les organisations du PCF à prendre contact avec celles du PSU, et ne pas récuser la présence du PSU, comme le dit Gilles Martinet. D'un côté, il y a une politique nationale cohérente, de l'autre, semble-t-il, un simple regret des cas où le PS se montre fermé à l'égard du PSU. Regret doublé d'une contradiction puisque, si nous comprenons bien, il est erroné de sous-estimer l'enjeu que représente « un parti qui se trouve à mi-distance de l'union de la gauche et de l'extrême gauche » (laissons pour l'instant à Gilles Martinet la responsabilité de cette notion de mi-distance), mais qu'il est souhaitable que ce parti rejoigne franchement et défi-

nitivement l'union de la gauche. S'il faut entendre par là l'alignement sur la (ou les) stratégie du Programme commun, c'est en même temps cesser d'être un enjeu par rapport à tous ceux qui attendent autre chose ; c'est un danger que le PS fait courir à tout le mouvement ouvrier à force de tout vouloir capter. Mais s'il s'agit d'être unitaires, pas seulement en paroles, mais en actes, que sommes-nous d'autre ?

Les deux interviews de Charles Fiterman, secrétaire du PCF et de Gilles Martinet, secrétaire national du PS, soulevaient quelques-uns des problèmes essentiels de l'heure. Il était dans l'ordre des choses qu'après leur avoir donné la parole, le PSU réagisse à son tour à leurs propos.

Michel Mousel, secrétaire national du PSU, le fait en toute clarté. Ainsi nos lecteurs ont en mains tous les éléments d'un débat qui dépasse largement les trois organisations et intéresse en fait tout le mouvement ouvrier de ce pays.

**Giscard et Chirac :
ne pas ignorer
les différences...**

T.S. : Que penses-tu de l'affirmation de Charles Fiterman selon laquelle il n'y a pas de divergence réelle entre Giscard d'Estaing et Jacques Chirac ?

M.M. : Je suis d'accord sur la conclusion : à savoir qu'il ne faut pas majorer le danger Chirac pour mieux

minimiser le danger Giscard. Que l'un et l'autre cherchent à maintenir le pouvoir de la bourgeoisie et dépendent de son bon vouloir est une évidence. De même qu'il ne faut pas se laisser prendre aux mythes du libéralisme avancé : l'affaire de la politique dans les entreprises en dit long à ce sujet. De là à affirmer qu'il n'y a pas de divergence sur la politique à suivre, il y a là une simplification que je ne peux pas suivre. Il faut se garder des analyses qui collent trop mécaniquement à des conclusions justes. Chirac et Giscard représentent deux stratégies possibles pour la droite. Le premier, c'est la forteresse contre la peur de la gauche. Le second, c'est la tentative de séduction d'une partie de l'adversaire, l'un et l'autre s'étant convaincus qu'il leur sera très difficile d'éviter une défaite à court terme, chacun met en place les deux moyens de rétablir ensuite la situation. Ils sont complémentaires d'un double point de vue : si le second échoue, on pourra toujours jouer le premier. Et actuellement, chacun conforte l'autre dans sa position. Mais cette complémentarité ne doit pas conduire à ignorer les différences. Si demain la gauche est majoritaire, elle aura à combattre l'un et l'autre, mais pas de la même manière. On ne déjoue pas de la même façon un piège et une embuscade.

Si nous pensons qu'il faut être très clair en cette affaire, ce n'est pas par purisme. C'est parce qu'il faut démonter avec efficacité les tentations qui peuvent s'exercer du côté du PS, et donc ne pas céder au manichéisme style « bonnet blanc, blanc bonnet » qui ne peut convaincre tous ceux avec qui nous parlons de ce problème.

**acceptera-t-on
d'être soumis
au même chantage
que le Portugal ?**

T.S. : En ce qui concerne l'élection du Parlement européen au suffrage universel, les réponses accusent une divergence de fond entre le PC et le PS. Comment se situe le PSU par rapport aux deux positions ?

M.M. : Qu'il y ait des divergences, c'est le moins que l'on puisse dire, même si Martinet cherche plus à les minimiser qu'à défendre sur le fond la



Photo Tribune socialiste

position du PS ! C'est d'ailleurs ce qu'à mon avis il aurait d'abord été nécessaire d'éviter, puisque le premier objectif de Giscard était de provoquer ce désaccord. L'éviter non pas en masquant les différences, mais en ouvrant un débat public parmi les travailleurs de la ville comme de la campagne qui sont en fait les premiers concernés. De toute évidence, la procédure très fermée des commissions créées par le Comité de liaison de la gauche au printemps 1975 n'a pas apporté grand-chose.

Il y a quelques jours, dans *le Monde*, un autre dirigeant du PS, Gérard Jaquet, expliquait benoîtement que l'élection du Parlement européen au suffrage universel permettait de combattre autant l'Europe des grands monopoles et l'Europe de la technocratie. Admirable naïveté ! Comme si, en France, le suffrage universel nous avait jusqu'à présent épargné le pouvoir des grands patrons et des technocrates.

Soyons sérieux. Même si elle ne renforçait pas formellement les pouvoirs des communautés européennes, l'introduction du suffrage universel renforcerait psychologiquement, donnant beaucoup plus de poids à leurs décisions, interventions, pressions. Or, on ne peut ignorer que, non seulement elles sont un instrument aux mains de la bourgeoisie européenne, mais qu'en plus, par RFA interposée, elles sont placées sous l'influence des intérêts américains. Pourquoi un gouvernement de gauche en France ne serait-il pas soumis au même chantage que le Portugal en 1975 ? Ou bien accepte-t-on, comme Mario Soares, d'être l'instrument de ce chantage ?

Aussi n'est-ce pas méfiance à l'égard du suffrage universel que nous nous opposons à ce projet, mais très précisément parce que tout ce qui consolide aujourd'hui l'Europe des Neuf affaiblit la capacité des travailleurs européens à se dégager du capitalisme et de l'impérialisme.

On ne peut non plus se contenter de recourir au thème de l'indépendance nationale. Une politique anticapitaliste ne pourra pas se développer en France sur cette seule base, même avec les quelques correctifs qu'y apporte Fiterman. Elle suppose une politique internationale fondamentalement différente, qui repose sur deux éléments : chercher à avoir un rôle actif d'entraînement par rapport aux luttes des travailleurs en Europe ; privilégier les accords avec les pays qui veulent s'affranchir de

toute tutelle de caractère impérialiste.

il faut savoir ce que l'on choisit...

T.S. : Quelles réflexions t'inspirent les réponses de Gilles Martinet aux questions que nous lui avons posées sur l'attitude du PS en cas de victoire de la gauche sur les rapports entre gouvernement et organes populaires de pouvoir et de contrôle ?

M.M. : Malgré la vigueur de son propos, Martinet élude la question.

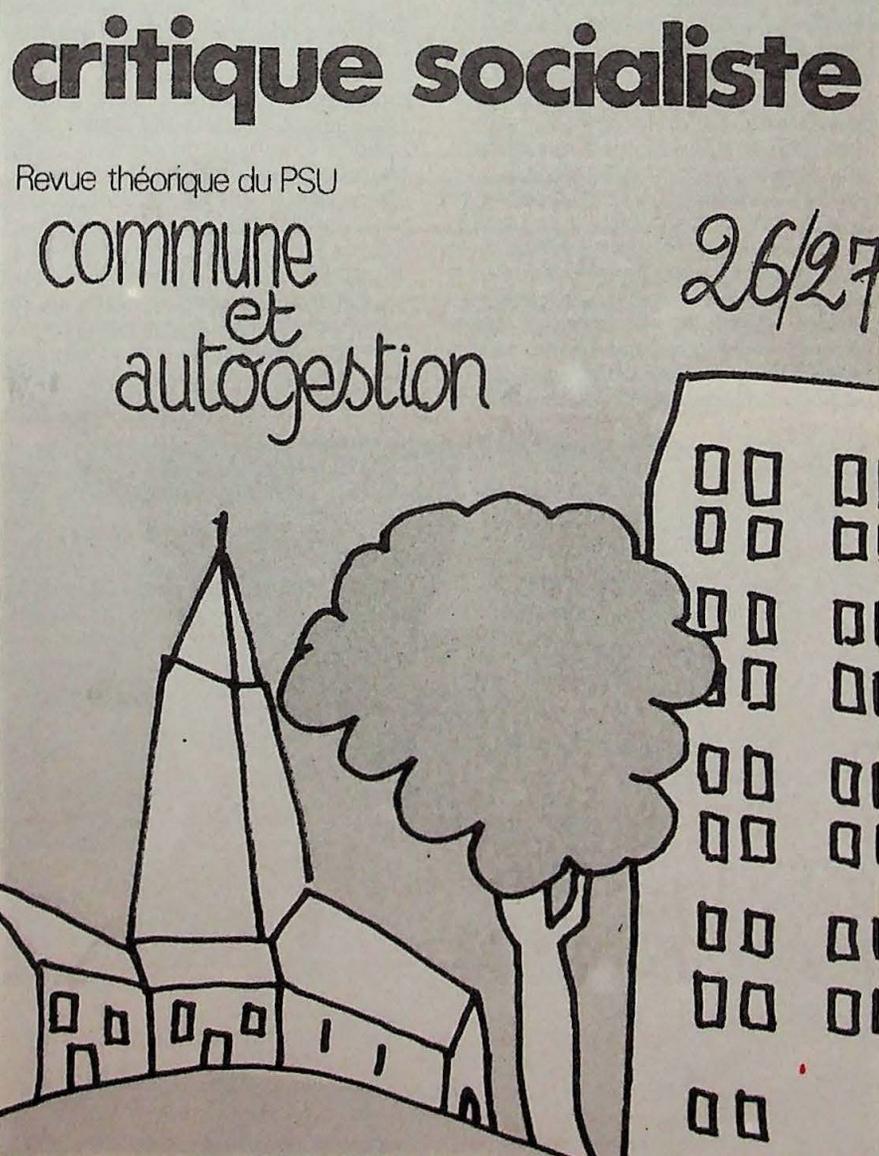
Dans l'abstrait, tout le monde peut être d'accord sur la formule « pas de pouvoir qui ne résulte de l'élection, pas de contrôle qui ne soit distinct du pouvoir et donc autonome ». Tout le problème est de savoir de quel pouvoir, de quelle élection, de quel contrôle il s'agit. On peut lire la réponse de Martinet de la manière suivante : il y a un gouvernement élu sur la base du suffrage universel ; celui-ci fait droit à une possibilité de contrôle dans certains domaines et même, dans quelques cas, octroie des « éléments de pouvoir ». Si c'est cela, on n'ira pas très loin sur le chemin de l'autogestion.

Prenons l'exemple du contrôle. Même si à un moment donné il prend une forme institutionnelle, il est par nature instable. Ou, il va jusqu'au bout de sa logique, c'est-à-dire la revendication de la démocratie directe, ou bien il tend à s'intégrer aux institutions et, par conséquent, à perdre sa fonction de contrôle. Il faut savoir ce que l'on choisit et, si l'on choisit la première hypothèse, admettre que le gouvernement mis en place dans le cadre actuel a nécessairement un caractère transitoire, puisque ce cadre sera modifié par l'initiative populaire. Mais c'est un problème qui ne se pose pas seulement à l'égard du PS, il concerne toute la stratégie du Programme commun.

nationalisations : un débat pourrait s'ouvrir...

T.S. : Les déclarations de Charles Fiterman à propos des nationalisations et du rôle que pourraient y jouer les travailleurs ne te paraissent-elles pas ouvrir des perspectives plus larges que celles qui sont inscrites dans le Programme commun ?

M.M. : Cette question prolonge exactement la précédente. Le PSU considère que les nationalisations seront d'une toute autre nature que celles qui les ont précédées, si elles sont le résultat d'une action des travailleurs contre le pouvoir capitaliste, si elles engagent une transformation réelle des rapports sociaux à l'intérieur de l'entreprise, et si elles donnent la possibilité aux travailleurs d'y traduire le rapport de forces qu'ils ont créé dans l'action. C'est bien cela qui peut créer une dynamique dans le sens de l'instauration d'une nouvelle forme de pouvoir. La formulation du Programme commun en ce domaine est restrictive. Celle de Fiterman beaucoup plus ouverte. Il me semble que, à partir de là, un débat pourrait s'ouvrir sur les questions de « gestion démocratique » et de contrôle et d'autogestion. ■



CRITIQUE SOCIALISTE, revue théorique du PSU est à l'heure de la commune et de l'autogestion : **un document essentiel !**

Au sommaire :

- « Histoire politique de l'institution communale », par François Dalbert et Jacques Sallois.
 - « Que faire à Paris, que faire de Paris ? », par Claude Bourdet.
 - « Louviers sur la route de l'autogestion ? » (Bonnes feuilles).
 - « Les contraintes financières imposées aux communes », par Victor Aladeu.
 - « Femme exclue, femme alibi », par Huguette Bouchardeau.
 - « Les commissions de Moradores », par Bernard Ravenel.
 - « Les problèmes municipaux vus par des élus PSU » : de Morlaix (Roger Prat et Michel Morzin), de Saint-Brieuc (Jacques Gallaud), de Coupvray (Bernard Castagner).
 - « Le budget communal » : quelques renseignements précieux, par Bernard Castagner.
 - « La ville et l'état capitaliste, gestion de l'espace », par François Desmoulins.
 - « Les propositions du PSU ».
- Critique socialiste**, octobre, novembre, décembre 1976, 160 p., 20 F ; en vente aux Editions Syros, 9, rue Borromée, 75015 Paris, CCP Paris 19 706 28 ; abonnement : 6 numéros, 50 F.

Le parti socialiste vers l'armée de métier

Le Parti socialiste avait pris position en faveur de l'armement nucléaire français, contrairement aux dispositions du programme socialiste et du programme commun. Le glissement vers une révision complète des positions du PS en matière de défense s'est accentué cette semaine avec l'interview accordée par Charles Hernu à *Politique-Hebdo* (1). On y trouve, avec quelques thèses déjà connues et les attaques contre le droit syndical aux armées, des prises de position nouvelles et surprenantes.

Le responsable national du PS aux questions militaires définit la politique de son parti, un jour celle du pays, comme s'appuyant sur une « triade » désormais consolidée : la force de dissuasion nucléaire, la force militaire d'intervention, la force de dissuasion populaire. L'élément réellement nouveau, c'est sa prise de position « personnelle » en faveur de la suppression de l'armée de conscription et de l'évolution vers l'armée de métier, appelée « armée de volontaires, non prétorienne ». Il admet que, dans ce qui paraît un ralliement aux thèses du général Gallois, il est largement « en avance » sur l'opinion de l'ensemble des militants de son parti, qui demeurent attachés à la conscription par tradition jauresienne. Ce qu'il ne précise pas encore, c'est si cette opinion engage néanmoins un futur gouvernement de la gauche. On peut dire la même chose de ses remarques sur les tâches d'intervention néo-colonialistes qu'il réserve aux forces d'intervention en Afrique et au ralliement qu'il esquisse en faveur d'une participation de la France à la stratégie de l'avant.

Il s'agit évidemment d'un glissement voulu vers une doctrine militaire qu'on estime nécessaire au PS pour

obtenir le ralliement d'une certaine partie du corps des officiers « modernistes ». Le PS aboutit à un « collage » qui n'est pas plus brillant que celui du gouvernement actuel, oubliant que pour commander, il faut, outre de l'habileté, pouvoir s'appuyer sur des forces morales. Tout cela augure fort mal de la gestion militaire du PS.

La réflexion militaire originale et novatrice qui s'était développée au sein des commissions et des groupes de travail du PS n'allait pas du tout dans le sens d'un repli facile — et coûteux — vers le volontariat. Le système des *groupes militaires de base*, étudié pour concrétiser la dissuasion populaire, encadrer la mobilisation populaire sur le plan local et canaliser la volonté populaire de défense de la transition socialiste, tout en réduisant le service à six mois, ce système apparaît mort-né.

Le PSU qui avait amorcé lui-même cette réflexion sur la défense populaire, du temps de Michel Rocard, n'avait pas manqué de souligner les ambiguïtés et les dangers politiques éventuels d'un tel système d'encadrement intime de la population d'âge militaire s'il était mis en place en l'absence d'un contexte sérieux de mobilisation politique de masse pour la démocratisation de la fonction de

défense. Néanmoins c'est un type de projet qui permet d'imaginer sur quelles bases militaires pourrait être organisée la défense de la transition socialiste.

Ce système des groupes militaires de base, ce n'est pas que Charles Hernu le passe complètement sous silence. Il constitue encore en principe un des volets de la « triade ». Mais en favorisant le nucléaire et le volontariat, il annonce clairement, qu'à terme, il souhaite son abandon et pense un jour l'obtenir du PS.

une nouvelle « ligne Maginot »

En quelques mois, le PS opère donc un changement de cap complet sur l'armement nucléaire et sur l'armée de métier. Cette séquence confirme une thèse que le PSU a toujours soutenue : en dehors de toute considération humanitaire et du rejet de la guerre nucléaire comme contraire à l'internationalisme, mettre l'accent sur le nucléaire c'est nécessairement se laisser entraîner à la mise en veilleuse de la mobilisation populaire, indispensable au contrôle et à la défense de la transition, et accepter sa subordination à l'appareil nucléarisé. L'efficacité de cette « ligne Maginot » d'un nouveau genre est liée à la délégation populaire au pouvoir présidentiel personnalisé de la V^e République. Mais, faute d'un De Gaulle, la droite doit aujourd'hui remplacer la crédibilité présidentielle par un quadrillage de la population, l'apocalypse nucléaire n'a, en soi, rien de mobilisateur. Dans une tension volontariste extrême qui l'isole de la nation, le militaire de carrière se voit contraint d'adopter le rôle de serre-file du peuple qui lui est « confié », au sens paternaliste, par le pouvoir : un rôle de surveillance du moral civil et de surveillance du territoire. *Le but de la Défense devient la défense de l'instrument de dissuasion contre tous ceux qui le critiquent du point de vue stratégique.* L'armée française n'a jamais tiré vraiment la leçon stra-

tégique de la guerre d'Indochine et de la guerre d'Algérie. On l'en a détourné précisément en lui confiant la gestion de l'outil nucléaire et en lui ordonnant de croire que l'essentiel de la volonté de défense réside dans la volonté de défendre la bombe. Voici Charles Hernu qui se plie à ce discours spécieux mis en place depuis quinze ans.

Il ne suffit pas d'affirmer comme le fait Hernu que « l'armée n'est pas un pouvoir mais un instrument de pouvoir », il faut encore admettre que c'est un instrument de pouvoir de classe. Elle l'est, non pas parce que le corps des officiers serait issu de la bourgeoisie, lié personnellement au système capitaliste ou massivement de droite. On sait bien que ce n'est pas le cas, mais c'est un raisonnement insuffisant qu'un étudiant de première année de Sciences-Po ne se permet plus depuis longtemps. Elle est un instrument de pouvoir de classe en tant qu'organisation, en tant qu'appareil. Elle est chargée d'une mission étroitement définie par le pouvoir politique de classe proprement dit et, de plus, étroitement encadrée par les éléments d'une *infrastructure militaire* matérielle durable qui lui est fourni par le pouvoir. C'est sur cette base qu'elle développe dans un milieu autonome une idéologie autonome. Le seul moyen pour une nouvelle alliance de classe populaire d'entamer l'armée comme instrument de défense du capitalisme, c'est de modifier concrètement l'infrastructure militaire.

le bébé avec l'eau du bain

Mais la production d'un nouveau système d'arme au sens industriel exige aujourd'hui des délais de sept ans. Ce n'est donc pas seulement sur la partie matérielle des systèmes d'armes qu'un nouveau bloc de classe au pouvoir pourra agir *en terme utile*, mais d'abord sur le facteur humain. Renoncer à agir sur la composante humaine des systèmes d'armes, c'est pour la gauche renoncer à affirmer une politique de classe nouvelle, l'accession au pouvoir d'un nouveau bloc de classes. Même si on parle seulement d'un « front de classe » et qu'on ne va pas jusqu'à dire au PS « un bloc de classe sous hégémonie du prolétariat », en renonçant à une prise en charge de la défense par cette alliance, les socialistes ne pourront même pas faire de réformisme et seront peut-être même amenés à gérer la fascisation des relations sociales de production déjà très engagée.

On ne doit pas croire que ce danger soit passé inaperçu au PS : il y a, avec le ralliement à l'arme nucléaire, un risque accru de voir l'appareil dit de dissuasion populaire se transformer tout simplement en instrument de quadrillage de la population ; et c'est précisément pour échapper à cette contradiction que Hernu doit fatalement renoncer à la dissuasion populaire. C'est jeter le bébé avec l'eau du bain.

Alain JOXE ■

(1) *Politique-Hebdo*, n° 251.



Photo Adja

le « gross kanal »

première partie

229 kilomètres — 24 écluses — 560 milliards d'anciens francs, base 1975 — 2,6 millions de m³ de béton — 75 millions de m³ de terrassements. C'est un projet colossal, prodigieusement excitant pour bon nombre de technocrates, de capitalistes et de politiciens ; du côté de la gauche les analyses et les forces sont dispersées : le PS est prudemment favorable ; le PCF contre le « canal des monopoles » ; les écologistes refusent de prendre en compte la dimension économique du problème, etc. Il est difficile, et pourtant indispensable, d'élaborer une analyse globale du projet, du point de vue des intérêts ouvriers et populaires. C'est ce qu'a tenté de faire le PSU comtois, en liaison avec les autres forces politiques et syndicales concernées.

Dès le départ on se rend compte que le débat est truqué : il existe à propos du canal une abondante littérature, donnant l'impression d'une information large et contradictoire. En réalité tous ceux qui écrivent à propos du canal se réfèrent (ouvertement ou non) à deux études fondamentales : toutes deux ont été réalisées par le CERLIC (Centre d'études et de recherches de logistique industrielle et commerciale, 46, rue Troyon, 92310 Sèvres), la première sur commande du ministère de l'Équipement, la seconde pour la Société d'études mer du Nord-Méditerranée (groupe de pression pro-canal).

des fondations bien fragiles

La première étude porte sur les trafics potentiels de l'axe Rhin-Rhône à l'horizon 1985 ; réalisé pour le compte de la direction des ports maritimes et des voies navigables (ministère de l'Équipement), ce dossier essentiel est actuellement introuvable : les élus locaux, consultés sur le projet n'en ont pas connaissance, le directeur régional de l'Équipement

affirme qu'il ne l'a pas !... Quant aux curieux qui le demandent, on leur répond qu'il s'agit d'un dossier « confidentiel ».

La seconde étude date de janvier 76 ; intitulée « la liaison Rhin-Méditerranée et les économies régionales », elle est assez largement répandue. Un seul défaut : le discours qu'elle contient sur le développement économique prodigieux qu'entraînera inévitablement la percée du canal, se réfère aux données de la première étude... introuvable ! Nous reviendrons sur ce dossier, car il laisse bien apparaître tout ce qu'il y a de mystificateur dans le discours technocratique.

Force est de constater que les promoteurs du canal sont très réticents à exhiber leur analyse de fond. Ça se comprend, sans la connaître en détail, nous savons qu'elle repose sur quelques principes éculés de la philosophie officielle du capitalisme : l'expansion permanente, la création automatique d'emplois, etc. Principes que les luttes de classes et la crise mondiale ont sérieusement mis à mal. Deux exemples :

a) le canal supporterait, en 1985,



un trafic de 20 millions de tonnes sur le tronçon Fos-Mulhouse ; le développement des zones industrielles en bordure amènerait un doublement de ce trafic en 1990-95... C'est du moins ce qu'affirme le CERLIC, sans rire. Or, actuellement, sur le Rhône canalisé, il ne passe qu'un gros million de tonnes par an, tandis que la zone industrielle de Fos reste à moitié vide !

b) technocrates et politiciens désertent sur le « pouvoir fécondant de la voie d'eau », assénant comme un argument scientifique ce qui n'est qu'une stupidité pompeuse. En système capitaliste, les investissements se font où les conditions sont les meilleures pour réaliser du profit : les moyens de transports ne sont qu'un élément parmi d'autres (matières premières, énergie, main-d'œuvre, etc). D'ailleurs, le CERLIC le reconnaît implicitement lorsqu'il cite l'expérience du canal Albert en Belgique : « l'achèvement du canal a tout d'abord profité aux deux grands pôles industriels situés à ses extrémités [...] une politique d'aide systématique a entraîné de nombreuses implantations industrielles le long du canal. Il faut noter, cependant, que ces industries l'utilisent très peu pour le transport. »

Vraiment les promoteurs du canal ne sont pas très convaincants au niveau de l'argumentation économique. Et lorsqu'ils essaient de l'être, ils montrent une méconnaissance profonde de la région comtoise. Ainsi le CERLIC établit une « grille d'analyse » des facteurs qui permettent à une région traversée par un grand canal d'en tirer le meilleur parti économique. Parmi les dix facteurs favorables, on relève : « région disposant d'un bassin de main-d'œuvre important... possibilité de transfert de main-d'œuvre agricole... monoculture de céréales, agriculture industrialisée... existence d'industrie lourde... ». Aucun de ces points ne correspond à la situation franc-comtoise actuelle.

Plus grave : le problème préoccupant de la région, c'est le déséquilibre grave entre l'axe Belfort-Dôle (industriel et urbain) et les secteurs périphériques en désertification (Haute-

Saône, Haut-Doubs, Haut-Jura). Or les promoteurs du canal proposent de « constituer un axe industriel intégré lourd » de Belfort à Dôle ! Comme on le voit, les fondements officiels du projet sont plutôt fragiles. Mais si l'on examine le projet en lui-même, on est obligé de s'inquiéter, aussi bien devant les silences (éloquentes) du projet, que devant les arguments de mauvaise foi qui sont avancés.

bla-bla-bla ou la manipulation technocratique

Les économistes en général, les capitalistes en particulier, nous ont accoutumés à une certaine rigueur chiffrée, au nom de la sacro sainte rentabilité. Cette approche des problèmes est rébarbative et insuffisante ; elle est néanmoins indispensable dans la mesure où l'économie, c'est encore pour longtemps la gestion de la pénurie. Curieusement on s'aperçoit que les promoteurs du canal refusent de faire une estimation sérieuse du coût réel de leur projet, ce refus s'exprimant de manières fort diverses, de ceux qui affirment « le canal est rentable », à d'autres qui estiment qu'on n'a pas à calculer la rentabilité d'un ouvrage fait pour des siècles. Que peut-on observer ?

a) refus de chiffrer les coûts réels connus :

On parle de 5,6 milliards de francs actuels. Mais attention : il s'agit d'une estimation « base 1975 » d'une part, et d'autre part les travaux sont prévus sur cinq à dix années. Quel sera le montant final de la facture ?... Par ailleurs ce chiffre n'intègre pas certains coûts complémentaires inévitables : la dégradation des réseaux routiers locaux pendant les travaux, l'aménagement des zones industrielles. Il est vrai que cela pèsera essentiellement sur les collectivités locales ! Mieux encore. Les technocrates du CERLIC font apparaître comme des avantages économiques, les charges nouvelles entraînées pour les communes et les départements : « il est, en particulier, indiscutable que la présence d'une population nouvelle dans les régions traversées sera un coup de fouet sérieux à la modernisation des structures d'accueil (voirie, équipements scolaires et sociaux, etc) ».

b) refus de comparer les modes de transport.

Les promoteurs du canal posent en axiome que le transport par voie d'eau est le moins onéreux. Cette affirmation s'appuie sur un calcul économique erroné : les coûts SNCF intègrent les investissements d'infrastructure, tandis que les transporteurs par eau et par route établissent leurs tarifs sur la base des frais d'exploitation, l'investissement d'infrastructure étant à la charge des contribuables. Moyennant ce tour de passe-passe, on « justifie » l'utilité du canal alors que la voie ferrée sur le même axe est loin d'être saturée.

c) refus de prendre en compte le « coût écologique ». D'abord à court terme, ensuite à long terme.

Nous reviendrons là-dessus ainsi que sur le rôle des multinationales la semaine prochaine.

Gérard DEBEZAC ■



Photo Tribune socialiste

indépendance... et magistrature

Indépendance : « situation d'un organe ou d'une collectivité qui n'est pas soumis à un autre organe ou à une autre collectivité. Exemple : l'indépendance de la justice dans les démocraties ». (*Le Petit Robert*) La magistrature française est, à l'image de sa justice, indépendante. C'est ce qui ressort tout à la fois de la Constitution, de la loi et des traditions républicaines.

Magistrature est toujours couplée avec *Indépendance*. Ce duo linguistique fonctionne presque intangiblement comme un alibi. Chaque fois qu'il est employé, il annonce des entorses à l'indépendance (du juge). Au point qu'il est légitime d'affirmer qu'il signifie et justifie une réalité très exactement contraire.

Trois affaires récentes ne démentiront point cette appréciation autant désabusée que navrante.

La veille de Noël, un prince du régime est froidement abattu par un truand de bas étage. Le juge d'instruction Floch est chargé d'instruire l'information contre X pour homicide volontaire ouverte par le Parquet de Paris. Il convient de rappeler que dès qu'il est saisi, « le juge d'instruction procède, conformément à la loi, à tous les actes d'information qu'il juge utiles à la manifestation de la vérité »

(article 81 du Code de procédure pénale). Ajoutons, toujours pour mémoire, que la police judiciaire ne peut agir que sur « commission rogatoire » du dit juge d'instruction, c'est-à-dire sous ses ordres et les siens seulement.

intrigue à la J.-H. Chase

Au début, l'enquête piétine, le temps pour les policiers de comprendre que l'affaire sent le soufre. Un soufre diablement toxique à quelques mois des élections municipales.

C'est au bout de cinq jours d'investigation qu'éclate l'évidence : le ministre de la Police, autre prince distingué du régime, annonce que tout est terminé et donne sa version de l'« affaire ». Cette dernière se résume à un banal fait divers crapuleux. Le mobile : l'argent. Les protagonistes : deux escrocs déguisés en hommes d'affaires respectables, dont un au moins est un véritable virtuose de la récidive (et « Charlot » par surcroît si l'on en croit sa propre fille), un policier au-dessus de tout soupçon, un tueur et deux truands payés (mal, ô combien mal !) pour trucidier un prince parlementaire, président, maire, ancien ministre, propriétaire, marié pour le meilleur et pour le pire à une quarantaine de sociétés, un prince donc, qui n'en pouvait... mais.

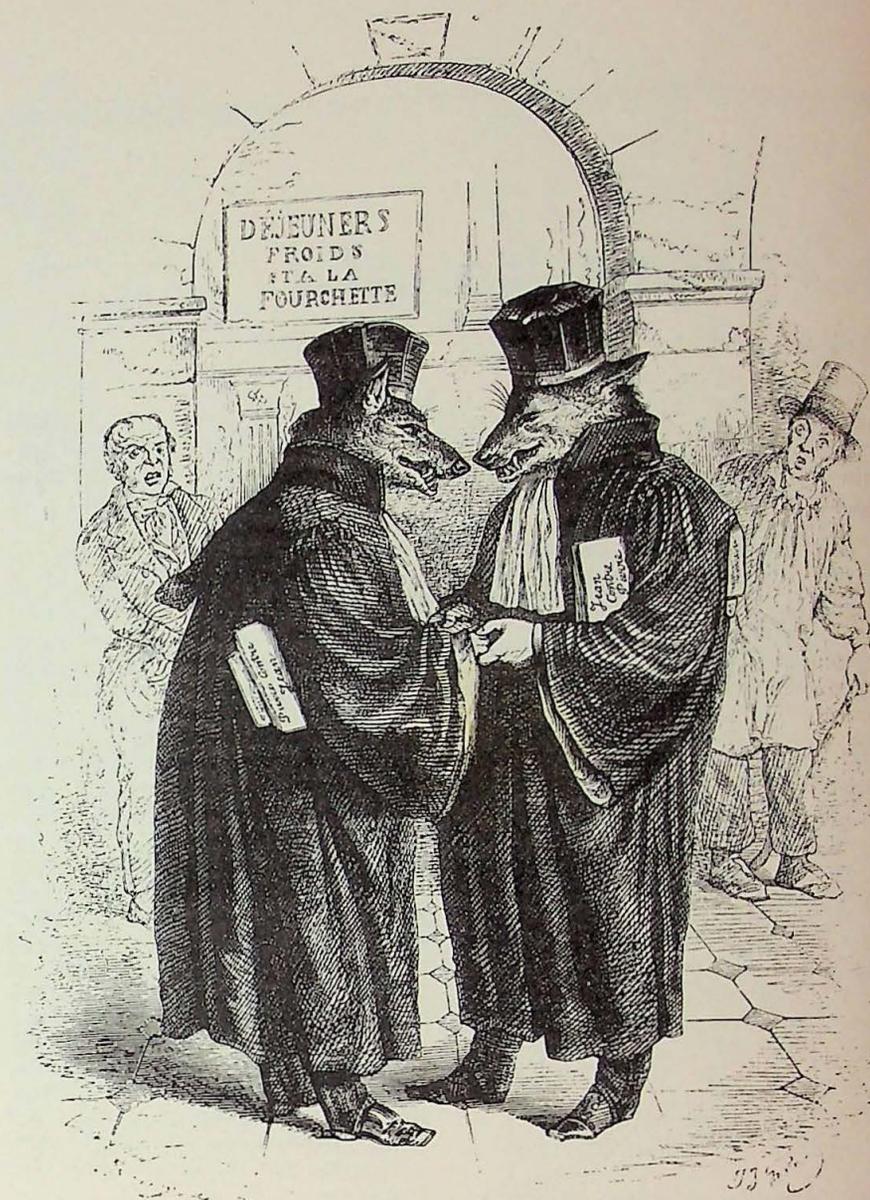
Bref, une intrigue que James Hadley Chase n'eût pas renié !

En admettant que Poniatowski n'ait point travesti la vérité (depuis sa conférence de presse du 29 décembre de l'année défunte, plus personne ne se hasarderait à attacher le moindre crédit à la version policière), il n'en demeure pas moins qu'il a gravement outrepassé ses prérogatives et violé le secret de l'instruction.

« Sauf dans les cas où la loi en dispose autrement et sans préjudice des droits de la défense, la procédure au cours de l'enquête et de l'instruction est secrète. *Toute personne qui concourt à cette procédure est tenue au secret professionnel* dans les conditions et sous les peines de l'article 378 du Code pénal » (art. 11 du Code de procédure pénale).

L'article 378 du Code pénal punit ce genre d'infraction « d'un emprisonnement d'un mois à six mois et d'une amende de 500 à 3 000 F ».

Les services du prince Poniatowski, instruits par ce si bel exemple, conti-



nent d'ailleurs de bavarder sans relâche pour consolider un édifice qui semble avoir été construit sur du sable.

« copains et coquins »

La police, frappée de loghorrée, parle et viole le secret de l'instruction. Poniatowski a parlé, et violé le secret de l'instruction.

A-t-on entendu le Président de la République « garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire » (art. 64 de la Constitution) s'en indigner, ne serait-ce qu'en conseillant à son ministre d'Etat de consulter un psychiatre ?

Il l'a fait (et avec quel brio !) à l'issue d'une séance de psychanalyse ministérielle : c'est à n'en point douter à l'affaire de Broglie qu'il songea le jour où il regretta la « politisation » des entreprises. Il ne pouvait oublier que le prince de Broglie, en sus de son mandat de député, thésaurisait les jetons de présence et concourait à l'activité de sociétés aux activités multiples et « complexes », depuis le marbre immobilier jusqu'au bâton de dynamite. Pourtant, on croyait que grâce à l'action conjuguée du fustigeur des « copains et des coquins » et de son obligé Giscard d'Estaing, les incompatibilités avaient été renforcées entre mandats parlementaires et sinécures de conseils d'administration. Il est vrai que les nécessités (financières) d'une campagne électorale présidentielle difficile finissent

par dissiper les états d'âme les plus cornéliens.

En somme, une histoire qui illustre parfaitement l'indépendance du juge, une indépendance qui commence là où les pouvoirs du ministre de la Police s'arrêtent et finit là où l'incontinence présidentielle cesse de la garantir. Poniatowski ne cessant de piétiner l'indépendance de la justice et Giscard de protéger son zéléateur préféré, ladite indépendance se réduit plus que jamais aux dimensions d'une peau de chagrin.

L'affaire des « micros » du *Canard enchaîné* vient éclairer d'une bougie légèrement différente cette même et fameuse indépendance du juge. Voilà un dossier ouvert il y a plus de trois années, confié à un magistrat brillant (puisqu'il vient de rendre (en toute indépendance), une ordonnance de non-lieu qui restera un chef-d'œuvre dans les annales de la magistrature couchée. Que la Police ait bafoué et ridiculisé la Justice pendant trois ans, rien de plus normal pour le juge Pinsseau non moins méritant. Un mérite inestimable (pour les « organes » de la Police et de la Défense nationale), puisqu'il vient de rendre (en toute indépendance), une ordonnance de non-lieu qui restera un chef-d'œuvre dans les annales de la magistrature couchée. Que la Police ait bafoué et ridiculisé la Justice pendant trois ans, rien de plus normal pour le juge Pinsseau. Mieux, il parvient à se débarrasser des chefs d'inculpation, en constatant que les locaux visités par les plombiers de la DST ne peuvent être considérés comme une demeure, ni un lieu de travail. Ils n'étaient qu'en cours d'installation. Mieux enfin, Pinsseau arrive à déglutir, au terme des attendus de sa peinture

CINEMA 77

NOUVELLE FORMULE

Janvier — N° 217

TABLE RONDE AMBIGUITES D'UN CERTAIN CINEMA FRANÇAIS

POINT D'HISTOIRE L'AVANT-GARDE FRANÇAISE DES ANNEES VINGT

PORTRAIT ENTRETIEN INGRID CAVEN

ENTRETIENS ANDRE TECHINE ALAIN TANNER SERGE MOATI BERNARD BOUTHIER

et toute l'actualité
En vente partout : 10 F
et 6, r. Ordener,
Paris 18^e

la justice dans la balance

Agé de quarante-six ans, ordonné prêtre à trente-quatre ans, après dix-huit années d'études à la Compagnie de Jésus, avocat stagiaire à quarante-quatre ans, Robert Boyer est devenu célèbre en obtenant la révision du procès de Jean-Marie Devaux, puis son acquittement par la Cour d'assises de Dijon. Défenseur des prostituées lyonnaises, des objecteurs de conscience, des immigrés et des jeunes délinquants, il vient de livrer le fruit de ses réflexions sur l'appareil judiciaire et son fonctionnement (1).

Robert Boyer n'épargne pas grand monde. Depuis les bancs de la Faculté de Droit où « le vide dominait », jusque dans l'enceinte des palais de justice où triomphent la « suffisance » et la « réserve méprisante » sinon méprisante des magistrats, en passant par le monde des prisons, les acteurs de l'appareil judiciaire sont passés au crible d'une critique à la fois passionnée et pertinente. Le mythe de l'indépendance du juge est balayé en deux coups de pinceau. Et c'est rafraîchissant. Terrifiant aussi de se souvenir que seul un magistrat (Pierre Didier) refusa de prêter serment au maréchal après l'événement, en 1941, de la « Révolution nationale » ; enfin, il est malheureusement exact de rappeler qu'aujourd'hui

d'hui encore des juges (en principe garants des libertés individuelles) acceptent de participer à la comédie de justice que constituent les juridictions d'exception (notamment les TPFAs, Tribunaux permanents des forces armées).

L'auteur aborde beaucoup de sujets, trop peut-être pour aller au-delà d'une critique qui, sans être superficielle, pêche par excès d'idéalisme : le jury des assises, toujours composé « comme par hasard » de manière à ce que l'esprit de boutique l'emporte sur la réflexion critique des gens « d'instruction », la peine de mort dont l'absence d'exemplarité « forme un sujet qui ne mérite plus qu'on s'y attarde », la violence qui « se légitime du côté des pauvres », enfin

surréaliste, qu'il est impossible « d'appliquer cette notion (d'atteinte à la vie privée) à la cause, car des journalistes ne peuvent et ne pourraient en principe avoir, dans un local professionnel, que des conversations d'ordre politique, général ou professionnel, excluant par là même toute référence à la vie, etc ».

Autrement dit, journalistes et roturiers peuvent être espionnés dans toutes leurs conversations autres que privées, c'est-à-dire politiques, syndicales ou professionnelles. Inutile d'ajouter que Pinsseau est promis à une brillante carrière.

la France de Vichy

Pour finir, je regardai, l'autre soir, les étranges lucarnes. J'y vis un film terrifiant pour la justice et les magistrats. Un film réalisé, il est vrai, par un « jeune » doublé d'un « étranger » et, par conséquent, incapable de restituer fidèlement « l'atmosphère de l'époque » glorieuse de la France de Vichy. Par chance, Costa Gavras n'est ni Juif, ni communiste, du moins à ma connaissance. De telles tares n'eussent pas manqué de constituer une circonstance aggravante aux yeux des représentants de la racaille pétainiste qui avaient accédé en force au plateau des « Dossiers de l'écran ». Des sections spéciales, il y en eût. Et alors ? Ce fut pour mieux protéger les otages que les Allemands n'auraient pas manqué

(le conditionnel s'impose en l'occurrence) de fusiller. Foi de défenseur de Pucheu (sans « r » s'il vous plaît pour ne point offenser sa mémoire).

Les magistrats se couchèrent alors un peu plus qu'à l'ordinaire. Mais, on nous l'a dit, ils résistèrent comme ils le purent. Depuis, les temps ont bien changé. Il n'y a plus de haut tribunal militaire, supprimé d'un coup de crayon par le général parce qu'il n'avait pas condamné son collègue Salan à la potence. Il n'y a plus de « Cour militaire de justice », dont la création fut annulée, en 1962, par le Conseil d'Etat (arrêt Canal du 19 octobre 1962), car elle dérogeait par trop aux principes généraux de notre droit républicain.

Quant aux Tribunaux permanents des forces armées et à la Cour de sûreté de l'Etat, ces juridictions d'exception jugent en toute indépendance.

Tout cela fut excellemment dit par notre ami Jean-Pierre Michel (précisons à toutes fins utiles qu'on lui confia la parole à une heure où les banlieusards sont depuis longtemps endormis : il était 23 h 20)...

La justice est donc indépendante, si tant est que les mots aient encore un sens. Etienne Ceccaldi, qui vient d'être rayé de la liste d'aptitude de sa profession pour avoir oublié que les définitions encyclopédiques ne valent que par leurs exceptions, en sait quelque chose...

En toute indépendance.

Michel ETIENNE ■

le monde des prisons qui est celui de la « faute, puis de la peine, puis celui du mépris et enfin celui du silence ».

Quant à l'avocat, auxiliaire indispensable de la justice, « sa situation économique atteint le point de rupture ». C'est probablement exact, mais Maître Boyer est trop avocat pour remettre en cause une profession qui n'a pas, tant s'en faut, l'exclusivité de la vertu et de l'indépendance. Pour tout dire, un livre autant attachant que l'auteur est humain et

généreux. Une générosité qui m'excède quand Robert Boyer insiste sur son amitié avec l'honorable Claudius Petit dont il est difficile de taire l'habile cynisme qu'il manifeste à la tête de la Sonacrotra. J'y reviendrai.

M. E. ■

(1) Robert Boyer, La justice dans la balance, Paris, éd. Denoël, coll. « Coudées franches », 184 p., 36 F.



Photo Lebrun

Abonnements nouveaux :
1257
depuis le début de la campagne

Bulletin d'abonnement
à retourner 9, rue Borromée, 75015 Paris

M. Mme Mlle
Adresse
Code postal Ville

Je souscris un abonnement :

Formule 1 : 6 mois	60 F	<input type="checkbox"/>	Ci-joint versement CCP ¹ CB ¹ à l'ordre de : TS : CCP 582665 Paris
1 an	100 F	<input type="checkbox"/>	
Formule 2 :	140 F	<input type="checkbox"/>	
Formule 3 :	170 F	<input type="checkbox"/>	

J'achète l'ouvrage
«r... comme racket...» 30 F (1) Rayer la mention inutile

TOTAL: F

on ne peut pas tout dire

la peine de mort au rebut ?

Il y a peu, étaient rappelés dans ces mêmes colonnes, les caractères dérisoire, inutile et barbare de la peine capitale (1).

Le président de la République vient de s'honorer en refusant que les « bois de justice » ne fassent tomber les têtes de Marcellin Horneich et Joseph Keller. Une décision d'autant plus remarquable qu'elle est loin de satisfaire sa clientèle électorale. Merci Giscard. ■

(1) Voir TS, n° 719, « Démocratie française et guillotine », p. 16.

le CAP nous communique

Le 18 janvier 1977 à Troyes aura lieu le procès de Patrick Henry. Ainsi que vous le savez, toute audience est publique. Toute personne qui souhaite ne pas laisser aux seuls partisans de la peine de mort l'initiative de manifester leur présence, devront donc se rendre au tribunal de Troyes.

Pour clarifier l'enjeu politique que représente la mécanique de la peine capitale pour le Pouvoir, et montrer la place qu'elle occupe dans la campagne du Prince Ponia sur la « sécurité des Français », les organisations et revues soussignées organisent :

UN MEETING PUBLIC
le VENDREDI 14 JANVIER
à 20 h 30

SALLE DE L'AGECA
177, rue de Charonne Paris 11^e
(métro A.-Dumas)

Comité d'Action des Prisonniers -
Revue Champ Social - Revue Edukon
Comité de Lutte des Handicapés.

Avec le soutien de : PSU - Ligue
Communiste Révolutionnaire - Fédération
Anarchiste, premières organisations
ayant pris position. ■

Arenc : ce n'est pas fini

En avril 1975, à Marseille, Solah Berrebouh, travailleur immigré, est arrêté, puis expulsé. C'est à cette occasion que l'on apprend l'existence d'une prison clandestine installée dans des entrepôts, Arenc.

Des dizaines de travailleurs immigrés y ont été séquestrés par les policiers, interrogés, malmenés, expulsés. Illégales, les opérations ont été couvertes par le préfet Bussièrès, muté depuis lors à Paris, et son chef de cabinet Maurel, changé, lui aussi de service.

Tout a été fait du côté du pouvoir

pour étouffer l'affaire. L'obstination du juge d'instruction Loques, a cependant permis jusqu'à maintenant, d'éviter un non-lieu. Le tribunal d'Aix-en-Provence vient de confirmer les conclusions du juge.

Ainsi, en principe, le juge devrait pouvoir poursuivre l'enquête et prononcer des inculpations contre l'expérimentateur de Marseille et ses sbires. En fait, le petit retournement de situation est dû, pour l'essentiel, aux crocs-en-jambe que se délivrent subrepticement Olivier Guichard (gaulliste), ministre de la Justice et Poniaowski (ministre de la Police).

Autrement dit, si l'on souhaite vraiment que les « patrons » d'Arenc n'aient pas envie de recommencer — eux ou leurs émules — ce genre de pratique, il faudra non seulement que le procès se tienne, mais que la mobilisation populaire soit ravivée sans plus attendre. Car des Arenc, il en existe, il s'en crée tous les jours, les expulsions illégales, avec ou sans lieu de séquestration s'intensifient au fur et à mesure que se développe le chômage.

le petit monde de Giscard

On comprend que Ponia ait tout fait — même au prix d'un tour de passe-passe un peu énorme — pour tenter d'escamoter l'affaire de Broglie : elle risque en effet d'être singulièrement dangereuse pour les Républicains Indépendants. On risque, entre autres, d'en apprendre un peu trop sur les sources de financement occultes du parti giscardien, voire de « mouiller »... le Président soi-même.

Le Monde et *Le Canard enchaîné* ont déjà révélé les liens unissant de Broglie, par l'intermédiaire de la Sodatex, à l'entreprise espagnole Matasa (liée à l'Opus Déi), dont la faillite, l'été 1969, provoqua l'un des plus beaux scandales politico-financiers du franquisme.

Tribune socialiste peut aujourd'hui préciser que, si de Broglie était l'intermédiaire zélé des RI pour le genre d'affaires, le « grand patron » ne dédaignait pas de s'occuper lui-même de l'intendance. C'est ainsi que Giscard fut personnellement invité à venir à Madrid, en janvier 1969, par Juan Vila Reyes, le président de la Matasa. Il participa à une chasse, non loin de la capitale, et dîna, le soir, au restaurant *El Soto*, avec l'ensemble de l'état-major de la Matasa.

On se demande, à vrai dire, quel juge d'instruction serait assez téméraire pour aller soulever ce genre de lièvre... Le plus marrant de l'affaire est que, si nous sommes bien renseignés, Ponia s'entendait personnelle-

ment très mal avec de Broglie, et surtout n'était pas au courant, à l'époque, des dossiers financiers dont de Broglie était chargé par Giscard. Le « boss » entendait ne pas mettre

tous ses œufs dans le même panier. Et aujourd'hui — solidarité de clan oblige — c'est Ponia qui est en première ligne pour colmater la brèche Broglie... ■



AGIP

remise en cause du droit d'association pour les immigrés

Les sections spéciales n'existent plus. Les législations d'exception demeurent. Ainsi des décrets-lois des 12 avril et 1^{er} septembre 1939, que vient d'exhumer le ministre de la Police pour frapper « d'inexistence » l'organisation des communistes africains (OCA).

Ces textes pris à l'époque pour se défaire des communistes (pacte de non-agression Hitler-Staline) obligeait alors la formation des associations étrangères à se soumettre à l'autorisation préalable du ministre de l'Intérieur. Ce dernier à toute latitude pour refuser la dite autorisation et dès lors « faire cesser immédiatement l'activité » des associations qui ne lui plaisent pas. C'est ainsi que l'OCA a été frappé de nullité par un arrêté de Poniaowski, le 29 décembre 1976. Une initiative qui va lui permettre d'accroître un peu plus les fournées d'expulsion d'étrangers.

On leur interdit, en tout état de cause, de s'associer pour autre chose que la cueillette des pissenlits.

Il devient urgent d'occuper Poniaowski à déboucher des bouteilles de champagne tout en le muselant pour l'empêcher de s'enivrer. Nous nous y employons ! ■

entre nous pour vous

précisions

Après la publication dans *TS* du 9 au 15 décembre 1976 des textes d'orientation préparatoires au X^e Congrès du PSU, un certain nombre de réactions de camarades en accord ou en désaccord avec la ligne générale du texte A nous incite à apporter quelques précisions qui s'inscrivent dans le cadre du débat déjà largement engagé.

Conçu comme une synthèse très condensée de cinq chapitres exposant les « éléments pour un programme d'unité populaire vers l'autogestion » — chapitres dont les premiers projets de rédaction ont été pour la plupart publiés dans le dernier *Courrier du PSU* — ce texte prend nécessairement un caractère plus abstrait et général que les développements qu'il résume.

Mais il est vrai que, prise séparément, notre « synthèse d'orientation » passe trop rapidement sur un certain nombre de problèmes politiques actuels et que, d'autre part, quelques formulations demandent à être reprécisées. Compléments et corrections font d'ailleurs partie de la discussion nécessaire à la préparation d'un congrès.

Puisqu'un lecteur aussi vigilant que le camarade Yvan Craipeau trouve « parfaitement correct » notre texte jusqu'au paragraphe 3-3, nous n'y reviendrons pas. Le paragraphe 3-4 relatif à notre attitude à l'égard du Programme commun appelle à la fois



B. Ravanel.

des développements et une rectification. Il n'y a pas une « face gouvernementale » du Programme commun susceptible de constituer une politique de rupture avec le système comme le texte peut le laisser entendre. Il s'agissait en réalité, d'opposer, comme cela est explicité en 3-3 la nécessaire initiative populaire à l'optique purement parlementaire et gouvernementale du Programme commun. Mais il faut aller plus loin et rappeler notre critique fondamentale de la stratégie des partis du Programme commun qui, parce qu'elle se situe dans le cadre institutionnel — allant même aujourd'hui jusqu'à envisager de gouverner avec Giscard — ne saurait dans sa logique propre, déboucher sur une rupture avec le système. Les seules perspectives qui découlent de cette stratégie sont celles qui sont indiquées en 4-1 : une évolution vers un capitalisme d'Etat si le PCF réussissait à prendre le contrôle politique du processus engagé par une victoire de la gauche,

l'occupation de l'appareil d'Etat pour tenter de promouvoir une démocratie plus adaptée aux besoins de cohésion sociale que la droite est incapable de satisfaire, si le PS reste prédominant.

L'ensemble de notre « synthèse d'orientation » montre à l'évidence que le PSU entend proposer au mouvement ouvrier une alternative à cette stratégie et à ces perspectives : l'unité, la mobilisation et l'initiative populaires pour le contrôle et l'autogestion.

L'analyse de la situation fait apparaître une série de contradictions dont il est indispensable de tenir compte pour déterminer de façon concrète notre ligne politique : Contradiction entre les forces sociales qui sont représentées par les partis au pouvoir et celles qui soutiennent les principaux partis de l'union de la gauche, contradictions entre les forces politiques de la bourgeoisie, contradiction entre les perspectives des partis de gauche, contradiction latente entre les aspirations des masses populaires et les projets politiques des partis du Programme commun.

De toutes ces contradictions, celle qui domine la lutte politique présente et qui est le plus vivement ressentie



S. Depaquit.

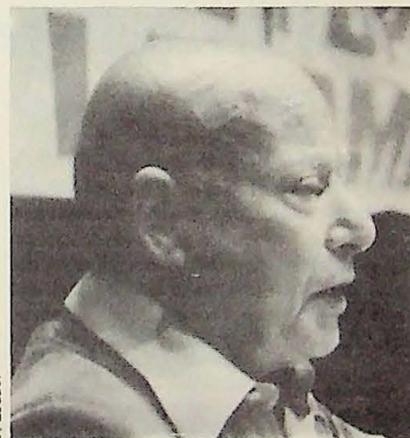


M. Mousel.

par les masses est la contradiction qui oppose les forces représentées par la droite et celles qui sont actuellement exprimées par les partis de gauche.

Ne pas se situer dans cette lutte parce qu'il y a déjà — ce qui est vrai — une frange des travailleurs qui est en contradiction active avec les objectifs des partis de gauche, c'est non seulement se placer hors du cadre politique dans lequel s'inscrit aujourd'hui la lutte des classes, c'est aussi se rendre incapable de jouer un rôle positif pour développer et faire triompher le mouvement populaire vers le contrôle et l'autogestion contre le détournement de ses véritables aspirations.

C'est en nous situant au cœur de cette lutte que nous pouvons faire progresser ce mouvement à condition de conserver notre indépendance stratégique, notre autonomie d'ex-



V. Leduc.

pression et d'action, de développer les initiatives propres du Parti aussi bien sur les objectifs anticapitalistes qui peuvent être communs aux forces de gauche : emploi, salaires et conditions de travail, cadre de vie, libertés, etc., que sur les terrains où les objectifs peuvent entrer en contradiction avec ces forces : armée, nucléaire, mode de vie, etc. Comment traduire concrètement cette politique ? La position prise par la majorité du PSU pour les municipales en est une illustration, encore qu'elle n'ait pas jusqu'à présent été suffisamment popularisée et prise en charge par l'ensemble du Parti. Nous avons proposé aux partis de gauche l'unité électorale pour battre la droite en engageant en même temps une confrontation pour faire progresser les objectifs de contrôle populaire sur les communes, sur la base de notre Charte communale, en nous efforçant d'y entraîner l'ensemble des forces autogestionnaires : les résultats non encore mesurables, sont inégaux,

mais ils ne doivent pas s'estimer principalement en termes électoraux. L'essentiel, au plan politique est que notre volonté de participer au combat unitaire soit clairement posée devant les travailleurs, dans les termes où nous le proposons.

Une telle dynamique devrait être mise en œuvre à propos de tous les grands objectifs de lutte actuels et pour tous ceux qui naîtront des développements de l'affrontement avec la bourgeoisie.

C'est ainsi qu'en fonction même des contradictions au sein de la bourgeoisie, comme au sein des forces du Programme commun, une victoire de la gauche peut nous amener à soutenir, contre des forces de gauche, certains objectifs du Programme commun. Nous devons le faire sur la base de nos positions propres (nationalisations sous le contrôle des travailleurs) en développant la stratégie qui est la nôtre (organes de contrôle populaire) en luttant contre toute stratégie qui viserait à séparer, à découper en étapes, nationalisation et contrôle, initiative gouvernementale et intervention des masses, etc.

C'est la mise en pratique de telles positions répondant aux objectifs partagés par les masses populaires qui nous permettra de gagner progressivement à notre stratégie et à nos perspectives la majorité des travailleurs sans laquelle il est impossible de réaliser le socialisme autogestionnaire. Cette politique n'est pas contradictoire, bien au contraire, avec la recherche permanente du débat avec l'ensemble des forces du mouvement ouvrier, avec la recherche d'accords d'unité d'action à tous les niveaux, avec la proposition et la discussion d'accords politiques plus généraux, à la condition que le contenu de ces accords ne soit pas en contradiction, ni avec la stratégie, ni



C. Bourdet.

avec les perspectives qui sont les nôtres.

Si la conclusion de tels accords n'est pas à exclure en fonction des développements de la lutte des classes, elle apparaît aujourd'hui tout à fait prématurée. Ainsi la synthèse d'orientation définit en 3-5 des conditions de participation des révolutionnaires au gouvernement qui sont utiles en tant que « garde-fous » mais qui, par leur seul énoncé indiquent que le rapport actuel des forces exclut la réalisation.

C'est ici que nous ne pouvons être d'accord avec les camarades qui ne voient d'autre solution actuelle pour le PSU que dans la signature d'un compromis politique sur la base du Programme commun.

C'est une chose que d'être prêt à discuter, conformément à notre stratégie,

sur les objectifs politiques avec l'ensemble des partis de la classe ouvrière, et de conclure cette discussion, quand c'est possible, par des accords ; c'en est une tout autre que d'être prêt à signer le Programme commun « renégocié ». Une renégociation du Programme commun, ces camarades le reconnaissent, ne donnerait pas un contenu nouveau à ce programme « dont l'inspiration essentielle resterait réformiste, parce que tel est le rapport des forces à l'intérieur du mouvement ouvrier ». On peut même aller plus loin et dire qu'il n'y aurait pas d'autre issue que la pure et simple signature du Programme commun dans son état actuel, sinon dans une version édulcorée.

Contrairement à ce qu'attendent ces camarades d'un compromis signé dans de telles conditions, le résultat

ne serait pas de promouvoir un développement positif, mais au contraire de figer le rapport des forces actuel, sinon de renforcer le courant réformiste. Le développement de notre politique d'unité populaire vers l'autogestion ne passe pas par des raccourcis organisationnels nous amenant, soit à précipiter la création du « parti révolutionnaire », soit à signer, en toute hâte, des compromis politiques nous incluant dans une stratégie réformiste. Il passe par un patient et persévérant effort liant à notre politique unitaire le rassemblement des

forces capables d'assurer au cours des luttes communes contre l'ennemi de classe, la prédominance de la stratégie et des perspectives autogestionnaires.

C'est par erreur que les noms de Jean-Claude et Maguy Gillet ne figuraient pas dans la liste des signataires du texte A (TS, n° 722, spécial X^e Congrès). Nous prions nos camarades de bien vouloir excuser la rédaction. ■



Signataires :

P. Gollet, S. Depaquit, M. Mousel, V. Leduc, G. Petiot, R. Schulbaum, Ch. Guerche, B. Ravenel, P. Régnier,

Rochebrune, L. Varague, G. Pallier, F. Turquan, H. Bouchardeau, F. Dalbert.

bien centrer le débat

Décourageant ! On aurait voulu empêcher le déroulement correct du débat qu'on n'aurait pas pris d'autres moyens : noyer les militants sous une avalanche de textes à quatre semaines du congrès. Le texte A proclame que doit s'exercer « l'hégémonie du prolétariat » ; un texte de 25 pages marquerait plutôt celle des intellectuels compétents au sein du parti.

Les rédacteurs du texte C ont voulu faire un texte simple, qui aille à l'essentiel et qui centre le débat sur les deux points fondamentaux qui font l'objet du congrès : la stratégie du parti et son organisation.

Les textes d'orientation A et B débordent largement la stratégie pour donner un catalogue programmatique plus ou moins complet. Par contre, l'organisation et le fonctionnement du parti — ses « structures » — sont traités en annexe et de manière apparemment purement technique.

Il appartient aux militants du PSU de faire en sorte que le débat du congrès porte d'abord et avant tout sur la stratégie et le fonctionnement. Les questions plus directement programmatiques seront versées au débat dans la perspective du Conseil national projeté en automne.

stratégie

La stratégie vise à la réalisation de nos objectifs à partir de la situation où nous sommes. Il est donc nécessaire d'analyser avec précision la nature des classes, des couches et des forces sociales au sein de la société pour mettre en évidence les contradictions qui les opposent et les traversent. Ainsi, le PSU peut déterminer

de quels intérêts il est porteur et quels sont ses objectifs.

Pour le *courant B*, il semble qu'il n'y ait qu'une contradiction, entre la classe ouvrière et la bourgeoisie. Ainsi, le PC et, même, le PS sont considérés comme des « partis ouvriers ». PC et PS doivent donc se porter candidats au gouvernement, en rompant avec la bourgeoisie, c'est-à-dire avec le MRG et la possible 4^e composante gaulliste. Ainsi sera constitué un « gouvernement ouvrier » que les révolutionnaires pourront soutenir. Cette stratégie est fondée sur une analyse parfaitement erronée des intérêts dont est porteur le PS, mais aussi le PC.

L'analyse du *courant A* est plus nuancée, plus complexe. Elle note bien la présence de contradictions multiples à côté de la contradiction principale prolétariat-bourgeoisie. Mais en n'intégrant pas ces contradictions secondaires à la stratégie — qui n'est qu'anticapitaliste — le courant A risque d'enfermer le PSU et le mouvement autogestionnaire dans un bloc social et politique largement

dominé par la stratégie réformiste.

L'abandon du contrôle ouvrier comme axe stratégique du PSU au profit de l'unité populaire transforme ce risque en grave danger. Le PSU a toujours déclaré qu'il n'y avait pas de passage à l'autogestion socialiste sans généralisation du contrôle ouvrier et populaire et à toujours agi dans ce sens. L'unité populaire est une stratégie trop floue si elle n'est pas fondée sur le contrôle ouvrier ; elle peut ouvrir la porte à bien des concessions et des reniements.

Pour le *courant C*, à côté de la contradiction principale prolétariat-bourgeoisie, il existe des contradictions secondaires hiérarchisées ; la première se situe entre la couche compétente et la couche exécutante (1). A partir de cette analyse, et de sa pratique habituelle, le PSU doit se définir comme le parti des autogestionnaires, et défendant prioritairement les intérêts de la couche exécutante, des « exploités ». L'unité populaire, fondée sur l'axe de lutte du contrôle ouvrier et populaire, se constitue contre l'Etat capitaliste, à partir des intérêts de cette couche et des luttes.

Ce sont là des points fondamentaux sur lesquels le débat doit être mené à fond dans le parti avant d'être poussé plus avant.

fonctionnement

En ce qui concerne le fonctionnement et l'organisation du parti, les courants A et B se lancent directe-

ment dans la réforme des statuts sans mettre en évidence les choix politiques qui sous-tendent les modifications techniques (quelquefois bien difficiles à comprendre).

Pour le courant C, le mode de fonctionnement du parti découle de son orientation politique et, en même temps, participe à son orientation. C'est pourquoi nous avons tenu à ce qu'il fasse partie intégrante de notre texte d'orientation (2) et qu'il soit discuté comme tel. Les modifications techniques des statuts doivent intervenir après que les choix politiques qui les déterminent auront été clairement définis.

C'est volontairement que nous avons centré notre critique des textes A et B sur la stratégie et le fonctionnement du parti, car ces deux points sont fondamentaux et conditionnent, non seulement le renforcement, mais la survie du PSU comme pôle autogestionnaire autonome.

J.-Y. ROY ■

(1) L'analyse des classes et couches sociales est précisée dans un texte du Courrier du PSU n° 12. Un texte sur les forces sociales doit paraître dans le n° 13.

(2) La partie de notre texte d'orientation concernant le fonctionnement du parti avait été malencontreusement oubliée dans le TS n° 722. Elle a été publiée dans TS n° 723. Le texte « Quel parti pour quelle autogestion ? » paru dans le Courrier n° 12 complète cette partie du texte d'orientation.

texte B

non à la politique des petits pas

Le X^e congrès du PSU ne sera pas un congrès ordinaire. Il n'aura pas seulement à affirmer une stratégie générale. Il aura à adopter une *orientation politique concrète* pour les mois et années qui viennent et à définir les *moyens* que le parti se donnera pour l'appliquer (quel parti pour l'autogestion ? Comment regrouper les partisans révolutionnaires de l'autogestion ?).

L'accélération de la crise de la « majorité » réactionnaire du pays, dans le contexte d'une crise globale et structurelle du capitalisme *de longue durée*, donne à ces questions un relief particulier : les formules générales à multiples interprétations, les imprécisions politiques ne sont plus de mise. Il ne s'agit pas non plus de « peaufiner » les analyses sur le socialisme autogestionnaire. Ce dont les militants ont besoin c'est d'une ligne politique, *répondant aux questions du moment* en fonction d'une stratégie et d'un programme révolutionnaires.

quels sont ces questions ?

— Comment dépasser l'attentisme qui règne chez les travailleurs malgré les effets d'une offensive anti-ouvrière sans précédent depuis plus de dix ans ?

— Comment aider les luttes à sortir de leur isolement, à se coordonner ?

— Comment se situer concrètement par rapport à l'union de la gauche ? Comment caractériser cette coalition ?

— Quelle perspective politique proposer ?

— Quelles forces rassembler, et comment, pour peser dans les événements qui s'annoncent ?

Le congrès d'Amiens a affirmé, autour de quelques formules (que chacun interprète à sa manière) une orientation générale. Depuis, c'est petit à petit, à travers des prises de positions politiques (à propos des municipales) stratégiques (passage insensible de l'idée de *l'unité d'action* avec les autres partis ouvriers, à l'idée de *l'alliance* avec « la gauche » concrètes (vis-à-vis de l'extrême gauche), soit de la DPN, soit du BN, soit de membres du secrétariat national à la presse, une ligne s'est imposée.

L'enjeu du congrès pour la majorité de la direction c'est de la faire entériner *comme un tout*, après un débat bâclé d'un mois.

petits pas dans le parti...

En avril la DPN adopte majoritairement l'orientation d'une alliance dès le premier tour avec l'union de la gauche pour les municipales.

Dans le débat qui s'engage dès idées nouvelles apparaissent : la prise du pouvoir sera la conséquence

d'un « développement » de « l'unité populaire ». Celle-ci est définie comme un « bloc social et politique » dont la constitution passe par un accord (on parle déjà à cette époque de la négociation d'un nouveau Programme commun) avec les partis de l'union de la gauche.

Pour s'orienter dans cette voie, on rompt les rapports nationaux avec l'extrême gauche (rencontre avec la LCR), on abandonne l'idée d'une conférence européenne des organisations révolutionnaires, on ne participe plus à certaines manifestations (contre la venue de Juan Carlos à Paris par exemple).

Le conseil national de Joinville adopte majoritairement la politique municipale, assortie de nombreux « garde-fous » (mobilisation du courant autogestionnaire avant les négociations, popularisation de notre charte municipale, etc.). Puis viennent les élections partielles, de nouvelles « petites phrases » dans la presse (Leduc au *Nouvel Observateur*) et les premiers résultats de l'application de cette ligne.

où en sommes-nous ?

Dans le cadre de la préparation des élections municipales — dont le caractère politique s'affirme de plus en plus — trois faits peuvent être enregistrés :

● la multiplication — en particulier dans de très grandes villes — des cas d'exceptions, qui amèneront les partis signataires du Programme commun, dans de nombreux cas à se présenter séparés ;

● la présentation de listes « hétérodoxes », écologiques (comme à Paris), nationalitaires (comme à Nantes) ;

● la préparation de listes révolutionnaires dans certaines villes, résultant d'un accord vraisemblable entre LCR, LO et OCT, ouvertes à des militants, non organisés politiquement.

Cette situation complique l'application de la ligne majoritaire du parti. A l'heure actuelle une quarantaine d'accords sont signés ou en voie de l'être. Selon les informations disponibles, ces accords ne sont pas, sauf cas d'espèces, le résultat, ni d'une mobilisation préalable du courant autogestionnaire, ni d'une véritable discussion publique sur la base de la charte municipale. Ils font référence « aux grandes options du Programme

commun » ou comme le suggère une note du BN peuvent stipuler « le PSU qui n'a pas signé le Programme commun se déclare en accord avec ce contrat municipal » (lequel ?)

Ces accords, indépendamment du fait qu'ils sont le produit d'une orientation que nous combattons, ne respectent même pas les termes du texte issu de Joinville.

Le PC continue sa cour au parti pour tenter de masquer son recul électoral au profit du PS. La direction du PSU envisage en conséquence de s'allier avec lui dans un certain nombre de grandes villes (Marseille, Villeurbanne) là où il y a rupture entre PC et PS.

Ceci prend tout son sens lorsqu'on lit avec attention les textes « A » présentés au congrès.

Nos camarades découpent « le chemin du pouvoir » en trois phases. La phase de « rupture », celle de « dualité de pouvoir » et enfin celle de « l'affrontement révolutionnaire ».

...petits pas pour la prise du pouvoir

Si le texte « synthèse d'orientation » est très (trop semble-t-il) puisqu'il faut à ses signataires y apporter, dans la bonne tradition, des « précisions », et des « interprétations » un autre document (publié dans le courrier interne P 4 à 7) est plus précis. Voyons.

Pour parvenir à cette « phase de rupture », « le premier pas à franchir est une victoire électorale et la constitution d'un gouvernement de gauche ».

Ce gouvernement devrait appliquer des « objectifs de rupture » mais « dans l'état actuel des intentions des partis signataires du Programme commun » le gouvernement aura à « choisir entre le compromis avec la

bourgeoisie et la politique de rupture anticapitaliste ». En conséquence le rôle du PSU est « d'infléchir l'axe de la coalition avant et après les élections ». Le but d'une telle politique est « qu'un compromis provisoire et fragile s'établisse entre une ligne de collaboration (on suppose celle du PS) et une ligne plus nettement anticapitaliste » (on suppose celle du PC).

et maintenant

Dès lors la ligne municipale s'éclaire. Elle permet de « s'insérer dans la problématique unitaire » préalable à « l'infléchissement recherché ; et les sourires réciproques avec le PC, préparent ce « compromis provisoire et fragile ».

Quant à ce qui se passera après... même en cherchant entre les lignes on ne trouvera rien...

A cette orientation qui, *explicitement*, fait de notre parti « la gauche de la gauche » (avec un dérisoire rapport de forces) nous en opposons une autre.

Elle s'articule autour de quatre axes :

— **unité d'action**, de la base au sommet avec les forces du **mouvement ouvrier** ;

— **autonomie et développement** du parti autour d'un **programme d'action basé sur le contrôle et l'auto-organisation** ;

— **lutte pour un gouvernement anticapitaliste des travailleurs et de leurs organisations** basé sur des comités d'unité ; perspective transitoire radicalement différente de celle du « gouvernement de gauche » ;

— **rassemblement des partisans révolutionnaires de l'autogestion** pour préparer les conditions d'une alternative politique et organisationnelle au réformisme. ■

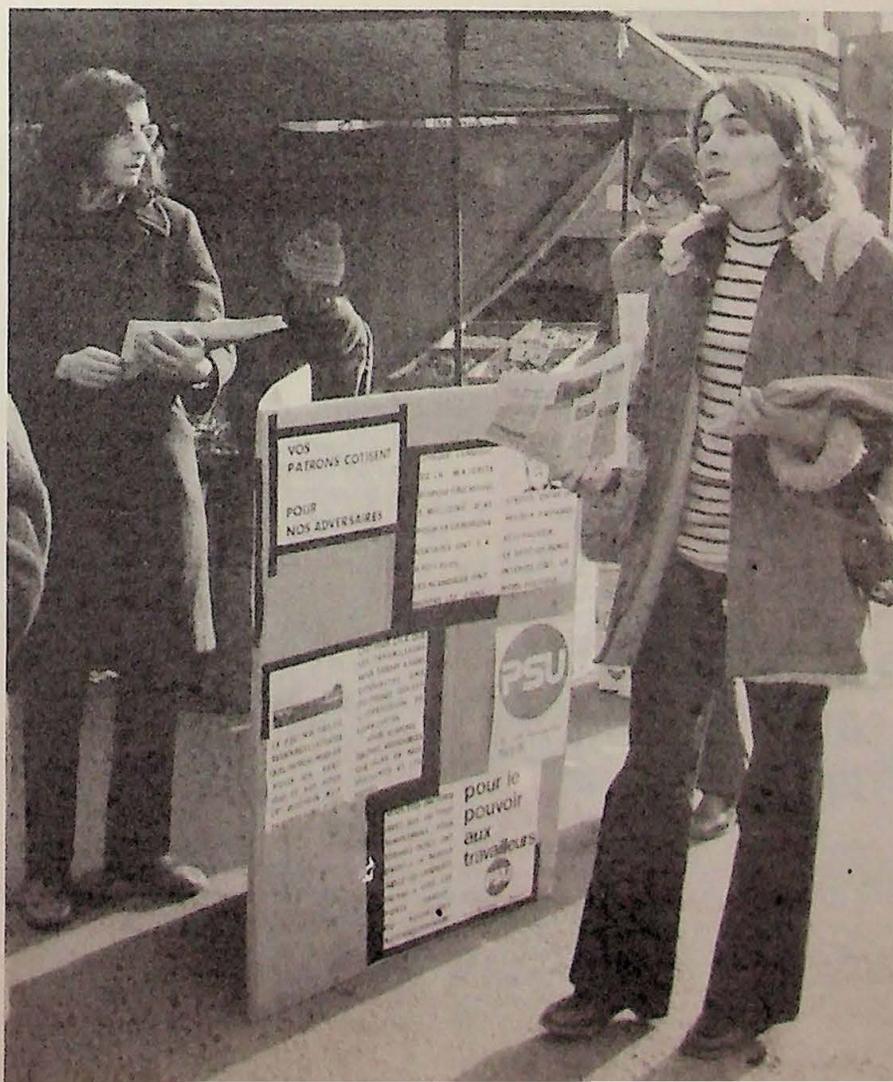


Photo Berson

appel au parti : pour une avancée collective

Nous nous trouvons devant une offensive généralisée du patronat et de la droite. Le rassemblement de Chirac en représente le fer de lance : il galvanise toutes les peurs et les exaspérations d'une petite bourgeoisie paupérisée auxquelles peuvent se rallier nombre des travailleurs chassés de la production et laissés à leur isolement. En face de cette offensive, la gauche traditionnelle n'a rien d'autre à offrir que la perspective électorale : « faites-nous confiance, nous réglerons vos problèmes ». Et nous savons bien comment ils se préparent à les régler s'ils parviennent au pouvoir. Notre seul espoir réside dans la mobilisation des travailleurs et des masses populaires.

Existe-t-il aujourd'hui une force capable d'aider à cette mobilisation et d'en constituer l'intellectuel collectif ? Existe-t-il une force capable d'impulser demain une stratégie de rupture anticapitaliste, capable d'aider les travailleurs à constituer leurs conseils et leurs comités populaires, à les généraliser et à les coordonner, à poser concrètement le problème de leur pouvoir ? Chacun le comprend : la réponse est « non ». Malgré l'exemple des Lip et les 100 000 manifestants qui les appuyaient à Besançon, malgré les luttes ouvrières exemplaires, malgré les luttes de la jeunesse, malgré les comités de soldats, malgré l'importance du courant autogestionnaire dans les secteurs essentiels, malgré tout cela, la réponse est : non.

Les révolutionnaires continuent à former des sectes divisées, sans grande prise sur le réel. Le courant autogestionnaire n'a pas progressé politiquement et certains de ses secteurs, comme l'écologie, tendent à se réfugier dans l'apolitisme. Le PSU, qui n'a pas joué son rôle dans le regroupement des révolutionnaires

autogestionnaires, est perçu par beaucoup — hors du parti et dans le parti — comme un appendice de l'union de la gauche.

Ainsi, lorsque les réformistes, après avoir constitué leur unité, vont de l'avant, alors qu'à droite l'UDR sonne le rassemblement de la réaction en se donnant un visage populaire, les révolutionnaires partisans de l'autogestion, eux, n'ont pas encore été capables même d'ouvrir la perspective de leur regroupement.

Faute de se sentir capables de devenir une force (sur leur terrain qui n'est pas celui des élections) ils sont habités par le découragement et la méfiance.

Dans cette situation, le congrès du PSU constitue une étape décisive. Le PSU y joue son « va-tout » : ou bien il se résignera à mijoter dans sa routine actuelle et alors il continuera à perdre sa substance et jusqu'à sa raison d'être, ou bien il s'engagera résolument dans la voie du regroupement politique des révolutionnaires partisans de l'autogestion et redonnera par là un sens à son action.

vient de paraître aux éditions Syros
dans la collection « points chauds »

Louviers : sur la route de l'autogestion ?

CHRISTOPHE WARGNY



Près de Rouen, une ville de vingt mille habitants : Louviers. C'est le jour « J » ; on vote. L'enjeu ? La municipalité. Contre la droite racoleuse, qui se dépense en courbettes, risettes et promesses diverses, le Comité d'action de gauche : une force étrange et qui souvent dérange, car elle veut que la ville ne soit pas un lieu mort, car elle veut que l'avis de chaque Lovérien serve de levain à la vie de Louviers ; en un mot, elle veut « rendre le pouvoir aux citoyens ». Force issue de la ville, forgée par et pour les Lovériens, le C.A.G. ne se paye pas de mots. Majoritaire aujourd'hui au conseil municipal, ses réalisations sont visibles, son combat permanent : animation vivante, fête du Livre, gratuité des activités culturelles et sportives. L'autogestion, une utopie concrète ?

164 pages, 18 francs.



Photo C. Weiss

Malheureusement, le congrès est mal engagé ; non seulement le parti s'est avéré incapable, dans les délais fixés par le congrès d'Amiens, d'élaborer un programme de transition, mais quand il décide sagement de s'en tenir à définir son orientation stratégique, il le fait dans les pires conditions : aucune discussion sur cette orientation n'a lieu à la DPN ; les textes sont préétablis (s'ignorant les uns les autres) par trois tendances qui n'ont pas même eu l'occasion de préciser entre elles leurs divergences.

La direction actuelle entend obtenir du congrès sa reconduction et l'approbation de son orientation. (Beaucoup disent de son absence d'orientation.) Les minorités ont pour ambition de se compter sur des contre-textes.

tout ce jeu parlementaire est stérile

Nous appelons le parti à se ressaisir. C'est des militants, des sections, des fédérations que tout dépend. Rien n'est possible s'ils ne sont pas conscients du rôle historique qui leur est imparti pour construire la force politique révolutionnaire et autogestionnaire sans laquelle nos espérances sont vaines.

La direction doit comprendre que les camarades du parti ne sont pas tous prêts à avaliser la politique ambiguë qui, par peur de la marginalisation, nous a marginalisés. Elle doit admettre qu'ils puissent désavouer cette politique sans constituer pour autant un groupe « antiparti » à abattre.

Les camarades minoritaires doivent comprendre que l'objectif essentiel ne peut pas être la reconnaissance de toutes les idées qu'ils avancent, ni l'hypothétique remplacement de la direction par celle de leur tendance.

Aujourd'hui, c'est une question de vie ou de mort ; il faut que le congrès adopte une ligne claire : mettre au premier rang le regroupement des révolutionnaires partisans de l'autogestion en une force politique cohérente, capable d'influer sur les événements.

Sans quoi tout le reste est du baratin, y compris notre politique d'unité populaire qui, si nous restons un petit groupe, ne peut que nous embarquer dans le fourgon de queue de l'union de la gauche.

C'est la ligne déjà fixée par le manifeste de Toulouse et confirmée à Amiens, mais jamais appliquée — ni par la direction Rocard, qui voulait intégrer le PSU au PS — ni par la direction élue à Amiens qui s'est emprisonnée dans des considérations tactiques.

Cette orientation peut rendre confiance au parti en lui redonnant son rôle historique ; mais il faut pour cela qu'elle soit celle du parti tout entier et non d'une de ses tendances.

La résolution, adoptée par le BN après la DPN de novembre (voir la lettre du BN n° 135), montre que la grande majorité du parti peut s'engager dans cette voie. Enrichie, précisée, argumentée, elle peut servir de base à une résolution de tout le congrès. Encore faut-il qu'elle soit réellement appliquée. Le BN déclare que cette politique de regroupement doit occuper la place centrale. Mais il garde confidentiel son document ; on n'en trouve un écho affaibli que dans quelques lignes d'un éditorial de Mousel. Il faut, au contraire, que cette résolution cesse d'être confidentielle. Elle doit être popularisée par tous les moyens et d'abord dans sa publication dans 7S.

Si l'on veut créer une dynamique, il faut que cette orientation soit appliquée sans réticences, en ouvrant le débat sans exclusive dans le courant autogestionnaire, à tous les niveaux, y compris avec les militants des groupes révolutionnaires partisans de l'autogestion, notamment avec la LCR qui s'efforce de se débarrasser des dogmes qui la sclérosent.

La préparation à tous les niveaux d'états généraux pour rechercher la convergence politique des militants autogestionnaires doit être la préoccupation dominante de tout le parti.

Pour réagir contre la personnalisation des débats, nous indiquons seulement que cet appel est signé par des militants des Alpes-Maritimes, Aveyron, Essonne, Gironde, Jura, Ille-et-Vilaine, Isère, Maine-et-Loire, Paris, Seine-et-Marne, Tarn, Var (fédé), Yonne, quel que soit le parti auquel ils se sont arrêtés sur le vote des textes d'orientation.

L'appel implique la proposition d'inscrire à l'ordre du jour un débat spécifique sur le regroupement. Nous espérons que ce débat ne reproduira pas mécaniquement les clivages de tendances. Nous préparons une résolution précise.

briser la chaîne

la politique clandestine

A chacun ses petites phrases, ses rengaines et ses menaces ! En déclarant mercredi à la suite de son ministre du Travail, Beullac, qu'il n'y avait qu'en France « que l'on assiste à une tentative de politisation des entreprises », Giscard d'Estaing a brusquement essayé d'affirmer une autorité singulièrement mise à mal, depuis un certain temps, tenté de rassurer des patrons inquiets et repris les cocoricos de Bergeron, de la CFTC et de la CGC sur l'« apolitisme » des syndicats.

A cette vieille rengaine a succédé un grand concert de protestations. Il y a de quoi malgré l'aspect dérisoire des déclarations présidentielles. Si le conseil des ministres a tenu à bien préciser qu'il ne s'agissait pas d'une remise en cause des libertés syndicales, Beullac a montré le bout de son « bâton » en précisant le surlendemain qu'il serait amené « à rendre plus explicites les dispositions du code du travail » s'il apparaissait de « nouvelles formes déguisées de pénétration de la politique dans l'entreprise ». Qu'est-ce à dire ?

le temps de la prohibition

On sait déjà que l'affichage politique est prohibé dans les entreprises, que le droit à l'information et au débat politique est réglementé (comme en témoigne l'expulsion d'élus communistes venus discuter avec les travailleurs dans certaines entreprises). On sait aussi que la distribution de tracts politiques doit se faire en dehors des locaux et que les militants politiques n'ont aucune des garanties comparables à celles des délégués syndicaux.

Beullac peut-il aller au-delà ? La répression antisyndicale sévit à tout va. Les droits élémentaires : grève, occupation, création de sections syndicales, sont combattus par les patrons et le pouvoir. Beullac licencie des militants contre l'avis de l'inspection du travail. Va-t-il se servir d'une soi-disante politisation pour intensifier cette répression ? C'est probablement ce qu'il prépare.

Cela vise évidemment le PCF et ses 9 000 cellules d'entreprises mais surtout tous ceux qui pensent que la démocratie ne s'arrête pas au lendemain d'un scrutin ou à la porte des usines. Le songe creux de Giscard tombe très mal au moment où le Plan Barre fait pénétrer la politique dans les actes les plus quotidiens des travailleurs. Pas politique le blocage des salaires, l'austérité, le refus de négocier dans la fonction publique et à la Caisse d'épargne ? Pas politique la décision de brader en faveur des multinationales américaines l'horlogerie, l'aéronautique et l'électronique française ? La grande croisade sur la neutralité des entreprises ne trompera personne au moment où la corruption, les liens avec la pègre, la création d'entreprises louches prospèrent

au sein de la majorité. Elles n'étaient peut-être pas politisées les entreprises créées par de Broglie ?

non à la clandestinité

En voulant rendre clandestine la présence politique dans les entreprises, Giscard a fait un mauvais pari. Chirac et le RPR en ont profité pour au « nom de leur 200 sections d'entreprises » (mais où sont-elles ?) se donner à peu de frais une image de parti pouvant se réclamer des travailleurs. Ils ont aussi cherché à démontrer qu'ils étaient les vrais tenants de la troisième voie entre le libéralisme et le communisme, les « vrais » défenseurs de la participation.

Cette concurrence entre les représentants du patronat pour combattre la gauche, braquer le projecteur sur l'action du PCF dans les entreprises ne permettra pas de cacher la vraie nature du système actuel. La politique dans l'entreprise n'est pas qu'un droit démocratique à défendre ou à étendre (comme le préconise le Programme commun). C'est la nature même de la lutte de classes. Les travailleurs ne se battent pas que pour mieux consommer, mieux faire fonctionner la machine capitaliste. Ils se battent pour un autre projet de société.

les casquettes à deux visières

C'est ce qui guide la conception du PSU des rapports entre partis et syndicats. Nous réclamons un accord pour l'action entre partis et syndicats pour lutter contre le Plan Barre. Cela ne signifie pas gommer la spécificité des uns et des autres, pas plus d'ailleurs que les différences entre partis. Nous tenons en effet au principe de l'autonomie syndicale.

« Nous ne croyons pas que le système de la casquette à deux visières, tantôt politique, tantôt syndicale, soit acceptable pour les militants qui sont l'un et l'autre à la fois. Et nous jugeons dangereux le climat qui conduit certains d'entre-eux à masquer leur appartenance politique au nom du travail syndical ; ne serait-ce que parce que ce genre de mystification n'aide en rien au développement

de la conscience politique parmi la grande masse des travailleurs. La clandestinité du parti dans les entreprises ne favorise en rien l'autonomie syndicale : au contraire, elle contribue aux pratiques manipulatoires, à les faire soupçonner ou à les rendre inévitables.

« La condition la plus importante de l'autonomie syndicale, ce n'est pas que le syndicat s'interdise d'intervenir dans le domaine politique. Il ne s'agit pas ici simplement du pseudo-apolitisme caractéristique des syndicats jaunes, agents de la tromperie. C'est le contraire. Dès lors que le syndicat dit « à partir de là, ce n'est plus notre affaire, c'est du domaine des partis », il prend le risque considérable d'accepter sa propre subordination à ce qui est considéré comme « politique ». Ainsi, la question de l'élaboration et de la discussion du programme politique ne peut être étrangère au syndicalisme, bien qu'il ne doive pas être lié par le programme. Mais, dira-t-on, n'est-ce pas ce qu'a fait la CGT en apportant son soutien au Programme commun ? Certainement pas : car c'est après que des partis ont élaboré le programme et sans intervention spécifique à cet égard que la confédération syndicale est venue lui apporter son appui, donnant ainsi une illustration éclatante de cette confusion entre autonomie et séparation des fonctions. » (1)

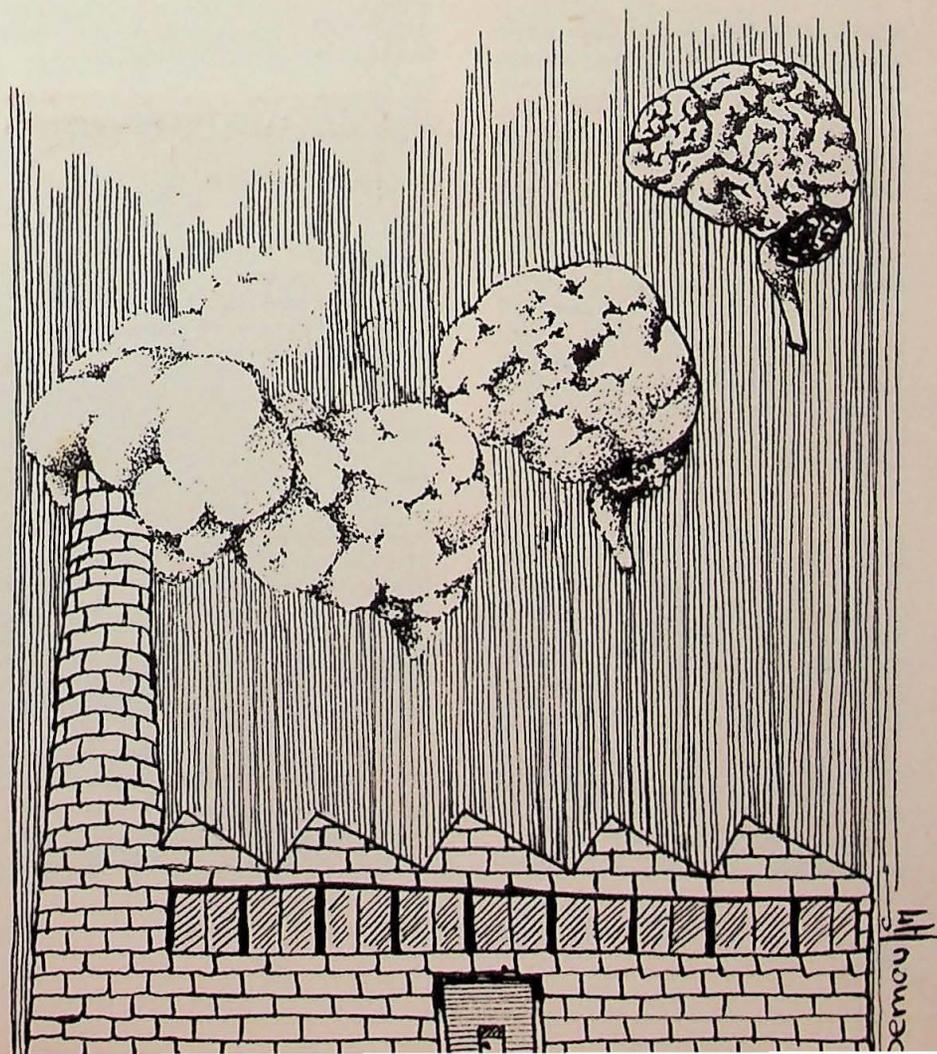
En ce qui concerne la CFDT, nous avons reconnu en son temps comme un progrès sa volonté de donner toute sa dimension politique à son projet autogestionnaire et aux luttes qu'elle menait en ce sens. L'offensive actuelle du pouvoir pour une « neutralité » des entreprises leur donne une actualité à *contrario*. Les décisions les plus récentes de la direction confédérale montrent une certaine confusion dans l'appréciation et du rôle politique et du rôle syndical des militants. Ce n'est pas cette attitude

qui fera avancer le débat. Nous pensons au contraire qu'au-delà des polémiques qui traduisent les tensions au sein de la CFDT, « c'est un travail permanent d'explication et de formation des militants tant politiques que syndicaux qui seul permettra d'ajuster l'activité des uns et des autres et fera admettre qu'à visage découvert les militants politiques expriment un point de vue sur les problèmes syndicaux sans se livrer, ou laisser croire, à un travail fractionnel, et que les syndicalistes n'hésitent pas à intervenir sur les questions politiques autrement qu'en se cherchant un allié politique privilégié. En tout cas, les craintes que nous a inspirées à partir de l'affaire des Assises, la situation de la CFDT par rapport au PS, ne doivent pas nous suggérer une sorte de concurrence pour le « contrôle » de la confédération ou de certaines de ses organisations. C'est d'un même mouvement que nous devons chercher à faire progresser nos analyses et nos propositions et défendre l'autonomie syndicale, puisque celle-ci ne saurait être séparée de notre stratégie ». (1)

C'est ce travail qui serait aussi une bonne réponse aux déclarations giscardiennes et au Plan Barre, plutôt que la surenchère à laquelle se sont livrés le PC, le PS et le RPR dans la riposte pour faire savoir qu'ils se sentaient visés, qu'on ne leur enlèverait pas le droit « d'aller sur le terrain des entreprises », de « bien défendre la classe ouvrière ». Pour l'instant le problème n'est pas celui du droit mais celui de l'efficacité de la lutte des travailleurs face à Barre et au patronat.

Yves SPARFEL ■

(1) Extrait de PSU-Documentation n° 108/109 : « Les rapports partis-syndicats », page 3.



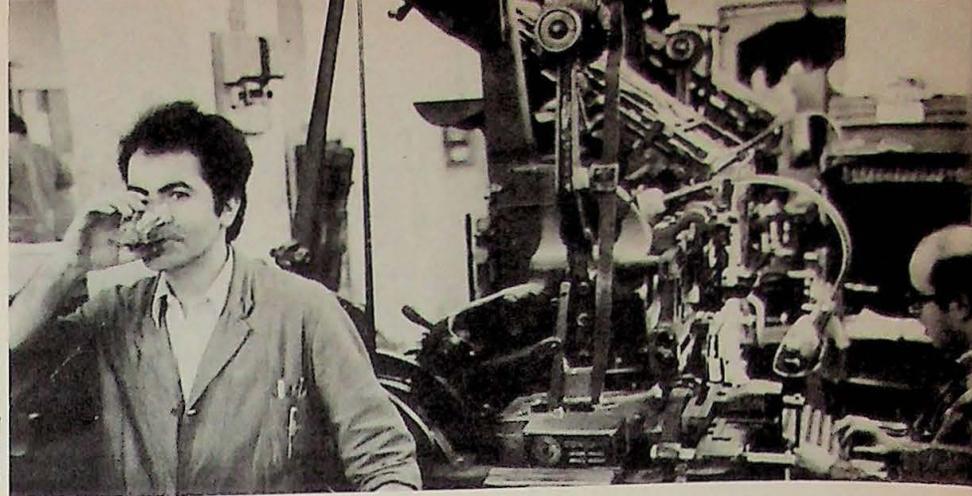


Photo Miraglio

Firmin-Didot : contre les licenciements Beullac !

Le patron de Firmin-Didot doit avoir le bras long ! Après le licenciement de notre camarade Marcel Caillère, en juillet dernier, le ministre Beullac vient d'accorder, contre l'avis de l'inspecteur du Travail, le licenciement de trois délégués du personnel en décembre.

Ici comme au *Parisien Libéré*, le masque de libéralisme du pouvoir giscardien est tombé. Ici comme ailleurs, le patronat appuyé par le pouvoir s'attaque aux acquis de la classe ouvrière. C'était compter sans la combativité des ouvriers du Livre de chez Firmin-Didot. Le collectif syndical mis en place dès la rentrée de septembre a pu apporter un large soutien à la fois militant et financier à l'action des camarades de l'Imprimerie Alençonnaise. En effet :

— Le 15 octobre : manifestation massive et combative est organisée.

— Le 8 décembre à l'annonce du licenciement des délégués, un rassemblement a lieu devant les portes de l'entreprise malgré le froid, la nuit et une pluie battante.

— Les vendredi 7 et samedi 8 janvier : la 120^e section CGT Livre appelle les travailleurs à venir s'informer et discuter sur la répression, l'emploi, le chômage, autour d'une exposition qu'elle organisait avec la participation militante du collectif CGT-CFDT-FEN-SNI et la participation musicale de chanteurs locaux.

Beaucoup se sont sentis concernés par cet appel à la solidarité. Les murs étaient couverts de témoignages et les échanges étaient riches et nombreux. Aux côtés des panneaux des entreprises locales comme Firmin-Didot, Goavec, Moulinex, l'Hôpital Général, Carrier, les secteurs Santé et Education, etc., apparaissait une information sur les conflits du *Parisien Libéré*, Hélio-Cachan, Caron-Ozanne, l'IMRO, etc. Des bracelets et des pendentifs en cuir « Solidarité Firmin-Didot » étaient vendus pour soutenir la lutte des camarades licenciés : c'était une des premières initiatives pour populariser le soutien. Elle a été la bienvenue.

Si les travailleurs concernés ont été satisfaits de ces journées d'information destinées à la masse des travailleurs, on peut se poser la question de savoir si cette exposition a bien fait comprendre que bien sûr nos camarades sont frappés en raison de leur militantisme notoire. Mais combien ont compris que, à travers la section de chez Firmin-Didot ce sont NOS libertés syndicales qui sont atta-

quées ? Combien savent que désormais les patrons se sentiront à l'aise pour licencier les plus actifs, si on ne s'y met pas tous ? Nous n'en restons pas là. Le PSU sera toujours aux côtés des travailleurs pour encourager de telles initiatives qui font avancer la prise de conscience de la classe ouvrière. Il l'a manifesté par ses prises de position. Chacun de nous doit garder un rôle militant jusqu'au bout du conflit. Le combat des travailleurs de Firmin-Didot est celui de toute la classe ouvrière, c'est donc le nôtre.

Mercredi 12 janvier lors de la cita-

tion en correctionnelle du PDG Coulon de Firmin-Didot et du directeur Bihel par Marcel Caillère et la Fédération du Livre, espérons que le tribunal d'Alençon ne contredira pas M. Lecanuet qui dans une intervention à l'Assemblée nationale prétendait qu'il n'y avait pas « une justice pour les patrons, une justice pour les ouvriers et une justice pour les agriculteurs ».

M.A. ■

Pour toute forme de soutien : Section PSU Alençon, BP 7 - 61250 DAMIGNI.

CFDT : suite au congrès de la FNHET

une bonne résolution !

« Autogestion dans l'organisation, autogestion dans les luttes, autogestion dans la pédagogie et la formation sont les trois directions dans lesquelles une organisation syndicale comme la nôtre doit s'engager si elle veut faire avancer les idées qu'elle défend et si elle veut qu'au moment venu l'autogestion n'apparaisse pas comme une utopie mais comme une nécessité » (Maire et Julliard dans leur livre sur la CFDT).

...son application

« Le Bureau national insiste auprès des UR et des UD pour qu'elles prennent contact aussi rapidement que possible avec les militants de la FNHET, non membres de l'extrême gauche, pour analyser avec eux la situation :

— on ne peut remettre en cause les décisions prises démocratiquement par tous et non contestées jusqu'au congrès confédéral ;

— nécessité de lutter contre l'entrisme en définissant une politique d'action pour l'équipement, assortie de moyens et notamment au plan de la formation.

Il faudra éviter de procéder à des amalgames rapides entre trotskystes, maoïstes et les camarades « basistes » ; éviter de classer ceux qui ont été manipulés, par manque de formation, voire d'information, avec les gauchistes. » (Extraits d'une lettre de R. Decaillon, responsable à l'organisation, du 18/11, au nom de la Confédération.)

Tout commentaire paraît superflu.

BRANCHE TRANSPORTS
PSU ■

d'autres conflits

● **SONACOTRA** : Autour de la grève des foyers SONACOTRA, c'est le silence. Pourtant, la grève continue dans 26 foyers. Les délégués des comités de résidents, formant le comité de coordination, se réunissent chaque semaine.

Après les expulsions, les menaces policières, les intimidations, les non-renouvellements des cartes de séjour, la fermeture des chambres, une nouvelle forme de répression est envisagée par le pouvoir et la SONACOTRA : les saisies-arrêts sur salaire. Tous les résidents grévistes ont reçu ou vont recevoir des convocations devant les tribunaux d'instance pour saisies-arrêts. Ils s'apprêtent à y résister.

● **FPA** : Dix stagiaires du centre de FPA de Montauban, dont six chargés de famille (vingt-quatre personnes concernées) sont mis à la rue le 6 décembre 76, sans aucun droit au chômage pour la plupart, et sont vidés par les flics parce qu'ils n'acceptaient pas leur renvoi. Parce qu'il y a un mois et demi, ils ont osé s'opposer à la direction au sujet du renvoi d'un de leur collègue, et, qu'ayant échoué dans ce mouvement de solidarité, le directeur s'est acharné sur eux.

Il n'existe plus, dans les centres

AFFA, aucun des droits des travailleurs obtenus à l'origine par les syndicats (droit d'expression, droit syndical). L'AFFA créé après-guerre grâce aux luttes syndicales pour que les travailleurs puissent acquérir une formation professionnelle et être reclassés dans les meilleures conditions, retombe de plus en plus aux mains du patronat avec la complicité de l'administration.

D'autres stagiaires se sont fait renvoyer pour des motifs souvent futiles. Isolés, ils n'ont rien pu faire. Ils sont dix, décidés à faire en sorte que tout le monde soit informé des conditions de vie et de travail dans les AFFA.

Envoyez toutes informations à : GL, 26, rue de la Mairie, 82000 MONTAUBAN.

● **OS DE LA NEIGE** : Les OS de la neige chargés des remontées mécaniques des stations de sports d'hiver sont en colère. Ils ont fait grève le jeudi 30 décembre à l'appel du syndicat CFDT (majoritaire), la durée des arrêts de travail renouvelables étant laissée à l'initiative des militants de base.

Ils sont 8 000 environ employés par 700 entreprises, répartis dans les quelque 210 stations françaises de montagne pour faire fonctionner les engins : téléphériques, téléskis, etc.

Ils réclament des négociations sur leurs principales revendications et notamment : la révision des coefficients, pour l'établissement d'une grille unique, du manœuvre au cadre, reconnaissant la qualification de chaque travailleur ; la fixation d'un salaire minimum de 2 000 francs pour 173 h 33 à l'emploi le moins rémunéré ; la généralisation du 13^e mois ; la diminution du temps de travail, sans perte de salaire ; la garantie de l'emploi pour tous, y compris les travailleurs saisonniers.

● **BUREAUX D'ETUDES** : L'assemblée générale du personnel de Cap-/Gemini/Sogeti (bureaux d'études), à la suite du refus de la direction générale de négocier sur le maintien du pouvoir d'achat en décembre, une centaine de membres du personnel parisien représentant 35 contrats et des travailleurs de quelques contrats de province, se sont mis en grève le mercredi 22 décembre, afin d'obtenir : la suppression des « augmentations nulles » (régression du pouvoir d'achat) et un minimum d'augmentation de 250 F pour tous (maintien du pouvoir d'achat pour le 2^e semestre 1976).

Les grévistes ont tenu un certain nombre d'occupations ponctuelles des locaux et contacté les PDG des sociétés C/S Logiciel, C/S systèmes et C/S gestion pour qu'ils intervien-

nent auprès de la Direction générale du groupe dans le but d'obtenir une entrevue. Elle fut refusée et devant un nouveau refus de satisfaire les revendications posées, l'assemblée générale des grévistes, à l'unanimité, a reconduit un préavis de grève pour le mercredi 5 janvier 1977.

● **INED** : A l'appel des sections syndicales CFDT et CGT, le personnel de l'Institut national d'études démographiques et du CEE, organismes sous tutelle du ministère du Travail, a fait grève le 29 décembre 1976 contre des menaces directes ou indirectes de licenciement. Ces menaces sont aujourd'hui la manifestation la plus grave d'un contexte général d'arbitraire et d'autoritarisme : mise au pas du personnel par un chantage quotidien à l'emploi et à la déqualification.

Contre les avis de la commission paritaire, la direction entend refuser systématiquement un avancement normal aux chercheurs. Elle repousse par des manœuvres déléatoires la mise en place d'un statut pour le personnel administratif et technique.

Ici, comme ailleurs, le Plan Barre est avant tout prétexte à revenir sur les acquis et les promesses. De plus, en détournant l'INED et la CEE de leur mission de service public, il s'agit pour le pouvoir en place d'en faire des instruments de sa politique démographique.

fermeture aux Lilas ?

La maternité des Lilas, créée, il y a douze ans, à l'initiative d'une association « Naissance », présidée par Madame de Charnière, destinée à promouvoir l'accouchement sans douleur et qui a peu à peu élargi son action à l'accueil de l'enfant sans violence, est actuellement menacée de fermeture.

Malgré son fonctionnement à temps plein (taux d'occupation de 78,33 % en 73, 78,22 % en 1974, 81,5 % en 1975 ; 600 femmes sont inscrites jusqu'en juin 77, la maternité est en perpétuel déficit comblé en partie jusqu'à présent par Mme de Charnière. Il atteint actuellement 800 000 F. Le 9 décembre, le conseil d'administration a démissionné et un administrateur judiciaire a été nommé. Il menace de déposer le bilan. Ce déficit est dû essentiellement à un prix de journée très bas (160 F) alors qu'il est de 629 F à l'AP.

La fermeture des Lilas entraînerait le licenciement de 40 salariés déjà payés de moitié en décembre et sans garantie de salaire pour janvier. Les 600 femmes inscrites se verraient dans l'obligation d'accoucher dans des conditions qu'elles n'ont pas choisies. On risque d'aboutir à la disparition d'un lieu, le seul dans la région parisienne, où les femmes ne sont pas considérées comme des objets de soins et où elles ont la possibilité de vivre et de participer à part entière à la grossesse et à la naissance de l'enfant.

accouchement n'est pas maladie

Dans cette société de négation de l'individu, où les femmes ne sont reconnues que comme procréatrices, le corps médical les dépossède de leur corps et fait de la grossesse et de l'accouchement un acte technique, hypermédicalisé, où les désirs, les angoisses, les peurs des femmes ne sont pas pris en compte. L'enfant est vécu uniquement comme une somme d'organes (cœurs, poumons) et non comme un être sensible percevant au même titre que nous les agressions extérieures (la lumière, le bruit, etc.), la tendresse. « Plus il crie, plus il gesticule, mieux il se porte » !

Aux Lilas, la grossesse et l'accouchement ne sont pas une maladie. La préparation à l'accouchement et à la naissance permet aux femmes de discuter, d'être écoutées, de s'exprimer, d'essayer de se réapproprier leur corps, d'assumer avec le père et les amis, la naissance de l'enfant, de considérer le personnel médical et paramédical non comme des détenteurs du pouvoir, mais comme des

individus leur permettant de mieux vivre et comprendre la grossesse.

Les femmes ont la possibilité d'accueillir l'enfant sans violence, comme elles le désirent, dans le calme, la douceur, et d'établir immédiatement une relation avec lui.

Cette « méthode » empreinte des travaux de Leboyer n'est pas une

Il faut faire signer partout où c'est possible la pétition ci-dessous.

A l'heure actuelle, la Maternité des Lilas (14, rue du Coq-Français, Les Lilas 93) est, avec l'équipe qui l'anime, un des seuls lieux dans la région parisienne où nous, usagers, nous nous sentons respectés et responsables. En venant ici, nous avons opté :

— pour, outre l'accouchement sans douleur, une **naissance sans violence** ; pour la participation active du couple à l'accouchement ; pour le respect du libre choix de la maternité, que ce soit par les pratiques de la contraception et de l'avortement ou par les possibilités d'assumer une naissance désirée.

C'est pourquoi nous protestons contre les menaces de fermeture de la maternité, fermeture d'autant plus injustifiée que la maternité tourne à plein et refuse même du monde.

De plus 600 femmes sont inscrites jusqu'en juin et vivent dans l'anxiété de cette fermeture. Nous nous déclarons solidaires du personnel de la maternité menacé de licenciement et des revendications qu'il présente. **A renvoyer à la Maternité.**

« recette » pour mieux accoucher mais pour une prise en charge par la femme de ce moment important pour elle. Cette situation privilégiée aux Lilas est permise par le travail de l'ensemble du personnel (de la femme de service au médecin) qui tente d'avoir une pratique et des relations différentes de celles des

équipes des autres maternités et institutions de soins

l'image de marque...

Mais ici comme dans tous les hôpitaux et cliniques, le personnel doit s'affronter à la politique de santé gouvernementale et au pouvoir médical. Les travailleurs de la clinique ont aussi à lutter : pour une amélioration des conditions de travail par l'augmentation des effectifs ; une meilleure répartition des tâches ; l'attribution de la prime de service à tous ; une utilisation des fonds « formation professionnelle » en faveur du personnel ; le paiement des rappels : l'administration doit toujours 16 millions d'AF au personnel (salaires, primes) ; contre les rapports hiérarchiques, de savoir, de pouvoir.

La disponibilité du personnel, qui a choisi de travailler dans cette maternité, est utilisée pour soigner « l'image de marque » de l'établissement. Il n'est pas rare que le personnel fasse de nombreuses heures supplémentaires pour être à l'écoute et au service des femmes.

Pour sauvegarder leur outil de travail, ils réclament aujourd'hui un statut d'hôpital privé à but non lucratif et une convention avec le secteur public permettant l'augmentation du prix de journée, d'exercer un contrôle sur la gestion et de participer aux décisions, de poursuivre leur pratique d'accouchement différente.

Outre le fonctionnement démocratique de cette lutte par des AG hebdomadaires du personnel, une permanence journalière d'un membre du personnel à la maternité favorise le développement de l'information. Le personnel ressent comme indispensable et nécessaire la liaison avec les usagers. Ceux-ci se sont constitués en comité dont les objectifs principaux sont d'empêcher les licenciements, de populariser la lutte et la pratique des Lilas et d'informer le public pour que cette pratique puisse être généralisée et accessible à toutes celles qui le désirent.

La lutte des Lilas ne doit pas rester isolée, mais permettre que soit posée dans l'ensemble des établissements de soins et d'hospitalisation la problématique d'une autre pratique médicale et d'une autre maternité.



Photo vendue au profit de la lutte des travailleurs et usagers de la maternité des Lilas. 10 F minimum. Maternité des Lilas, 14, rue du Coq-Français, 93260 Les Lilas.

M. CHAUSSON
S. GAUMERE ■



Photo AFP

les manipulations génétiques : future arme dangereuse

L'explosion technologique qui caractérise l'hégémonie capitaliste sur la production, a mis en jeu l'exploitation des sources d'énergies naturelles.

Puis il a fallu leur substituer petit à petit des sources complémentaires : l'énergie nucléaire, les matières plastiques et autres produits de synthèse divers.

Un seul domaine restait inviolé et réfractaire aux appétits de notre économie : les êtres vivants eux-mêmes, immuables à l'échelle historique du capitalisme industriel. Depuis 1975, nous sommes entrés de ce point de vue dans une ère nouvelle. Il est techniquement possible de prélever un gène appartenant à un organisme A et de l'inclure dans un chromosome appartenant à un organisme B. Le but de cette opération est, bien entendu, de conférer à B des propriétés nouvelles qui resteront acquises à sa descendance.

Bien sûr, les recherches n'en sont qu'à leur début et l'on ne sait que dans des cas très particuliers obtenir l'expression de gène transplanté, c'est-à-dire conférer à l'hôte B une propriété nouvelle.

Les applications de cette chirurgie génétique permettront, sans doute, de faire synthétiser par une bactérie commune : le colibacille, des protéines que l'on voudrait avoir en grandes quantités comme l'insuline humaine.

On peut aussi réaliser des vaccins de type nouveau, mieux tolérés et moins coûteux. En allant plus loin, on cherchera à modifier les végétaux en leur permettant de fixer l'azote de l'air. On peut penser également résoudre les problèmes énergétiques en améliorant le rendement de la photosynthèse. On peut, bien entendu, créer des armes nouvelles en fabriquant des microbes résistant à tous les antibiotiques connus, sauf de ceux qui les emploieront.

Enfin, on peut songer à transformer l'homme lui-même, d'abord dans le louable souci d'éliminer des tares génétiques comme l'hémophilie, mais aussi pour adapter l'homme à un environnement et à des conditions de vie particulières. Songeons, par exemple, à ce qu'un état raciste pourrait entreprendre dans ce sens pour résoudre des problèmes sociaux ou nationaux.

Pour le moment, les manipulations génétiques sont donc pour notre société en crise, malade du progrès, la promesse d'un nouvel Eldorado, d'un ballon d'oxygène permettant de réaliser de nouveaux profits.

Mais en dehors de l'aspect directement politique du problème qui consiste dans le fait que les puissants le seront davantage puisqu'ils pourront agir sur les êtres vivants, nous sommes confrontés dans l'immédiat aux dangers potentiels extrêmement sérieux de ces manipulations génétiques,

dangers qui ne pourront que croître avec le passage aux applications.

Le seul système de bactérie — l'hôte utilisable actuellement est le colibacille, habitant bien connu de l'appareil digestif et de la cavité nasale des mammifères.

A moins de posséder un gène purifié de donneur obtenu par d'autres moyens, on ne sait jamais exactement ce que l'on introduit dans le colibacille, car c'est en cultivant la bactérie transformée que l'on sélectionne les différentes espèces obtenues en ne conservant que celles qui présentent un intérêt.

On risque dans ces conditions, de fabriquer des colibacilles pathogènes, ne fut-ce que par erreur. Le fait qu'il ne sera pas possible de vacciner à l'avance le personnel contre ce « nouveau » microbe, contrairement à ce qui se fait dans les laboratoires qui préparent des vaccins.

Aussi ou un système de précautions a été proposé pour permettre aux recherches de se poursuivre. Ces précautions visent d'une part à empêcher la dissémination des cultures, d'autre part à les rendre incapables de se reproduire à l'extérieur du laboratoire. On n'a pas encore trouvé de moyen pour les rendre impropres à la survie dans l'organisme des manipulateurs, pendant un temps suffisamment court pour empêcher la contamination des colibacilles natifs. A l'heure actuelle aucun des systèmes de sécurité proposé n'est absolu, mais procure une garantie raisonnable d'empêcher la dissémination si les normes sont scrupuleusement respectées. Or, comment sont classés les projets ? Qui est censé vérifier que les recommandations sont suivies ?

En France, deux commissions entièrement nommées par la Délégation générale à la recherche scientifique et technique (DGRST), organisme interministériel dépendant du Premier ministre, constituées d'experts des disciplines concernées sont chargées d'effectuer un contrôle préalable.

Il n'existe aucune obligation légale de soumettre un projet au contrôle préalable avant exécution. Seuls les organismes publics s'y astreignent par une convention signée avec la DGRST. Le contrôle en cours d'exécution est laissé au soin de commissions locales qui n'existent pas toujours et qui ne sont pas directement informées de l'existence et de la

teneur des projets. Ces commissions locales sont paritaires, comprennent des représentants syndicaux et leur efficacité dépend de la vigueur et de la solidité de l'implantation syndicale dans le laboratoire considéré. D'où le risque d'avoir de « bons » laboratoires, ou des « mauvais » suivant le point de vue qu'on adopte.

Outre le fait que la possibilité pratique du contrôle sur le plan local n'a pas été prouvée (il n'est pas agréable pour des militants syndicaux d'un laboratoire donné d'avoir à fliquer des collègues), de multiples facteurs peuvent expliquer le non-respect des normes de sécurité :

— l'appréciation du risque est quelque peu subjective dans l'état des connaissances et le manipulateur peut se sentir gêné par les précautions à prendre. De plus il peut souhaiter une certaine discrétion quant à ses travaux pour limiter la concurrence ;

— des problèmes budgétaires peuvent jouer sur la qualité technique des installations ;

— enfin, l'absence de véritable législation fait que les responsables scientifiques courent peu de risques du point de vue pénal en cas d'accident.

Au niveau même de la commission technique de la DGRST un certain laxisme peut se produire : il peut être délicat de gêner le travail d'un collègue, surtout si celui-ci est membre de la commission de contrôle (cf la motion du SNCS).

En dernier lieu, il faut savoir que la plupart des laboratoires ont un personnel partiellement hébergé ou même hors-statut (plus sensible aux pressions qui peuvent être exercées). Ce personnel n'est pas représenté, en général, par les commissions d'hygiène et de sécurité. C'est le cas des chercheurs du CNRS à l'Institut Pasteur ou des enseignants de faculté au CNRS.

En résumé, une grosse partie est

en train de se jouer à l'Institut Pasteur et à l'Institut de biologie moléculaire de Paris VII^e (laboratoires à risque élevé) sans parler de tous les laboratoires à bas risques qui commencent à proliférer.

Ce qui se passe dans ces laboratoires aura des conséquences imprévisibles sur le développement futur de notre société, tandis qu'il apparaît de manière évidente (cf la motion du SNCS) que les chercheurs conscients ont les plus grandes difficultés à maîtriser les problèmes de sécurité sur le plan institutionnel.

Les syndicats sont en fait le seul moyen de contrôle réel et ce n'est pas normal sachant que leurs moyens d'action et de pression sont limités. Ne parlons pas du contrôle de l'utilisation future des résultats des recherches : il n'existe aucune instance exécutive en France capable de soumettre une fabrication industrielle à un examen préalable.

Il apparaît donc que seule une intervention de forces politiques et syndicales extérieures au milieu scientifique lui-même est susceptible de briser cet écheveau de complaisance et d'irresponsabilité calculées, qui permet au gouvernement, tant en finançant et en orientant les recherches, de laisser la responsabilité (1) des risques aux exécutants, auteurs des projets de recherche qui n'ont d'autre ambition, comme le leur commande la société et l'idéologie de leur milieu que de faire de la « bonne recherche ».

Charles ZELWER,
militant du SNCS FEN
(tendance révolutionnaire) ■

(1) L'article 8 de la convention REG 76 B, parue au Bulletin officiel de l'Education nationale, n° 39, annexée à la circulaire n° 76-U-113 stipule : les projets sont exécutés sous la responsabilité exclusive des parties qui en ont pris l'initiative.

communiqué public du conseil syndical du SNCS-FEN

Le conseil syndical du SNCS a appris que la commission technique de la DGRST a eu au cours de sa séance du 7/9/76 à discuter des recherches entreprises par un de ses membres.

Le rapporteur de la commission a fait remarquer que les recherches de ce chercheur avaient dévié de leur objectif initial sans que la commission en ait été informée et que le niveau de risque qui était primitivement P3 devait être maintenant considéré comme P4, c'est-à-dire interdit dans le type de locaux où se déroulaient les recherches à l'Institut Pasteur. Nous précisons que P4 signifie des précautions très spéciales inexistantes actuellement en France.

La commission DGRST n'a pas voté à l'issue du rapport demandant les modifications de classement (P3 en P4). La commission locale d'Hygiène et de Sécurité n'a pas été informée officiellement de quelque manière que ce soit.

Nous avons appris depuis que le rapporteur de ce projet (virologue de spécialité) a démissionné de la commission, que celle-ci s'est réunie une nouvelle fois et a décidé de maintenir ledit travail en classification P3.

Le SNCS s'interroge au sujet des fluctuations de jugement de la commission et renouvelle à ce propos les objections de principe qu'il a formulées quant au fonctionnement de cette commission qui se devait d'agir de façon responsable dans l'intérêt de la sécurité du personnel et de la population tout entière.

Cet incident confirme le bien-fondé de la position du SNCS qui demandait le remplacement de l'actuelle commission technique de la DGRST (qui est à la fois juge et partie) par une commission paritaire, comprenant des représentants syndicaux à égalité, et compétente au niveau ministériel.

Dans l'immédiat le SNCS demande que cette commission admette en son sein, des observateurs syndicaux et demande que les rapports de la commission DGRST soient transmis aux commissions locales d'Hygiène et de Sécurité. ■

les exclus de l'intérieur

sexualité, avortement contraception 77

Pour beaucoup de camarades, la lutte pour l'avortement et la contraception est une affaire classée depuis le vote de la loi Veil de janvier 75. Il n'en est rien pour deux raisons simples : cette loi est très insuffisante comme nous l'avons souvent dit, mais surtout, elle n'est pas appliquée comme le démontrent les enquêtes récentes du MLAC et du Planning. Où en sont ces deux mouvements de masse en 77 ?

Après la loi Veil de janvier 75, le MLAC connaît une démobilisation importante de la part de ses militants. Beaucoup de militantes femmes rejoignent les groupes femmes déjà existants, en créant de nouveaux. La pratique de l'avortement clandestin, très prenante, avait peu à peu évacuée toute possibilité de réflexion. Après un certain activisme des comités MLAC, les groupes femmes offraient un cadre de discussion, de réflexion indispensable. Le MLAC, lui, n'apparaît plus qu'à l'occasion d'actions ponctuelles de soutien (cf. affaire d'Aix). Allait-on enterrer définitivement la hache de guerre ? Non, car la prolifération étonnante des groupes femmes dans tout le pays permet d'envisager une nouvelle offensive sur ce terrain.

C'est ainsi qu'au printemps 76, la coordination des groupes femmes parisiens propose à l'ensemble du mouvement des femmes la reprise de la lutte considérant que celle-ci les concerne prioritairement. Cependant des divergences apparaissent. Certains groupes, dont « Femmes en lutte », proposent de reprendre le sigle « MLAC » et d'y adjoindre « groupes femmes ». D'autres proposent une simple coordination nationale sur ce thème, en liaison avec des associations mixtes. On ne parvient pas à un accord. Il y aura deux campagnes.

là ou l'on reparle du planning

Du nouveau cependant. Au cours de la dernière Assemblée nationale, des groupes femmes, des militantes de groupes femmes d'entreprises prennent la parole pour rappeler l'existence du Planning familial. Dans le texte qu'elles distribuent elles insistent sur la « capacité du Planning, par le réseau serré de ses permanences, centres, commissions initiatives, et par son implantation de longue date, à toucher les catégories de femmes les plus exploitées et la possibilité incontestable qu'il offre, au-delà de la « solution ponctuelle » à un problème. Elles soulignent l'importance du secteur Entreprise du Planning qui se donne comme but d'enclencher une lutte et une prise en charge par les travailleurs et les travailleuses des problèmes d'avortement et de contraception, de la sexualité, beaucoup

plus que de jouer un rôle de « service » dans l'entreprise.

Le dernier congrès du Planning en 75 retenait entre autres les résolutions suivantes :

— que le secteur entreprise reste prioritaire pour le mouvement ;

— que les axes de lutte soient fonction d'une analyse politique. Le congrès se prononce pour un projet de société socialiste en rupture avec le système capitaliste ;

— privilégier l'accueil collectif pour faire prendre conscience aux gens de la dimension sociale de leurs problèmes individuels.

un travail complémentaire

C'est notamment cette dimension collective que peuvent apporter les groupes femmes (campagne, débat public). On peut considérer l'action des groupes femmes et du Planning comme complémentaire : les groupes femmes renforçant la dimension collective et la possibilité de contrôle sur les centres d'orthogénie, etc. Le Planning apportant son assise



Photo Lebrun

dans les entreprises et dans les quartiers dotés de centres. Un travail complémentaire donc, qui est déjà action commune en Provence notamment.

L'évolution du Planning, l'affermissement de ses positions anticapitalistes et le développement en son sein d'une prise de conscience fémi-

niste est un processus en cours qui risque d'autant plus de s'arrêter en chemin que nous l'aurons traité avec une superbe ignorance. Il ne s'agit pas bien sûr pour les groupes femmes d'investir massivement le Planning mais de travailler avec ses militantes.

Gabrielle CHAMSON ■

attentat au local du MLAC

Dans la nuit du 24 décembre, a eu lieu un attentat contre le local du MLAC, le détruisant totalement. Nous dénonçons cet acte odieux qui illustre bien jusqu'où sont prêts à aller ceux qui refusent aux femmes le droit de disposer de leur corps et de décider elles-mêmes d'avoir ou non un enfant.

Il ne peut s'agir que d'un attentat fasciste dirigé contre le MLAC, qui s'inscrit dans la suite des attentats contre les locaux politiques et syndicaux.

Face aux carences de la loi Veil, et à sa non application, le MLAC et les groupes femmes viennent de lancer une vaste campagne pour l'ouverture et le contrôle par les femmes de centres d'orthogénie et d'interruption volontaire de grossesse.

Ce lâche attentat ne fait que nous renforcer dans notre détermination de lutter pour l'avortement et la contraception libres et remboursés par la sécurité sociale.

Collectif MLAC ■

des femmes du Québec éditent :

histoires vraies de tous les jours

Montréal, éd. du Remue-Ménage, 1976, 104 pages, 25 F.

Des histoires à raconter aux enfants, pour leur faire découvrir la vie telle qu'elle est, sans illusions. Quelques exemples : — Maman travaille dans la robe ; — Une histoire qu'on n'apprend pas à l'école ; — Le sexe faible. ■

la vie d'une femme avec un alcoolique

De France Roy

Montréal, éd. du Remue-Ménage, 1976, 118 pages, 15 F.

L'alcoolisme, disent les femmes du Québec, n'est pas une maladie mais un palliatif à l'exploitation que la majorité subit. Pour les épouses, les filles, les sœurs, les mères et les

compagnons d'alcooliques, il est inutile de cacher l'alcoolisme et ses effets, cela ne fait que renforcer le sentiment de culpabilité ou d'irresponsabilité des alcooliques, et empêcher que se développe la solidarité entre ceux qui veulent changer la situation.

La lutte contre l'alcoolisme s'insère dans la lutte des femmes contre leur exploitation, et c'est la lutte contre ce qui nous abrute, ce qui nous empêche de nous battre. Au Québec seulement, on estime qu'il y a 125 000 alcooliques. L'alcoolisme y est réalité quotidienne. ■

môman travaille pas, a trop d'ouvrage !

Présenté par le Théâtre des Cuisines.

(Pour ceux qui ne comprendraient pas le québécois : *Maman ne travaille pas, elle a trop à faire à la maison*).

Une troupe de six militantes québécoises écrivent et interprètent des sketches sur les servitudes du travail ménager dans les milieux populaires. Elles jouent principalement à l'occasion des grèves. Leurs méthodes de travail ressemblent étrangement à celles du Théâtre de l'Aquarium (cf. 75 n° 724). « Le Théâtre des Cuisines, sans mépris et sans fausse pitié, décrit la vie des femmes et notre véritable exploitation : le travail ménager. Notre problème, ce n'est pas, d'abord, qu'on ait fait de nous des poupées, mais des servantes. Notre lutte n'est pas dirigée contre la coquetterie ou contre tous les hommes, mais contre l'exploitation de notre travail, 24 heures sur 24. Des milliers de Québécoises ont vu la pièce et se sont reconnues. »

Montréal, 1976, éd. du Remue-Ménage, 78 pages, 25 F.

TOUS CES LIVRES SONT EN VENTE A LA LIBRAIRIE SYROS, 9, rue Borromée, Paris (XV^e). Joindre votre règlement à la commande. Exclusivité Syros. ■

et pourtant elle tourne...

pour une démocratie libanaise avancée

A la suite des entrevues entre les délégations du PSU et de l'OACL (Organisation d'action communiste au Liban) qui ont vu l'établissement de liens officiels entre nos deux partis, TS publie aujourd'hui une interview de Houssam D., responsable du Comité des relations extérieures de l'OACL. A la suite de la résistance à l'offensive militaire de Damas, les régimes réactionnaires arabes ont pu imposer l'accord de Ryad. Celui-ci a mis fin aux hostilités militaires et ont fait passer au premier plan de la scène la question libanaise.

T.S. : Que pensez-vous de la situation politique au Liban, où en sont les forces de droite ?

Houssam D. : Si l'accord de Ryad a mis fin aux hostilités, nous pensons qu'une fin sérieuse de la guerre est encore lointaine du fait des quatre points suivants :

1. L'écrasante domination militaire des forces syriennes et leur atteinte aux libertés de la presse et à l'action politique.
2. Le refus isolationniste (forces de droite favorables à la partition, NDLR), malgré les discours positifs et souples de toute forme de solution qui

n'aboutirait pas à « la disparition du dernier enfant palestinien au Liban ».

3. L'absence de toute tentative sérieuse, malgré l'accalmie, la formation du nouveau cabinet et la reprise d'une vie relativement normale, pour résoudre les divergences entre les parties au conflit, divergences à l'origine du conflit.

4. La dépendance du conflit libanais et de sa solution au conflit plus vaste arabo-israélien et de sa solution globale qui n'avance que lentement, malgré l'activité fiévreuse de la réaction arabe qui se heurte fortement aux revendications patriotiques dans la libération des territoires arabes occupés en 1967 et dans la

création d'un pouvoir politique palestinien indépendant, sous la direction de l'OLP.

Ces faits rendent donc la solution de la crise libanaise d'autant plus difficile que la droite est elle-même divisée entre ceux qui sont prêts à participer réellement à une solution, un courant extrémiste qui entend lutter jusqu'à l'expulsion du dernier palestinien (Bechir Gemayel) et un courant centriste (Pierre Gemayel) qui essaie de concilier les deux courants précédents en faisant de la « décentralisation politique et administrative » (ou de la fédération) un slogan unifiant tous les partis isolationnistes.

T.S. : Mais une forme fédérative consacrant une certaine autonomie n'est-elle pas un moyen de réponse au problème des nationalités, s'il existe au Liban ?

H.D. : Nous avons toujours été — et nous sommes encore — pour toute hypothèse fédérale quand elle constitue une réponse « patriotique » à une situation déterminée. Nous ne faisons pas face, aujourd'hui, au Liban, à un problème « national » ou « patriotique » entre deux peuples, mais à un « combat réactionnaire » contre tout rôle patriotique libanais et contre une identité nationale déterminée.

La droite, dans son combat, excite le sentiment confessionnel chrétien, le gonfle par un jeu idéologique, pour lui donner un caractère patriotique et national.

De ce point de vue, nous refusons toute forme fédérale libanaise,

convaincus que notre accord renforcerait le fascisme qui, n'ayant pu appliquer son projet initial sur tout le territoire, tenterait de le faire sur une partie, étouffant ainsi tout « épanouissement » que prétend apporter une forme fédérale.

T.S. : Dans ces conditions, les forces de gauche ont-elles une ou plusieurs stratégies ?

H.D. : L'OACL lutte avec le Front progressiste libanais et dans son sein pour une solution intérieure démocratique et équilibrée, barrant la route au fascisme, garantissant la présence de la résistance palestinienne et son rôle politique, militaire et populaire, aboutissant à une démocratie libanaise avancée, par la suppression du confessionnalisme politique, la laïcisation totale, la garantie des activités syndicales, politiques et de presse.

La gauche, pour cela, possède un programme unifié et unificateur dans des circonstances où ses revendications n'ont pas été appliquées, jusqu'à ce que le besoin d'une ou plusieurs stratégies différentes se présente.

T.S. : Comment envisagez-vous la lutte politique dans le cadre d'un nouvel Etat libanais ? Pensez-vous pouvoir conserver des acquis démocratiques ?

H.D. : Il est difficile de donner des réponses précises pour une période future que nous ne pouvons pas déterminer avec précision. La lutte politique dans le cadre d'un nouvel Etat, naturellement de classe, est liée à la naissance de cet Etat, qui est justement empêchée par les projets de partition se présentant sous forme de fédération ou de décentralisation. Ces projets sont une conséquence naturelle de l'incapacité à imposer une terreur fasciste sur tout le territoire. Or, toute solution de la « minorité chrétienne » ne peut se faire à travers la consécration et l'application de la terreur fasciste sur les masses chrétiennes, camouflées par l'intention d'une prétendue « indépendance ».

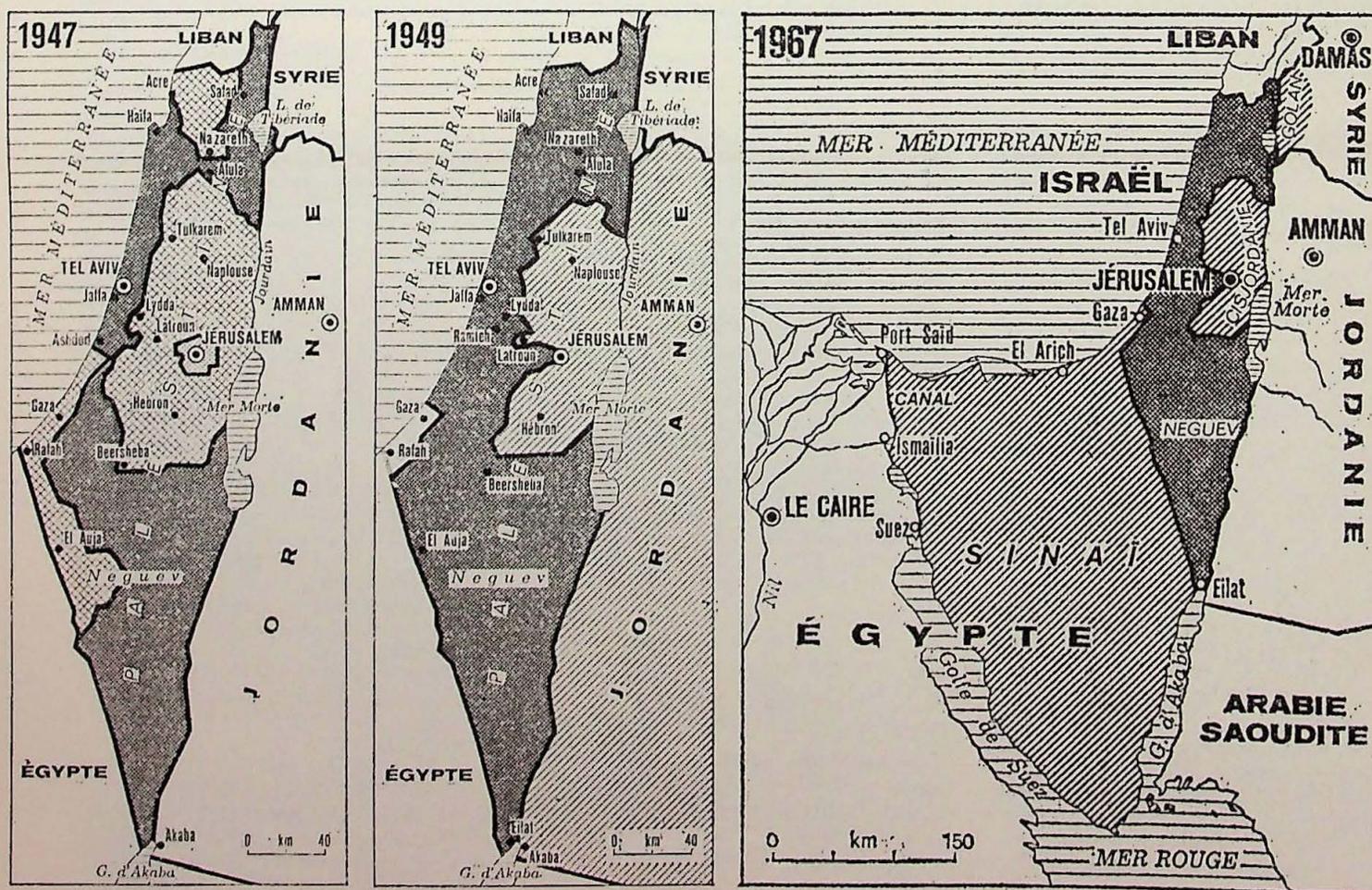
T.S. : Comment voyez-vous la relation entre la gauche arabe et la gauche française dans la perspective de son arrivée au pouvoir ?

H.D. : La gauche arabe est la partie du monde arabe la plus apte à prendre en considération l'importance de l'accès au pouvoir de la gauche française. Mais il ne faut pas oublier que des divergences existent, en particulier sur le conflit arabo-israélien. Certains groupes de la gauche française, notamment le PS, sont encore influencés par le projet sioniste, à cause d'un ancien complexe « européen » qui doit disparaître. Ces difficultés ne nous empêchent pas de trouver des terrains de luttes communs, en particulier contre les projets impérialistes en Méditerranée. Il est certain que les relations établies entre nos deux organisations est un pas précieux qui doit permettre de progresser vers une rencontre plus large entre les organisations de gauche françaises et arabes.

Propos recueillis par
B. RAVENEL et J. JULLIEN ■

la partition de la Palestine

cartes Le Monde



à qui profite le crime ?

À la veille de venir à notre VIII^e congrès à Toulouse, en décembre 1972, Mahmoud Hamchari, représentant de l'OLP en France est grièvement blessé par une bombe. Il meurt un mois après. En 1973 et 1974, deux autres militants palestiniens en France sont, eux aussi, assassinés. Ces trois meurtres sont restés, à ce jour, totalement impunis.

Aujourd'hui, Mahmoud Saleh, ancien dirigeant des étudiants palestiniens, cadre du Fatah, qui a remplacé Mahmoud Hamchari comme représentant de l'OLP, avant la venue de Ezzedine Kalak est tué en pleine rue à Paris, à coups de revolver.

Deux questions : le crime restera-t-il, cette fois-ci, encore impuni ? A qui profite le crime ? Sinon aux bellicistes d'Israël bien décidés à empêcher par tous les moyens toute reconnaissance de la légitimité du combat palestinien ? Ne survient-il pas au moment où précisément à Paris s'était manifesté un certain déblocage du rôle d'une fraction de l'opinion israélienne pour prendre en compte le fait national palestinien ?

Qui aujourd'hui a intérêt à bloquer tout processus tendant à reconnaître les droits nationaux du peuple palestinien ? Qui donc sinon le gouvernement israélien, lui-même, qui veut retarder au maximum l'échéance ?

Le PSU s'incline devant la mort de notre camarade palestinien et assure l'OLP de toute sa solidarité militante.

Bernard RAVENEL ■



dernière minute

un prince au-dessous des lois

Qu'un ministre d'Etat travestisse plus que de raison la vérité n'étonne plus grand monde même si la morale politique n'y trouve point son compte.

En douze jours, M. Poniatowski a au moins menti trois fois dans l'affaire de Broglie : le 29 décembre 1976 en déclarant que le « coup de filet était complet » ; le 7 janvier 1977 en niant avoir « jamais violé le secret

de l'instruction », le même jour en affirmant n'avoir « jamais cité de noms ».

Soit, le filet du ministre est rempli de hareng saur ; il y manque les poissons pilotes. Trop de monde est passé au travers d'un filet à mailles sélectives. A moins que les agressions dont l'administrateur de la « Reine Pédauque » et un journaliste d'ex-

trême droite ont été les victimes ne soient de simples coïncidences. A moins que le cambriolage du château des de Broglie ne soit une curieuse et supplémentaire coïncidence : premier mensonge.

Quant aux noms, M. Poniatowski a au moins cité ceux de « de Varga » - « Hirsch » : deuxième mensonge. Enfin, de ce fait, M. Poniatowski a

violé l'article 11 du Code de procédure pénale, infraction prévue et punie par l'article 376 du Code pénal : troisième mensonge.

Qu'un ministre d'Etat, frappé de logorrhée, multiplie plus que de raison contradictions et maladresses peut ne concerner que les épigones du « Prince » dont parle Machiavel. Le 7 janvier 1977, M. Poniatowski a donné deux versions contradictoires de l'arrestation d'Abou-Daoud avant de s'imposer un silence qui ne lui est point coutumier. De deux choses l'une, ou le ministre d'Etat a la maîtrise de ses services et il a péché par excès de zèle, ou il a été le jouet d'une DST mal contrôlée et il a péché par défaut de surveillance. En toute hypothèse, il résulte implicitement de l'arrêt rendu le 11 janvier 1977 par la Chambre d'accusation de la Cour d'Appel de Paris que l'incarcération d'Abou-Daoud relève de la forfaiture.

Qu'un ministre d'Etat collectionne les atteintes à l'indépendance de l'autorité judiciaire n'émeut guère que les légistes sourcilleux.

Mais qu'un ministre d'Etat viole sans coup férir en douze jours, à au moins deux reprises, la Constitution et les lois de la République, la démocratie même libérale et avancée n'y trouve plus son compte.

Seul le départ du Gouvernement du ministre d'Etat Michel Poniatowski peut constituer aujourd'hui l'ultime hommage rendu par la vertu à la forfaiture.

TRISSOTIN ■



derniers tangos à Madrid

Nouvel an madrilène. C'est un peu notre 14-Juillet : ça se passe dans la rue ; c'est nocturne et dansant, hâbleur et populaire ; villageois même, avec les bals camouflés des faubourgs de la ville, les poivrots d'onze heures du soir lestés de vin rouge et titubants de solitude, la jubilation des foules accourues à minuit place de la Puerta del Sol : aux douze coups du beffroi, les tambourins se taisent ; chacun gobe gravement les douze « grains de raisin de la chance » sans lesquels il n'est pas de Bonne Année en Espagne. Confettis, serpents, grappes de ballons rouges et jaunes un tantinet marrons, bulles de savon jetées sous les lampions, marchands d'amusettes qui se sauvent quand se profilent les uniformes — pourtant débonnaires ce soir — des policiers chargés de veiller à l'innocence des festivités.

Sait-on jamais ? On dit que, l'an passé, les communistes ont ignoblement abusé de ce soir rituel et lancé des ballons contestataires au nez de la sécurité dont l'horloge, justement, carrillonnait minuit. Et dans le brouhaha de foire qui règne Plaza Mayor, les groupuscules suspects ont beau jeu de mêler aux couplets des bambocheurs quelque slogan subtilement subversif : « l'omelette bien prise, jamais on ne la défait ». Ce qui, en langue anar, doit signifier quelque chose comme : « le peuple, uni, jamais ne sera vaincu ».

Le peuple, uni, jamais... Au petit bal militant de Vallecas, où nous nous retrouvons, on le braille vaillamment entre un rock sans passion et un slow escamoté à la troisième mesure. La libération des mœurs suit d'autres rythmes que la libération politique. Les filles provoquent parce que jamais les gars n'oseront. La sexualité, au bord des interdits moraux, s'arrête aux jeux autorisés, insolents et frustrants de la tentation reconnue et du fantasme mimé. On se frôle, on s'esquive, deux filles rondes à craquer dans leurs blue-jeans uni-sexe se courtisent à distance... Beuglés sur commande, les slogans politiques viennent congrûment rectifier la « ligne » et prévenir, à coups de gueule résolu, tout risque d'épanchement lascif dans cette « surboum » de collégiens corrects. La décence est de rigueur, d'autant que l'éclairage brutal est peu propice aux connivences sexuelles — et qu'il y va de la dignité du parti invitant.

plus futé, moins falot qu'on ne croyait...

Le peuple, uni, jamais ne sera vaincu : « ça ne coûte rien de se raconter des histoires », commente Ramon que l'insomnie rend cynique et le coca-cola lucide. Au côté des minorités militantes ce Nouvel An a le goût mitigé des succès problématiques et des victoires douteuses. Si triomphaliste qu'on se veuille, on ne se blouse pas sur les lendemains politiques de l'Espagne Juan-carliste. Suarez, Premier ministre plus futé,

moins falot qu'on ne l'augurait, contrôle grosso modo la situation. Habile à minoriser l'extrême droite sans faire de cadeaux aux « rouges », à rassurer une opinion plus sensible aux promesses du régime qu'aux exhortations de l'opposition, l'ex-secrétaire de Carrero Blanco pousse en vainqueur les pions de son programme de transition vers une monarchie constitutionnelle pseudo-démocratique dont se satisfiront les classes dominantes espagnoles et le capitalisme international.

pactiser ou mobiliser ?

Pactiser provisoirement ? Mobiliser pour contraindre le pouvoir à aller plus loin ? Entre les deux attitudes, l'opposition hésite, traversée en somme par deux grands courants d'ailleurs mal tranchés : certains jouent, parfois sans trop y croire, le jeu institutionnel, acceptant le terrain défini par le Premier ministre, persuadés que les choses seront plus simples une fois acquis le minimum de liberté qui donnera au mouvement ouvrier au moins le droit d'exister à visage découvert ; de « pacte politique » en « rupture pacifique », de « dialogue ouvert » en « commission de négociation », ceux-là rompent pas à pas — pour mieux se battre plus tard ? Et attendent des jours post-électoraux qu'ils espèrent meilleurs.

D'autres en revanche relèvent que les vrais problèmes se situent ailleurs que dans le champ, miné et compromettant, délimité par Suarez : problèmes de la crise économique, vie chère, chômage croissant, licenciements multipliés ; problèmes de la présence américaine dans la péninsule ibérique ; problèmes du capitalisme libéral et bourgeois, du capitalisme séculaire en somme, qu'à masqué jusqu'alors l'urgence d'abattre la citadelle ébranlée du franquisme. Pour ceux-là, la tentation est grande, sinon de désertir tout à fait, du moins de minorer l'intérêt du terrain institutionnel et de se réserver pour de plus nobles — et plus lointaines — causes.



« Le peuple, uni, jamais... » Justement, relève Javier qui, vers huit heures du matin, somnole sur l'énorme chocolat, épais comme un pudding de Noël, avec lequel on se doit de clôre la nuit blanche du Nouvel An, justement l'unité est un rêve. L'opposition ira en ordre éparpillé à la bataille électorale : PCE et PSOE entendent se compter, quitte à se compter peu nombreux ; d'autres — Parti du travail, ORT — s'obstinent à préconiser des alliances très larges dont la crédibilité s'effondre devant la réalité. Quelques-unes — dont je suis — pensent qu'on ne peut ni nier, ni légitimer les divisions actuelles du mouvement ouvrier espagnol, qu'il y a la longue marche du combat pour l'unité — unité d'action à la base, unité pour la lutte et non pour de méchants compromis entre appareils dirigeants — et qu'elle répond aux aspirations des travailleurs ; mais qu'il y a aussi les échéances immédiates : sans en attendre d'impossibles transformations en profondeur du pays, les consultations électorales sont le moment où changent et se dévoilent les rapports de forces politiques réels d'un pays. On ne peut s'en désintéresser, même si l'on sait la droite gagnante, c'est une question de « rythmes ».

heureux quand même

En ces temps d'espoirs prudents et de désenchantement à peine déguisé qui semble paradoxalement caractériser le climat dans lequel baigne, en ce début d'année, l'opposition espagnole — prudence et désenchantement qui contrastent avec les titres de la presse : « Une année qui vaut

pour 40 ans », titre un hebdomadaire du matin, nous aurons pourtant rencontré un militant heureux : au local désormais avouable du PCE, un long escogriffe maigre doté d'une tête à la Greco, pavoise aux larmes une heure après la libération de Santiago Carrillo. La liberté du vieux leader communiste, c'est presque la législation de son parti. Une victoire véritable, en somme. Mais qui gagne ? Le PCE qui a lâché la veille, dans les avenues « chic » de Madrid, à l'heure du chien et loup, des troupeaux de manifestants vociférants que la police a d'ailleurs tabassés ? Adolfo Suarez qui a, sans nul doute, marchandé la libération de Carrillo contre... contre quoi ? On ne le saura pas.

le nez de Cléopâtre

Qui a gagné ? Le hasard, décide Luis, un tantinet anarchiste. « Le hasard qui fait qu'en la personne de Suarez, un inconnu besogneux est devenu favori du roi et s'est révélé bon calculateur et habile tacticien. Le hasard aussi qui a mené Carrillo à Carabanchel quand Suarez voulait l'expédier, par le premier avion, en exil parisien ; pas d'avion en partance avant le matin suivant — et l'on s'avise alors que le bannissement n'existe pas en droit pénal espagnol. Que faire ? On a fourgué Carrillo en prison, où, par les temps de libéralisation qui courent, il ne pouvait rester longtemps. Le hasard, je vous dis... » Luis agite un long index familial que qui accuse nos mines sceptiques de militants analyseurs : il mijote d'écrire un improbable essai sur le hasard en histoire.

Claude DESLIAT ■

Chers Camarades,

Au nom du Comité du Parti communiste d'Espagne en France, nous tenons à vous exprimer nos plus vifs remerciements pour les marques de solidarité dont vous avez fait preuve à l'égard de notre Parti, et pour la participation active de votre Parti à la campagne pour la libération de notre secrétaire général, Santiago Carrillo, et les sept autres dirigeants de notre Parti.

Leur mise en liberté est une grande victoire obtenue par les forces de l'Opposition démocratique espagnole, par la lutte de notre peuple, mais également par la campagne de protestation et solidarité, massive et efficace, qui a été menée en France et dans le monde entier, campagne qui a été couronnée de succès.

Nous sommes persuadés que cette victoire de la démocratie et de la réconciliation nationale constitue un moment important dans notre lutte pour conquérir la liberté et la légalité de tous les partis politiques sans discrimination.

Nous vous réitérons nos remerciements les plus chaleureux, et nous sommes certains que dans les prochaines étapes de la lutte pour la liberté et l'établissement d'une véritable démocratie en Espagne, nous pourrions compter sur votre appui et votre constante solidarité.

Recevez, chers Camarades, nos salutations les plus fraternelles.

Le secrétariat du PCE en France ■

RFA : l'étouffement progressif des libertés

Nous avons prévu que les résultats des dernières élections amèneraient une montée de la répression en RFA. Ce triste pronostic s'avère exact. La chasse aux « radicaux » s'est intensifiée même si ses modalités ont évolué.

L'aggravation de la répression se caractérise par le fait qu'elle n'est plus seulement une chasse lancée contre des militants isolés, mais aussi une vaste tentative d'intimidation, de pression sur tous les militants de gauche. Cela aboutit à une autocensure particulièrement sensible dans les milieux enseignants et étudiants. Citons quelques exemples éclairants : des étudiants retirent leurs projets de thèse sur la Révolution française ; ce sujet historique est considéré comme subversif ! Ils changent de directeurs de thèse quand ils craignent que la réputation de « gauche » de ceux-ci joue en leur défaveur (c'est le cas des étudiants de W.-D. Narr de l'Université libre de Berlin) ! Des pressions sont exercées sur les étudiants qui collectent des fonds dans un but humanitaire pour le Liban ! Autant d'exemples qui démontrent l'évolution d'un climat de plus en plus oppressant.

l'escalade répressive

A ce phénomène d'autocensure, il faut ajouter d'autres traits nouveaux de la répression en RFA. Ainsi, on peut noter son élargissement au sein de la classe ouvrière. La responsabilité du syndicat DGB, syndicat unique en RFA, est ici très lourde. L'accusation de « militantisme radical » (qui tombe sous le coup des décrets d'incompatibilité) se transforme en accusation de « travail fractionnel » et entraîne alors l'exclusion. Tous les militants qui à la

base « posent des questions » ou s'opposent aux orientations de la bureaucratie syndicale se voient menacés d'exclusion du syndicat. Enfin, on voit apparaître au niveau de chaque région (Lander) une institution centrale chargée du contrôle politique des candidats aux postes publics. L'instauration de cette répression centralisée est nouvelle. Elle vient de survenir à Berlin-Ouest. Jusque-là, chaque administration vérifiait pour son propre compte les dossiers des candidats. Cela permettait à des ministres libéraux de ne pas appliquer les berufsverbote (décret interdisant aux fonctionnaires soupçonnés d'activités subversives ou communistes de travailler) dans leur département ministériel (cas du ministre de la Justice berlinois, Bauman). Désormais, ceci ne sera plus possible. Cette commission centrale est la matérialisation d'une instance administrative chargée d'appliquer les berufsverbote. Ce pas dans l'escalade répressive s'étendra certainement à l'ensemble des lander.

Cet ensemble de faits témoigne de l'étouffement progressif des libertés en RFA. Les discours d'ailleurs se durcissent et on vient d'assister à des déclarations stupéfiantes de Albrechts (ministre-président de Basse-Saxe), justifiant la torture pour certains interrogatoires ! Des textes, comme celui de l'article 88 a ou du jugement de la Cour suprême de Berlin (10 juin 76), condamnant Wolfgang Lefevre, sont angoissants par leur caractère totalitaire. Dans le premier cas, on inculpe pour des intentions à défaut de faits à incriminer !

Dans le second cas, on remet quasiment en cause la possibilité d'un enseignant d'université d'exercer dans le domaine des sciences politiques ou sociologiques dès qu'il s'écarte de « l'ordre fondamental » tel qu'il est défini dans l'article 5 de la constitution RFA. On croirait lire des passages de Orwell !

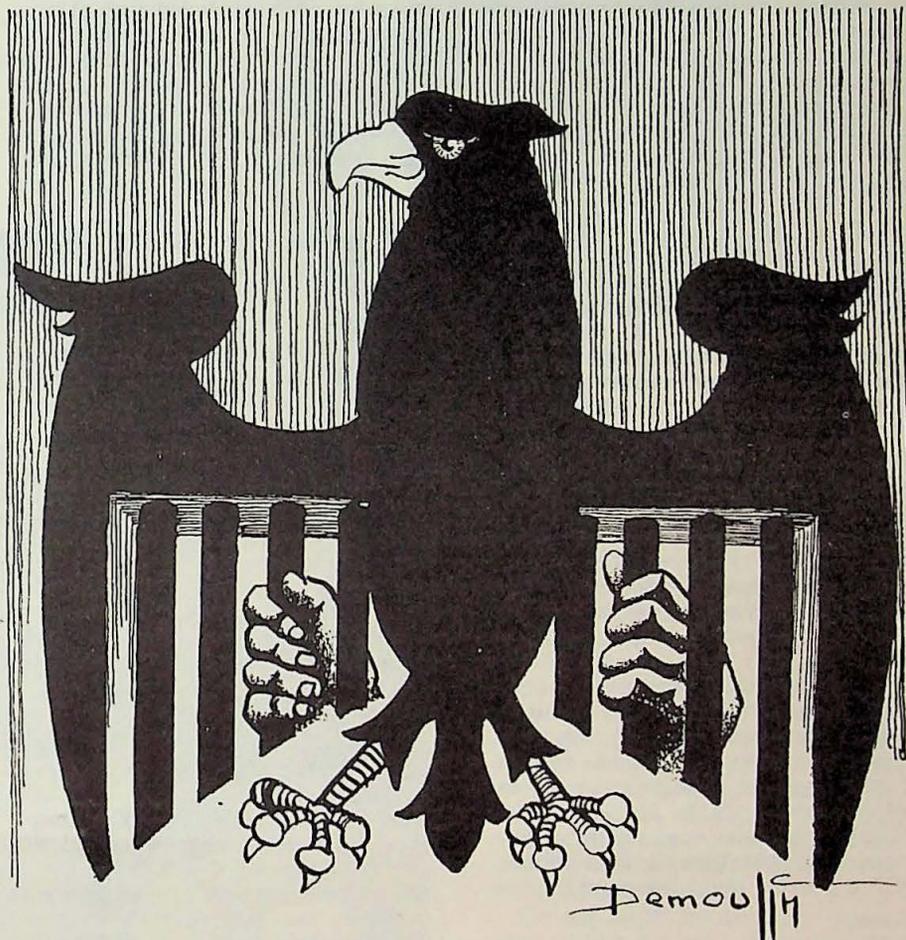
tentative d'intimidation

La dimension de masse de la répression fait qu'elle n'est plus seulement un processus d'épuration de quelques extrémistes, mais surtout une vaste tentative d'intimidation de toute la gauche allemande (y compris au sein du SPD). Devant cette évolution, la mobilisation antirépression

n'est le fait que des forces réduites des organisations de gauche (SB-KB, par exemple), (SB : Bureau socialiste, KB : Alliance communiste) et du DKP (DKP : Parti communiste allemand). Mais le parti communiste allemand garde une attitude très opportuniste et colle tactiquement au SPD. Sa solidarité ne déborde pas vers les victimes de la répression autres que communistes ou SPD de gauche ; en tout cas, celles qui restent dans le cadre de « l'ordre fondamental ».

un signe d'espoir

Toutefois, une récente manifestation à Berlin, le 1^{er} décembre 1976, a réuni 20 000 personnes contre la répression ; ceci ne s'était pas vu



apparaît encore partielle et très atomisée. Dans les syndicats, le débat sur la répression n'est que peu entamé, mais déjà des branches comme les banques et le commerce ou la branche service public se sont prononcées contre les berufsverbote. Le congrès du syndicat des services publics a vu 1/3 de ses délégués voter une motion contre les décrets d'incompatibilité. A la base des syndicats, des réactions antibureaucratiques apparaissent ; ainsi chez Daimler-Benz, les travailleurs ont réclamé que le temps de parole de l'appareil DGB soit limité dans les assemblées générales afin que les oppositions puissent s'exprimer. Bien sûr, le fonctionnement bureaucratique du DGB empêche que cette résolution de la base se reflète au sommet de l'appareil. La direction du DGB s'en tient à une interprétation légaliste des décrets sur les radicaux.

Hors des syndicats, la mobilisation

dans cette ville depuis les années 1970 ! Ce rassemblement est intéressant, car parmi la vingtaine d'organisations signataires de l'appel, on trouve des organisations de jeunesse et des mouvements étudiants liés aux Jusos, au FDP (parti libéral) et au SEV (parti communiste berlinois), ainsi que des syndicats OTV (Syndicat de la Fonction publique), à côté des forces d'extrême gauche ! Ceci est un élément neuf qui montre un approfondissement de la prise de conscience de la nécessité d'une unité d'action très large dans la lutte contre la politique répressive du pouvoir.

Ce signe d'espoir doit absolument être relayé par des initiatives de soutien international, afin qu'une pression s'exerce sur le gouvernement Schmidt pour l'amener à garantir les libertés et à abolir toutes les mesures discriminatoires en RFA.

Alain CHATAIGNIER ■

PSU documentation

Numéros disponibles

N° 22-23 Sur le mouvement politique de masse	2,00
N° 24-25 La police dans la lutte des classes	2,00
N° 27-28 La crise du système monétaire international	2,00
N° 51 Le recrutement	1,00
N° 52-53-54 Quand les patrons vont à l'école	3,00
N° 56-57 Sionisme et libération palestinienne	4,00
N° 92-93 Une section du PSU à Paris	4,00
N° 94-95 Militer contre le militarisme N° 2	4,00
N° 96-97 Le syndicat de la magistrature	4,00
N° 98-99 Le syndicalisme à l'école	4,00
N° 102 Comités de soldats, droit bourgeois et lutte de classes	2,00
N° 103-104-105 Electronucléaire et développement capitaliste	6,00
N° 106-107 Le PSU, le Parti de l'Autogestion Socialiste	4,00
N° 108-109 Les rapports Partis-Syndicats	4,00
N° 110 Comment battre la droite	2,00

VIENT DE PARAITRE

N° III - Militer à l'Université

Abonnement : 20 F N° F 30,00. A adresser à : EDITIONS SYROS
9, rue Borromée - 75015 PARIS C.C.P. 19 706 28 PARIS

les armes de la critique

L'aveu du sexe

Michel Foucault poursuit son extraordinaire périple dans l'histoire du savoir occidental. Après *L'Histoire de la folie à l'âge classique*, *l'Archéologie du savoir*, *la Naissance de la clinique*, après *la Naissance de la prison*, sous-titre de *Surveiller et punir*, voici une histoire de la sexualité dont *La Volonté de savoir* constitue le premier livre d'une série de six volumes annoncés. Histoire « régionale » qui appartient à la même genèse, (celle du savoir d'une civilisation, l'occidentale, dans son rapport au pouvoir), que les précédentes « histoires ».

Si dans *Les mots et les choses* on assistait à la naissance de l'Homme et de la Vie — ce sont là, nous disait Foucault, des créations relativement récentes, puisque jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, il n'existait pour la pensée occidentale que des êtres vivants et des êtres humains — Foucault nous fait assister maintenant à la naissance de la sexualité au cours des deux derniers siècles, comme promotion du sexe à travers sa mise-en-discours institutionnalisée : lui seul (le sexe) détiendrait, non seulement la vérité du désir et de la jouissance, mais encore la vérité de l'individu tout entier, comme jadis la folie. C'est donc lui qu'il faut faire parler quand on a « la volonté de savoir » ce qu'est l'homme « en vérité », dans le secret de son âme (pour les confesseurs depuis la fin du XVII^e siècle), de son corps (pour l'armée des médecins, psychiatres, psychanalystes, économistes), de ses actes (pour les psychologues, pédagogues, juges, sociologues...).

Quel type de relations entretiennent sexualité et pouvoir ? Est-il si évident que ces relations s'exercent essentiellement sur le mode de l'interdit et de la transgression, de la répression et de la libération ? La sexualité est-elle « par nature » anti-pouvoir et libératrice, le désir porteur d'une énergie révolutionnaire ?

régulariser et normaliser

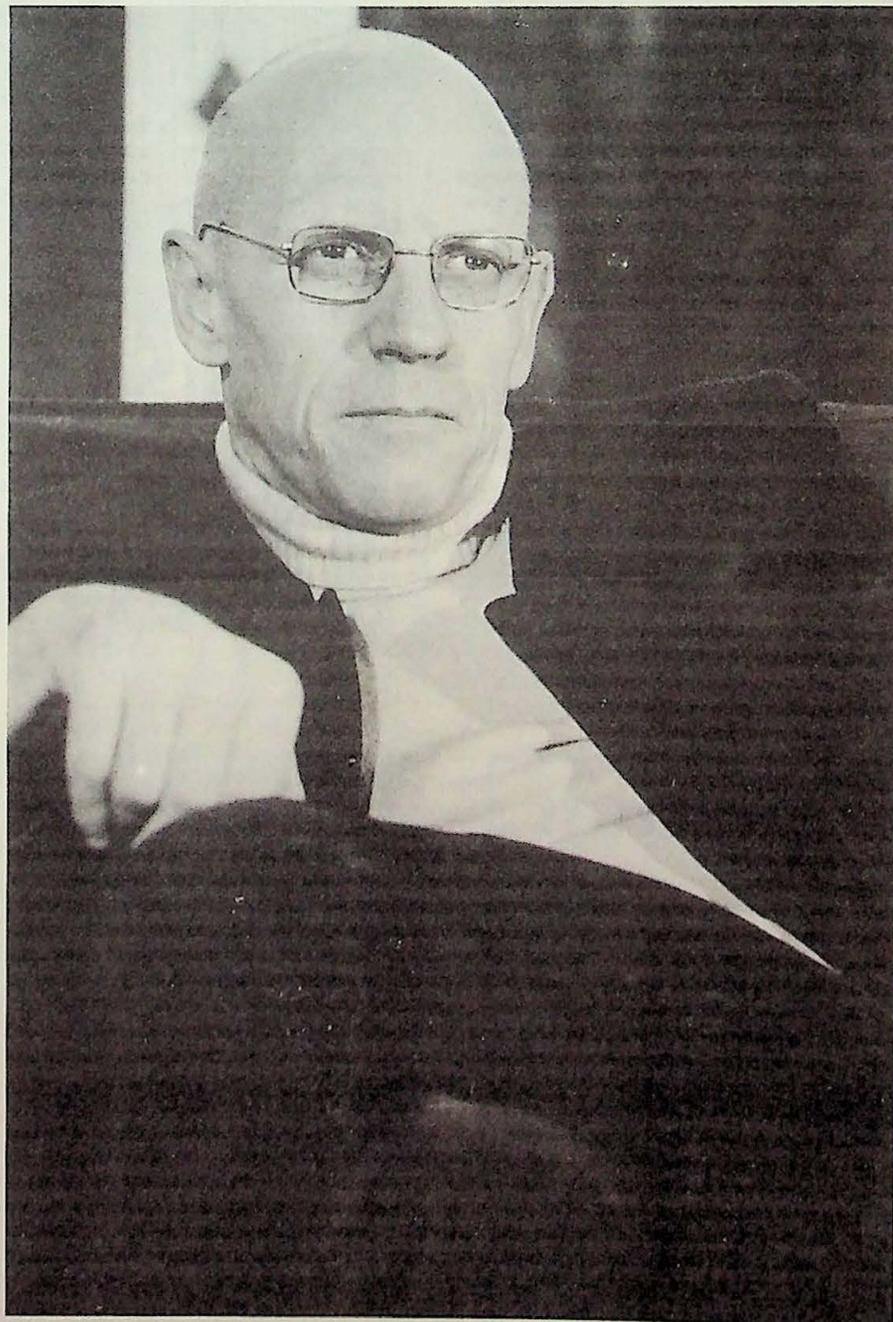
Pour Foucault la question est mal posée. Une nouvelle conception du pouvoir est nécessaire, qui permet de poser différemment son rapport à la sexualité. Oui, le pouvoir peut s'exercer autrement que sur le mode de la loi et de l'interdiction (modèle du droit et de la juridiction qui est une survivance des monarchies). Avec les débuts du capitalisme et jusqu'à l'ère cybernétique que nous connaissons, le pouvoir a pris la forme générale de la gestion et du contrôle. Plutôt que d'interdire (forme grossière d'exercice du pouvoir, qui survit malgré tout), on tend à *régulariser* et à *normaliser* (modèle de la technologie).

Il s'agit d'une stratégie d'aménagement de la vie sous toutes ses formes, dans ses manifestations biologiques

aussi bien que psychologiques et fantasmatiques, individuelles que collectives. Une stratégie qui s'ancre dans les corps vivants et prend l'aspect d'une *médicalisation* et d'une « naturalisation » généralisées. Ce qui, jusqu'à la moitié du XVIII^e siècle, appar-

tenait encore à l'ordre de l'illégalité de la criminalité, encourant alors une condamnation d'ordre pénale, juridique, a été peu à peu médicalisée : la folie, en devenant maladie (de la raison et du corps), ouvrait la porte aux perversions sexuelles (auparavant il n'existait que des crimes contre la loi) comme maladie de la sexualité et de l'être moral, comme crime « contre nature ». Ce qui était simple *infraction* devant la loi est devenue *déviaton* en fonction de normes qui ne tirent plus seulement leur légitimité des lois humaines, mais avant tout d'un ordre naturel que l'on prétend scientifiquement établi et que les individus normaux respectent « naturellement ».

Par la médiation du modèle biologique, les modèles de normalisé sont fondés « en nature » (une nature qui a perdu sa sauvagerie, maîtrisable, soumise à des lois) : médecine, psychologie, psychiatrie, pédagogie, économie-politique... établiront toute une classification, une zoologie, des comportements individuels et collectifs (morales, sexuels, langagiers, sociaux).



Michel Foucault.

Photo J. Robert.

Foucault nous dit : il n'existe pas un pouvoir, mais une multitude de relations de pouvoir (enfants, parents, pédagogues, médecins, ouvriers, patrons, hommes, femmes, etc), à tous les niveaux de l'existence sociale et interindividuelle, et c'est sur la base de cette dissémination des rapports de pouvoir et de leur spécificité que se fonde la stratégie du pouvoir central, des pouvoirs d'Etat. Qui dit stratégie dit, en effet, jeux conflictuels, rapports de forces (entre les classes, les individus, les institutions, les savoirs). Mais Foucault ne nous dit pas ce qui les fait « tenir » ces rapports, ce qui fait justement qu'il y ait rapports, c'est-à-dire relations dynamiques, d'échange et de transformation. Et cela, c'est le langage. Toute stratégie de pouvoir est une stratégie de langages, car les rapports sociaux sont indissociablement matériels et narratifs (2). N'est-ce pas là la « chaîne » ou l'articulation théorique qui permettrait à M. Foucault de véritablement contribuer à l'élaboration d'une nouvelle théorie du pouvoir, empêchant ces rapports de forces, qu'il donne comme constitutif du pouvoir, de « flotter » ?

attention aux inquisiteurs

Dans cette constellation des lieux de pouvoir, la sexualité, le « dispositif de sexualité », joue un rôle privilégié d'étalon universel du plaisir. Les phénomènes de répression et de passage-sous-silence apparaissent alors comme secondaires et tactiques par rapport à une sexualisation généralisée des individus (en particulier, par l'intermédiaire de la famille) qui permet l'uniformisation de leurs corps et de leurs plaisirs : dis-moi quelle est ta sexualité, je te dirai qui tu es. Jamais aucune civilisation n'avait produit autant de discours sur le sexe, ni surtout imposé cette étrange obligation de « tout » en dire (du confessionnal au divan du psychanalyste !). La croyance n'est pas nouvelle que la « libération » du sexe naîtra de la libération de la parole sur le sexe : dans l'aveu de la confession, la parole délivre du sexe-péché ; dans l'aveu au psychologue, la parole délivre du sexe-problème. C'est toujours de guérison qu'il s'agit.

Il existe une terrible culpabilisation, par ceux-là même qui prétendent donner accès à la « libération », des individus « bloqués » : est mise en doute à la fois leur capacité à communiquer et leur capacité à jouir. C'est toujours la normalité qui fait question.

Attention aux inquisiteurs, même à ceux de « bonne volonté » : ils entretiennent l'impérialisme du sexe sur le corps, de la nature sur l'imaginaire. Le plaisir est silence.

Marion LAY ■

(1) Editions Gallimard, coll. Bibliothèque des Histoires, 24 F.

(2) Cf. Marx, L'idéologie allemande, 1^{re} partie, Paris, Ed. Sociales ; J.-P. Faye, *La critique du langage et son économie*, Paris, éd. Gallilée, 1973, 192 p. ; et *Langages totalitaires*, Paris, éd. Hermann, 1977 (réédition février), 784 p.

« le juge Fayard, dit le Shériff » de Yves Boisset

la solitude, seule réponse à la vérité

La France devait être immature, le public non averti, les acteurs peu courageux et les cinéastes non concernés... Toujours est-il qu'il aura fallu attendre le cinéma de Yves Boisset (*L'Attentat ; RAS*) pour qu'enfin l'écran soit adulte.

Boisset est le spécialiste du coup de poing. Ce n'est pas l'homme qui hésite entre une forme de mise en scène et une autre : il n'y va pas de main morte et ne cherche guère à jouer de légèreté. Aujourd'hui encore il nous propose, avec *Le juge Fayard, dit le Shériff*, un cinéma fort et efficace ; un cinéma « d'actualité » où nous pourrions, à notre gré, reconnaître faits et personnages...

Jean-Marie Fayard était un jeune juge gênant. Intègre, buté, fou de Vérité, il avait mis les pieds dans un plat plutôt dangereux : une affaire d'accident du travail où se trouvait, inculpé, un patron d'usine. Alors, les hauts personnages de la Magistrature ont enlevé le dossier des mains de ce jeune homme fougueux.

A la place : une affaire mineure, un

hold-up minable dans une station service. Et tout est parti de là...

A première vue, le dossier n'a l'air de rien ; mais il ne va pas tarder à révéler ses vices cachés. Petit à petit, Fayard se rend compte qu'il a en charge une véritable « bombe ». Le bras qui a matraqué le gardien de nuit n'était pas simplement celui d'un pauvre gangster pour fin de semaine : quelqu'un d'autre a frappé : un personnage que l'on n'aperçoit pas très bien, tant il est haut placé ; un homme au-dessus de tout soupçon, partiquement inattaquable.

Fayard attaquera pourtant.

Curieuse filière que ce chemin nocturne où les truands passent le relais aux proxénètes, aux rescapés de l'OAS, aux directeurs de sociétés véreuses...



Photo X

Fayard, très vite, se retrouve au sommet. Une fois franchie la barrière du SAC (service d'action civique), il

atteint le cœur de l'affaire : un milieu où l'on ne se salue plus en criant « vieux pote ! », mais où l'on se courbe en deux pour dire : « Mon cher Ministre... ».

A travers la montée et la chute du juge Fayard, Yves Boisset ne cherche pas seulement à dénoncer les multiples scandales du Pouvoir et de la Justice ; il désire également analyser la solitude inévitable d'un homme qui réclame la vérité au sein de notre société. Boisset frappe alors fort et juste : abandonné par le Barreau, renié par ses confrères qui ne seront bons qu'à prononcer son éloge funèbre, poussé trop avant par le Syndicat de la magistrature qui se sert de lui, Fayard — petit « shériff » impulsif — voit se refermer sur lui l'étau d'une machination dont tout le monde, finalement, sera complice.

On est tenté, souvent, de rapprocher ce film des grandes réalisations de l'Italie politique ou bien, encore, des analyses américaines du Watergate... En face de ces références, « le Shériff » ne tient pas très bien le coup. Est-ce parce que Boisset préfère le style policier haletant au style analytique ; le rythme à la réflexion froide ? Peut-être... Mais il faut, ici, abandonner les comparaisons et considérer le film tel qu'il nous est livré.

Même avec les imperfections nombreuses du scénario, *Le juge Fayard, dit le Shériff* reste un film très honorable et depuis longtemps attendu.

Bien entendu, lorsqu'on sait que Fayard est surnommé le « shériff » et qu'il a risqué, un jour, d'être muté à Hazebrouck, on se rend compte qu'il n'y a là « aucune ressemblance avec des personnages réels »...

Une fois encore, lorsque la vérité se révèle révolutionnaire, elle se heurte à ses propres limites.

Fabian GASTELLIER ■

colloque Jaurès et la classe ouvrière

Un intéressant colloque, organisé par la Société d'études jaurésiennes, a eu lieu récemment à Paris. Il a été animé, en grande partie, par Madeleine Rebérioux et patronné par Ernest Labrousse. Le sujet, en apparence limité aux rapports de Jaurès, avec la classe ouvrière, a été plus vaste. On a abordé un grand nombre de problèmes qu'avait dû affronter Jaurès dans les années 1885-1914. On est même allé plus loin, en posant des problèmes de cette période, que Jaurès n'a pas eu l'occasion d'examiner.

Un vaste panorama du mouvement ouvrier français a été esquissé, débordant même sur son environnement international. On a entendu plusieurs rapports de très bonne tenue pour la plupart, un débat souvent animé, sans qu'il prenne jamais l'allure de ces discussions feutrées, où l'on évite l'essentiel, qui caractérise parfois les rencontres d'universitaires. Il y avait pourtant beaucoup de professeurs, quelques journalistes et militants et aussi quelques rares témoins.

Madeleine Rebérioux a ouvert le feu en situant, dans son rapport introductif, la problématique générale du colloque. Elle a souligné l'originalité de Jaurès, réformiste, mais non social-démocrate, qui n'a jamais sacrifié, comme Bernstein, le but socialiste aux moyens d'action quotidienne. Elle a traité ensuite de la conception du parti de Jaurès, évolutive et jamais formulée de manière exhaustive ; signalé sa lutte opiniâtre pour l'unité socialiste, pour la liberté d'opinion à l'intérieur du parti, qu'il souhaitait de structure fédérative, largement décentralisé ; sa loyauté à l'égard du parti et de l'Internationale.

Elle a parlé de son respect de l'action directe du prolétariat et de l'indépendance des syndicats, de son désir de réaliser l'alliance avec les classes moyennes, sous l'égide et l'impulsion du prolétariat socialiste. Elle a, semble-t-il, laissé un peu trop dans l'ombre les aspects négatifs du leadership de Jaurès, notamment lors de la crise déclenchée par l'entrée, en 1901, de Millerand au gouvernement de Waldeck-Rousseau (1).

Georges Haupt a analysé la mutation des rapports entre les partis et les syndicats ouvriers au tournant du siècle, il l'a située entre la grande dépression de 1873 et la grande faillite de 1914. Pour lui, la social-démocratie allemande n'a jamais servi de modèle aux autres partis de la II^e Internationale, ce qui paraît contestable. Il a examiné, avec nombre d'exemples, les différentes formes de rapports entre les partis et les syndicats et a conclu en déclarant que les conflits qui les divisaient avaient trouvé leur solution, en 1914, dans l'union sacrée, généralisation un peu hâtive, qu'ont contestée certains participants à la discussion.

Michèle Perrot a présenté l'image

de la classe ouvrière française au début du XIX^e siècle et son évolution. Elle a décrit d'une manière très concrète le mode d'existence et la mentalité des ouvriers manuels, leur conscience d'appartenir à un monde à part, conscience d'identité de classe existentielle, qui ne se traduisait pas toujours par la prise de conscience de classe politique. Un bref débat n'a pas permis d'éclairer les différents niveaux de la conscience de classe du prolétariat et de son adhésion au socialisme.

Nous ne pouvons que signaler les autres rapports, notamment ceux de Rolande Trempe sur « Jaurès et les grèves », de Jacques Julliard sur « Jaurès et le syndicalisme révolutionnaire » ; de Raymond Guillaud sur la « SFIO et Jaurès », de Jean Rabaut sur le « PCF et Jaurès », de Robert Estivals et de Maurice Aguilhon sur « l'iconographie et les monuments de Jaurès ».

Le débat a permis de préciser certains aspects de la pensée et de l'action de Jaurès, de son influence sur le mouvement ouvrier français, ainsi que les tentatives de le récupérer par différents courants politiques actuels, à l'exclusion de l'extrême gauche.

V.F. ■

(1) Quelques jours avant le colloque a paru, dans la Petite Collection Maspero, un choix de textes de Jaurès, intitulé La classe ouvrière, rassemblés et présentés par Madeleine Rebérioux.

comptes de fées

Les « *Sept sœurs* » évoquées par Anthony Sampson dans son dernier ouvrage (1) traduit en français ne sont pas les héroïnes d'un conte bleu... la matière même dont elles tirent leur opulence et leur histoire évoquent plutôt un conte « noir », un récit à la trame tortueuse aux épisodes sordides et sanglants.

Rien de ce qui est pétrolier n'est étranger aux éditions Moreau, puisqu'après le *Complot pétrolier* de Philippe Simmonot et R... *Comme Racket pétrolier*, dossier présenté par la commission économique du PSU, elles ont publié ce livre écrit par un des meilleurs journalistes britanniques, auteur notamment d'*Anatomie de la Grande-Bretagne* et d'*ITT, l'Etat souverain*. Le second de ces ouvrages constituait une contribution précieuse à la connaissance du capitalisme multinational et apportait des preuves très utiles sur certains aspects de l'intervention impérialiste au Chili.

délicieuse famille

Les sept sœurs sont les « seven majors », les sept grandes, c'est-à-dire les firmes qui dominent le marché du pétrole depuis un demi-siècle : Exxon (alias Esso, Standard Oil of New Jersey), Mobil (Socony, ex-Standard Oil of New York), Socal (Standard Oil of California, marque Chevron), Gulf, Texaco, BP et Royal Dutch Shell. Cinq de ces charmantes petites sœurs sont américaines, l'avant-dernière citée est britannique (l'Etat en est le principal actionnaire), la dernière anglo-néerlandaise.

L'histoire de cette délicieuse famille commence avec le vénérable John D. Rockefeller, belle figure d'honnête homme à l'échelle morale du XIX^e siècle américain. Ce racketteur de haute volée édifie son empire — la Standard Oil, dont trois des sept sœurs sont les descendantes — non pas sur la prospection et la production de pétrole, mais sur le contrôle du marché, à travers les moyens de transport et de distribution. Par une sorte de paradoxe (qui n'en est un qu'en apparence), c'est à travers la maîtrise de ces mêmes moyens que les grandes compagnies pétrolières maintiennent aujourd'hui leur suprématie sur le marché pétrolier, après avoir perdu la propriété et la libre disposition des gisements récupérés, après des décennies de spoliation, par les pays producteurs.

L'ouvrage de Sampson est, sans doute, moins explosif que les révélations de Philippe Simmonot ou de la PJ marseillaise. Il concerne moins directement la France, et les problèmes qu'y pose le « système » mis en place par le cartel pétrolier. Il donne, par contre, une image beaucoup plus globale — qui ramène au rang d'officines secondaires Elf-Erap

et la CFP — des mécanismes qui ont régi le marché du pétrole ou qui le régissent encore actuellement.

sept sœurs et leurs sous-fifres

Il montre, en particulier, comment, après les âpres luttes opposant les grandes compagnies pour la maîtrise de tout ou partie du marché pétrolier, celui-ci a été régi pendant plus d'un quart de siècle, depuis l'accord secret d'Achnacarry (1928), par un système d'entente quasiment absolu et parfait, répartissant les parts entre les

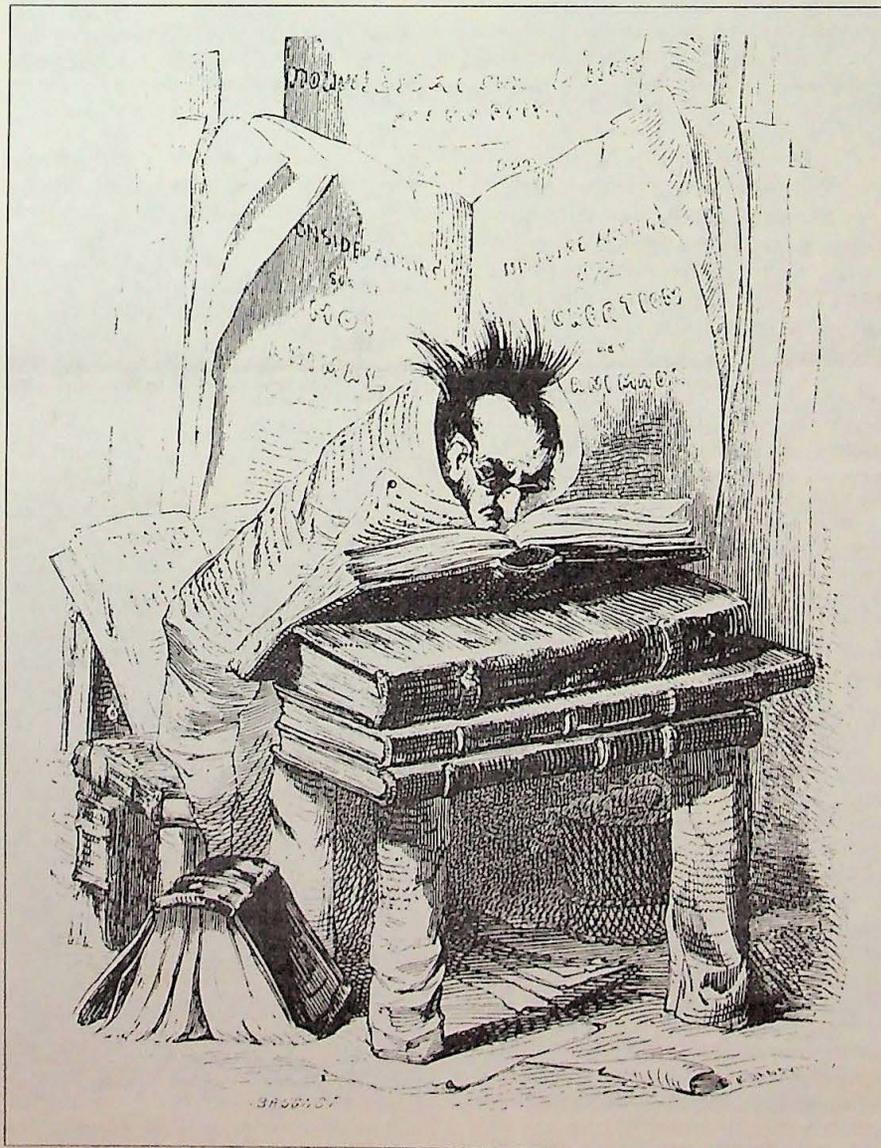
compagnies, alignant les prix mondiaux sur celui du pétrole le plus difficile à extraire, le moins rentable, y incorporant des « frais » fictifs de transport, etc. Un système d'optimisation des profits et de rationalisation de l'exploitation des pays producteurs : un racket à l'échelle mondiale, et concernant un produit dont l'importance économique ne cessait de croître.

Il analyse aussi avec finesse le contrecoup de la « guerre du pétrole » de 1973-74, c'est-à-dire la manière dont l'entreprise salutaire de reprise en main de leurs ressources par les pays producteurs a modifié le système sans le remettre en cause, et esquisse même une sorte d'« association », fonctionnant de façon tacite — entre les compagnies du cartel — les sept sœurs et leurs sous-fifres — et les Etats de l'OPEP, entre les exploités et leurs exploités, ceux-ci faisant preuve de leur habituel sens de la solidarité à l'égard des autres secteurs capitalistes (« qu'ils crèvent, pourvu que nos profits se maintiennent ! »).

Anthony Sampson n'apporte pas de conclusions politiques à son analyse : mais il ouvre à la réflexion des horizons aussi vastes que les coffres bien remplis des sept sœurs.

F.T. ■

Anthony Sampson : *Les Sept sœurs*, Paris, Alain Moreau, 1976.



la marionnette

Attachante et tendre aventure que celle racontée dans ce livre par Jean V. Manevy.

A travers l'histoire de la vie de Stuka (son nom lui viendra de celui des avions de l'armée allemande), enfant né dans la tourmente de la guerre de 1940, dans une Lorraine meurtrie. Stuka, enfant recueilli par des gens simples et rudes, une « Maman Colombo », femme très bonne qui sent « la farine lorsqu'elle prépare une tarte », Parrain « barbe rousse et yeux pointus, brillants » (qui se révélera être le père de Stuka).

A travers une enfance campagnarde et solitaire, une adolescence passée dans un établissement de l'assistance, à la vie uniforme et terne, dont il a gardé le souvenir « d'un confinement sans fin », Stuka se fabrique une amie, une marionnette, Helga, qui sera toujours sa plus fidèle confidente. Avec lui, elle grandit : poupée de chiffon qui devient adolescente, puis adulte et partenaire. Témoignages de fidélité, puis d'infidélité à sa marionnette. Ils connaîtront le succès aux Amériques dans un numéro de music-hall qui se terminera mal... à cause d'une autre femme.

Mais, heureusement, comme dans les contes de fées, tout s'arrange. Stuka retrouve une jeune fille qui l'avait éblouie lorsqu'il était garçon de ferme, elle l'aime, il l'épouse et est heureux. Il peut enfin dire « D'Helga et de toute cette période de ma vie, je ne garde que le souvenir d'une histoire que j'aurais lue dans un livre. Des choses qui seraient arrivées à un autre ».

Un joli livre à lire en cette période de Noël, en pensant aux enfants paumés.

Françoise CLAIRE ■

Jean V. Manevy, *La Marionnette*, Ed. J.C. Lattès, Paris, 35 F.

avorter

Avorter en août 1970... quand on est dactylo. Que l'on vient juste de monter de sa province pour Paris. C'est l'histoire d'Emilie. L'histoire de milliers d'autres. Conseils cyniques et odieux du toubib difficile à trouver durant ce mois. La peur ; la mort pas loin ; la solitude mais aussi des rencontres importantes, l'aide de cette femme qui la reconfortera, lui fera prendre ses responsabilités jusqu'à pouvoir la laisser seule, autonome. Emilie se battra.

« Elle relève la tête. Toute cette humilité qui était devenue sa compagnie quotidienne fout le camp. Il faut se battre. Elle est prête à se battre sur tous les fronts » (page 200 et 201) Michèle Perrein ne tombe ni dans le mélo pleurnichard, ni dans le tragique austère et désespéré : Emilie petit à petit prend conscience, elle se battra.

C.H. ■

« *La partie de plaisir* » de Michèle Perrein, livre de poche.

D'autres livres de Michèle Perrein : *Gemma Lapidaire* (Flammarion) ; *La Chinoise* (Julliard) ; *M'oiselle* (Julliard) ; *Le buveur de garonne* (Flammarion).

points de vue

Pas de grandes émotions, de flambées d'enthousiasme ou de colère ; pas d'illuminations sur le « petit écran » lors de ces dernières semaines... Du terne, du commun, parfois même du bon. Rien qui excite vraiment, qui fait bondir dans les chaumières.

En vrac, en se stimulant un peu les méninges, on se souvient, en ces temps de fêtes, de numéros de cirque, de ballets en tous genres, de concerts : les chaînes ont à respecter des cahiers de charge annuels et mettaient visiblement les bouchées doubles pour tenir leurs obligations horaires. Des films aussi, beaucoup : le meilleur et le pire... 38, selon Jean-Christophe Averty, entre le 18 décembre et le 2 janvier. Et puis, Sylvie, Johnny, Enrico, Sardou...

A noter toutefois, sur TF 1, le nouveau feuilleton quotidien : « La lune papa ». En mettant en scène les aventures des familles Dubolet et Marchandou, Georges Coulonges renoue avec la respectable tradition du théâtre de patronage ; il atteint sans doute, en douceur, sans fracas inutile, un des sommets de la débilite télévisuelle...

L'intervention des bobines dans la diffusion du « Jeune homme et le Lion » (Charlemagne vu par Anouilh et Delannoy) n'a guère ému que les auteurs et quelques critiques mal intentionnés.

actualité et fiction

Quant à Roger Gicquel (le journal de TF 1), il retrouve un second souffle : au début du mois, il a fêté lui-même en pleine édition ses deux ans d'antenne. Le 10 janvier, à propos de la hausse des légumes, il nous a détaillé sa recette personnelle du pot-au-feu. Le 11, renonçant à comprendre l'affaire Abou Daoud, il nous a

ERRATA

L'écriture déplorable de l'auteur, la fatigue d'une année, ont permis à deux erreurs de se glisser dans TS, n 724.

Dans l'article *Les poubelles du capitalisme*, il faut lire, au premier paragraphe « là encore on est limité, en niveau cette fois », au lieu de : « là encore, où est l'unité ».

Dans l'article *Un monde que nous détruisons*, au paragraphe : *Ecologie, lutte anticapitaliste*, il faut lire « sous ces aspects, au demeurant souvent sympathiques... » au lieu de « sans ces aspects... ».

M.M. ■

Avec les excuses de la rédaction à Michel Martin.

invité sans complexe à nous en tenir à la version officielle !

Tout compte fait, l'imprévu, le sanglant, le spectacle, loin des « Mannix » et autres « Chapeau melon », c'est l'actualité qui les a fournis : en l'occurrence les morts tragiques de MM de Broglie et Amaury.

Au point qu'on se prenait à évoquer ces affaires en regardant d'autres émissions de fiction :

« Les anneaux de Bicêtre », par exemple, d'après Simonon, avec Michel Bouquet (TF 1, mercredi 5) : un patron de presse à sensations est frappé d'hémiplégie et, sur son lit d'hôpital, réfléchit à sa vie... et à son néant. C'était un peu comme si Amaury, prolongé quelques temps après la fatale chevauchée que l'on sait, en était arrivé à se poser des questions (on peut rêver !).

« L'héritier », de Philippe Labro, sur FR3, lundi 10. Il s'agit d'une sombre histoire économique-politico-financière où Belmondo se donne un mal

fou. Il campe un magnat de presse (lui aussi) et d'industrie, inspiré à la fois (et pas moins) de J.J.-S.S., de Kennedy et de Citizen Kane. Grand baïseur, terreur de conseils d'administration et de syndicats... Bref : « un vrai cœur d'or, sous des dehors bourrus », comme a écrit quelqu'un en première page de *L'Equipe*, à la mort du grand Emilien ».

comme au tableau noir

On n'a pas manqué non plus de suivre l'autre jeudi le forum organisé par TF 1 et le journal *l'Expansion*. Il mettait Raymond Barre face aux patrons. Ce parterre choisi ronronnait de contentement quand le Premier ministre a balancé sa harangue aux « vrais chefs »...

La caméra se posait de temps à autre sur un visage, une attitude : ceux qui se tenaient comme à la messe et opinaient à chaque effet oratoire ; les vieux rassés à qui on ne la fait pas mais qui appréciaient en connaisseurs ; les jeunes loups sur la réserve (genre Belmondo, mais en plus distingué... ; des, encore, qu'avaient pas l'air franc du collier (genre de Broglie...).

Le PDG de Kickers (les chaussures) est intervenu : « nous jouons à 95 % votre jeu... Alors, il faut nous aider ; il ne faut pas nous culpabiliser, grignoter notre tonus... ». Ce fut, en quelque sorte, apaisant d'assister ainsi à ces échanges entre grand capital et pouvoir politique : tout était clair, comme démontré au tableau noir. Ce monde-là, ce n'est pas notre monde.

Mardi 11, dernier journal sur Antenne 2 : on nous annonce qu'à l'exemple des artistes-interprètes, les réalisations de télévision se mettent en grève (*). La speakerine apparaît pour présenter les programmes du lendemain : ...« Et puis, à 20h30, « votre » série américaine : Switch !... Ben voyons !

René LANARCHE ■

(*) Voir article « la course à l'audience » TS n° 724.

les mots croisés de TS

Problème n° 9

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II												
III												
IV												
V												
VI												
VII												
VIII												
IX												
X												
XI												

Verticalement :

- Donneront dans la barette.
- S'organise pour se défendre - un peu d'absinthe.
- Fut paraît-il bon en Lorraine - quel ours !
- Dans la réalité.
- Un droit conquis par de longues luttes des travailleurs.
- S'opposèrent à Lénine (sigle) - éclate parfois dans des arènes.
- Entourent les poulets - canton.
- Brillait sur le Nil - dehors !
- Ménagent les reines.
- Possessif - anneau.
- Ne craint pas l'humidité - fera l'affaire - fait l'affaire !
- Des épreuves.

Horizontalement :

- On ne veut pas du capitalisme, mais de cela non plus !
- Dieu germanique - c'est rude !
- Elle papillonne - débite à Périgueux.
- Plus il s'avance, plus il pèse - un plan d'urgence - un peu d'embrouille.
- Note - un oui Sétois - n'est pas vraiment de marbre.
- Vert ! - une drôle de belle-mère - pronom.
- Sa gorge est peu irritable - mentionnera.
- Ennuÿât - souffrirai.
- Se fait descendre à l'Est de l'Oural - la vache ! - mis au secret.
- Pas forcément marrant - peut se faire tout éveillé.
- Vert ou noir - ils composent un marché peu commun - circulait à Rome.

Solution

Problème n° 8

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
I	R	E	A	C	T	I	O	N	N	A	I	R	E	S
II	E	T	R	I	E	R	S	M	A	E	C			
III	V	A	T	L	E	T	R	E	S	S	A	C		
IV	E	L	I	S	E	H	E	R	I	T	A	I		
V	N	A	S	A	S	T	U	C	V	E	R	A		
VI	D	I	A	B	L	E	R	I	E	S	S	L		
VII	I	N	O	U	V	E	L	L	E	S	C	I		
VIII	Q	U	A	T	E	R	N	E	I	T	H	O	S	
IX	U	S	L	E	E	T	E	R	N	E	L	L	E	
X	E	E	R	E	S	S	E	N	T	S				

Vendredi 14 janvier à 20 h 30 sur FR 3 : Elèves perdus. Ceux qui sont « parqués » dans les « classes pratiques », « classes poubelles », « classes dépotoirs » afin qu'ils atteignent 16 ans (scolarité obligatoire). 250 000 selon les syndicats. Qui sont-ils ?

Dimanche 16 à 20 h 30 sur France-Culture : Radios pirates et alternatives. Ephémères ou institutionnalisées (Italie), politiques ou commerciales, elles manifestent un désir : celui pour des individus de pouvoir utiliser la radio comme moyen d'expression, en explorant ses possibilités techniques et créatrices.

A 22 h 30 sur Antenne 2 : Le Musée imaginaire de Michel Butor.

A 22 h 30 sur FR 3 : Cinéma de minuit : Aventures en Birmanie de Raoul Walsh. Une mise en scène « documentaire » de la réalité de la guerre contre les Japonais.

Lundi 17 janvier à 20 h 30 sur TF 1, un film : A bout de souffle de Jean-Luc Godard.

A 22 h sur TF 1 : Portrait Fritz Lang n°1 d'Armand Panigel. L'émission qui compte deux parties est consacrée ce soir aux films que Fritz Lang a réalisés en Allemagne de 1919 à 1933. Entretien avec le réalisateur et extraits de ces films.

Mardi 18 janvier à 20 h sur France-Culture : Dialogues par Roger Pillaudin : « Nouvelles données pour l'Europe », à partir du livre de Jean-Marie Benoist « Pavane pour une Europe défunte ».

A 20 h 30 sur Antenne 2 : Les Dossiers de l'écran. Pour l'Exemple, un film de Joseph Losey qui sert de prélude à un débat sur les mutineries de 1917. Sujet longtemps tabou en France car il dénonçait la stupidité et l'horreur des actes de certaines de nos ganaches décorées ou non du règlement et de la discipline.

Mercredi 19 janvier à 21 h 55 sur TF 1 : Les grandes énigmes : Les Fureurs de la Terre. Emission réalisée au pied de la Soufrière, le volcan de la Guadeloupe et qui nous montre le travail des scientifiques et des techniciens qui montent chaque jour sur les flancs du volcan, dans des conditions difficiles pour l'ascension.

Jeudi 20 janvier à 20 h 30 sur FR 3 : un film : Le Mépris de Jean-Luc Godard.

Vendredi 21 janvier à 20 h 30 sur FR 3 : Service Public : La fatigue scolaire.

A 20 h 30 sur Antenne 2 : dossiers : Dangers immédiats : « L'affaire Martine Desclos », réalisation Claude Barma. Une nouvelle lutte : la chasse aux espions industriels.

A 21 h 30 : Apostrophes. Histoire, actualité et sémiologie du livre « Cochon ».

A 21 h 30 : L'Etoile la plus proche (2^e émission) de Jean Lallier et Monique Tosello. C'est le soleil. Ce qui se passe à sa surface et surtout à l'intérieur nous intéresse au premier chef : la vie sur la Terre et son environnement dépendent des radiations que nous envoie le Soleil.

A 22 h 47 sur Antenne 2, cinéclub : Les Joyeux Garçons (1934). Comédie musicale réalisée par Grigori Alexandrov, collaborateur de Eisenstein. Gags et bouffonneries alternent avec des séquences musicales d'une qualité remarquable.

grève des comédiens et des réalisateurs au Châtelet super show militant

10 janvier 1977. 54^e jour de grève des artistes-interprètes. Deux galas de soutien dans un Châtelet plein à craquer (plus de 2 600 personnes), du parterre au poulailler; on ne pouvait accueillir ceux qui se pressaient sur la place, sous une pluie battante.

Avec les trois coups traditionnels donnés par Jean-Marc Thibault, un public enthousiaste attendait. Il n'est pas venu simplement pour consommer du spectacle, mais pour quelque chose de plus important : témoigner aux artistes en grève une solidarité, une amitié, de travailleurs à travailleurs... Des entreprises en lutte avaient délégué des représentants

Il les fallait, ces deux soirées, pour prouver aux pouvoirs publics, aux directeurs de chaînes de télévision, à la SFP, que la solidarité ça existe et que « la solitude ça n'existe pas », comme l'a souligné Claude Piéplu, que les problèmes des artistes sont bien compris des citoyens, que les talents sont légion dans notre culture — sans chauvinisme — car on sait bien reconnaître les talents au-delà des frontières (la solidarité internationale des artistes américains, anglais, grecs, italiens, allemands, canadiens en est la preuve). Et ceux qui sont montés sur la scène du Châtelet, des Frères Jacques à Guy Bedos, d'Yvan Dautin à Catherine Allégret et Christiane Grandjean (qui ont d'une belle et piquante façon épinglé nos étranges lucarnes), Jacques Fabbri et Serge Reggiani, Marc Ogeret, Francis Lemarque, Francis Perrin, l'illusionniste Mic Janel... qui ont composé ce programme, ont dû faire pâlir de jalousie Bruno Coquatrix ! Ils ont été remerciés par leur public.

les comédiens ne sont pas des marionnettes.

Les applaudissements ont redoublé lorsque Jean-Marc Thibault annonçait la décision des réalisateurs de télévision de s'associer au mouvement, à partir du 11 janvier à minuit pour trois jours (reconductibles). L'un de ces réalisateurs nous confiait : « les artistes ont bien joué, leur action nous aide ». Les problèmes des réalisateurs rejoignent ceux des artistes.

On constate en effet aujourd'hui une dégradation sans cesse plus grande de la qualité des émissions, du volume de production, de l'emploi.

En 1963, par exemple, deux dramatiques étaient programmées par semaine, 160 heures accordées pour une chaîne. En 1976, les trois quarts des productions sont américaines (pendant les fêtes de fin d'année, il fut diffusé 34 films...). Alors que le plafond de projection de films est fixé à quatre cents, on en a décompté, en 1976, de 580 à 600 ! On rediffuse *les lanciers du Bengale* ou *Chapeaux melons et bottes de cuir*... Des séries américaines achetées à bon prix, puisque amorties sur le plan de l'exploitation mondiale. La politique de facilité, en somme.

Quant au volume de production, les artistes réclament 180 heures, les réalisateurs 200 (créations et documentaires). En 1976, toutes productions mélangées, ce « volume » atteignait tout juste les cent heures !

Tout cela a ses conséquences à

tous les niveaux de la production télévisée et d'excellents réalisateurs ne tournent plus, tel Gérard Guillaume (dont on se souvient de son excellente émission sur la *Guerre des Demoiselles*). Des producteurs, comme Jean Lallier et Monique Tosello (*le Portrait de l'Univers*) ne tournent plus que trois émissions scientifiques pour l'année, diffusées sur Antenne 2 et n'ont plus la possibilité de faire appel à d'autres réalisateurs. Ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes.

Le chômage atteint, dans ces conditions, près de 40 % de la profession.

Mais, contraste, Armand Jamot, sur Antenne 2, s'offre la part du lion (avec *Aujourd'hui Madame*, des émissions de publicité complice pour le cinéma, des jeux, des réalisations commandées... à lui-même ! Il est

vrai qu'on n'est jamais si bien servi...

La Télévision devient une agence d'informations dirigées, un écran publicitaire, un lieu de conversations salonardes où l'on papote autour d'un scotch-coca cola.

Que veut-on ? Avoir une télévision où le policier le dispute aux variétés d'évasion ou aux discours enfantins sur des thèmes qui ne le sont pas, ou une télévision de création, harmonieusement équilibrée où l'on puisse y trouver de quoi satisfaire notre curiosité, aiguïser nos esprits...

Que faire ? Les réalisateurs ne dévoileront pas trop vite leurs batteries, ménageant leurs forces et leurs moyens, à la fois pour préserver une profession et préparer le jour où... tout pourra être nouveau...

Françoise CLAIRE ■

Il aura donc fallu que les comédiens d'abord, puis les autres parties prenantes des émissions télévisées, se mettent en grève ou manifestent leur solidarité avec les grévistes, pour que l'opinion publique se rende compte que la télévision (et donc ses trois chaînes), dite française, constate qu'elle est en fait devenue le réceptacle d'émissions faites ailleurs. Le seul rôle des chaînes de TV françaises étant de les rentabiliser.

En refusant de prendre en considération l'ensemble des revendications exprimées par les créateurs des émissions, le pouvoir montre son indifférence :

• par rapport au chômage qui atteint

gravement l'ensemble d'une profession ;

• par rapport aux problèmes de création posés.

Nous ne saurions accepter la mutilation ou la réduction au silence des multiples créateurs qui ont réussi à faire de la télévision autre chose que le reflet des mythes de la société de consommation, autre chose que le reflet de la société dite libérale et dite avancée.

Nous nous associons à l'ensemble de vos revendications.

Et nous apportons notre soutien sans réserves.

Le Bureau National du PSU ■

